



UNIVERSITÉ
JEAN MOULIN
LYON 3
COMPRENDRE LE MONDE
WWW.UNIV-LYON3.FR
Master 1 Professionnel Aménagement du territoire



NOTE TECHNIQUE

Communiquer sur les risques au delà des outils réglementaires :

Soutien à la démarche d'information préventive des populations sur les risques majeurs

Etat des lieux comparatif sur la connaissance et la perception des risques dans deux communes exposées aux risques, Givors et Feyzin ; et réflexion sur l'amélioration de la communication autour des risques majeurs dans les petites communes péri-urbaines et les communes de montagne.

Responsable pédagogique et scientifique : TEXEIRA Pauline, Maître de Conférences à l'Université Lyon III - Jean Moulin, Laboratoire CNRS UMR 5600 EVS (Environnement, Ville, Société)

Réalisation note technique : Les étudiants de Master 1 de Géographie Aménagement de l'Université Lyon III - Jean Moulin.

Avant-propos et remerciements :

La présente note technique a été réalisée par 15 étudiants en Master 1 de géographie et aménagement du territoire de l'Université Lyon III. Cette note est le fruit d'un travail mené à la suite d'un stage de 4 jours, du 7 au 10 Février 2013, complété par des journées d'observation sur le terrain. Ce travail de terrain couplé à un travail à l'université a permis la récolte, le traitement et l'analyse des données issues des questionnaires adressés directement à la population et d'entretiens avec des acteurs locaux.

Cette présente note technique n'aurait pas pu voir le jour sans le soutien scientifique et financier des acteurs suivants, que l'ensemble des étudiants remercie chaleureusement :

- L'IRMA (Institut des Risques Majeurs)
- Le Pays du Grand Briançonnais
- L'Université Lyon III Jean Moulin (Département de Géographie)
- L'AGEAM (association des étudiants géographes aménageurs de Lyon III)

Pour tout renseignement complémentaire à la note technique, vous pouvez contacter la responsable pédagogique et scientifique du projet : Mme Pauline Teixeira (pauline.texier@univ-lyon3.fr)

Table des matières

.....	1
Avant-propos et remerciements :	2
Introduction et description de la commande	5
Contexte de la commande :	5
Objectifs de la commande :	6
1- Présentation des communes-test	7
1.1 Choix de trois communes : justification par rapport à la commande	7
1.2 Approche comparative	7
1.2.1 Contexte des aléas sur les 3 territoires.....	8
1.2.2 Contexte des enjeux et vulnérabilités :	14
1.2.3 État des lieux de la gestion des risques :	16
1.2.4 Les spécificités humaines des trois territoires étudiés :	18
2- Le protocole d'enquête	20
2.1 Objectifs, hypothèses et démarche	20
2.2 Organigramme méthodologique.....	22
2.3 Recherche de données sur les communes expérimentales	24
2.4 Préparation de la campagne de questionnaire	24
2.4.1. Analyse des DICRIM.....	24
2.4.2. Préparation du questionnaire.....	26
2.4.3. Plan d'échantillonnage	31
2.4.4. Plan d'enquête	34
2.4.5. Traitement des données.....	37
3- Résultats	38
3.1 OBJECTIF A : Etat des lieux sur la connaissance/perception qu'ont les populations des risques	38
3.1.1 Quelle perception des risques à Feyzin et à Givors (H1) ?	38
3.1.2 Quel sentiment de préoccupation par rapport aux risques majeurs (H2) ?	44
3.1.3 Quelle est leur connaissance des consignes de sécurité et des moyens d'alerte (H3) ?	45
3.2 OBJECTIF B : Evaluer la pertinence des trois facteurs explicatifs du défaut de perception des risques et de l'exposition aux risques majeurs.....	50
3.2.1 Les facteurs explicatifs liés aux menaces : proximité et expérience passée (B1).....	50
3.2.2 Les facteurs explicatifs liés aux contraintes socio-économiques (B2).....	53
3.2.3 Les facteurs explicatifs liés à un défaut de communication sur les risques (B3).....	61
3.3 OBJECTIF C : Perspectives et recommandations de communication sur les risques majeurs.....	68
3.3.1 Améliorer le DICRIM sur le fond et la forme (H12).....	68
3.3.2 Multiplier les supports de communication pour s'adapter à tous les profils des parties prenantes sur le territoire (H13).....	71
3.3.3 Quid d'une prévention proactive (vers une gestion des risques participative) (H14) ?	75
Conclusion	82
Table des Figures :	83
Annexes	86
Annexe 1 : Lettres de commande.....	86
Annexe 2 : Compte rendu de l'intervention de Christelle Champion, du jeudi 7 février.....	87

Annexe 3 : La réglementation pour les communes en matière d'information au public (<i>source : travail Equipe-projet « Ville de Lyon », M2pro GRCT, 2012-2013 – Pezon, Roumieu, Gesbert, Leroi</i>).....	90
Annexe 4 : entretiens téléphoniques avec les acteurs	92
Annexe 5 : Etat des lieux des DICRIM existants dans quelques commune de la périphérie de Lyon.....	93
Annexe 6 : Questionnaire et supports visuels	96
Annexe 7 : Feuilles de quotas pour Givors et Feyzin remplies.	97
Annexe 8 : Cartographie de la répartition (habitat et lieu de travail) spatiale des personnes interrogées.....	98
Annexe 9 : Cartographie des lieux d'enquêtes sur la commune de Givors	101
Annexe 10 : Cartographie des quartiers de la commune de Givors	102
Annexe 11 : Tris à plat des données (SPHINX) issues des questionnaires de Feyzin et Givors (échantillon total).	103

Introduction et description de la commande

Contexte de la commande :

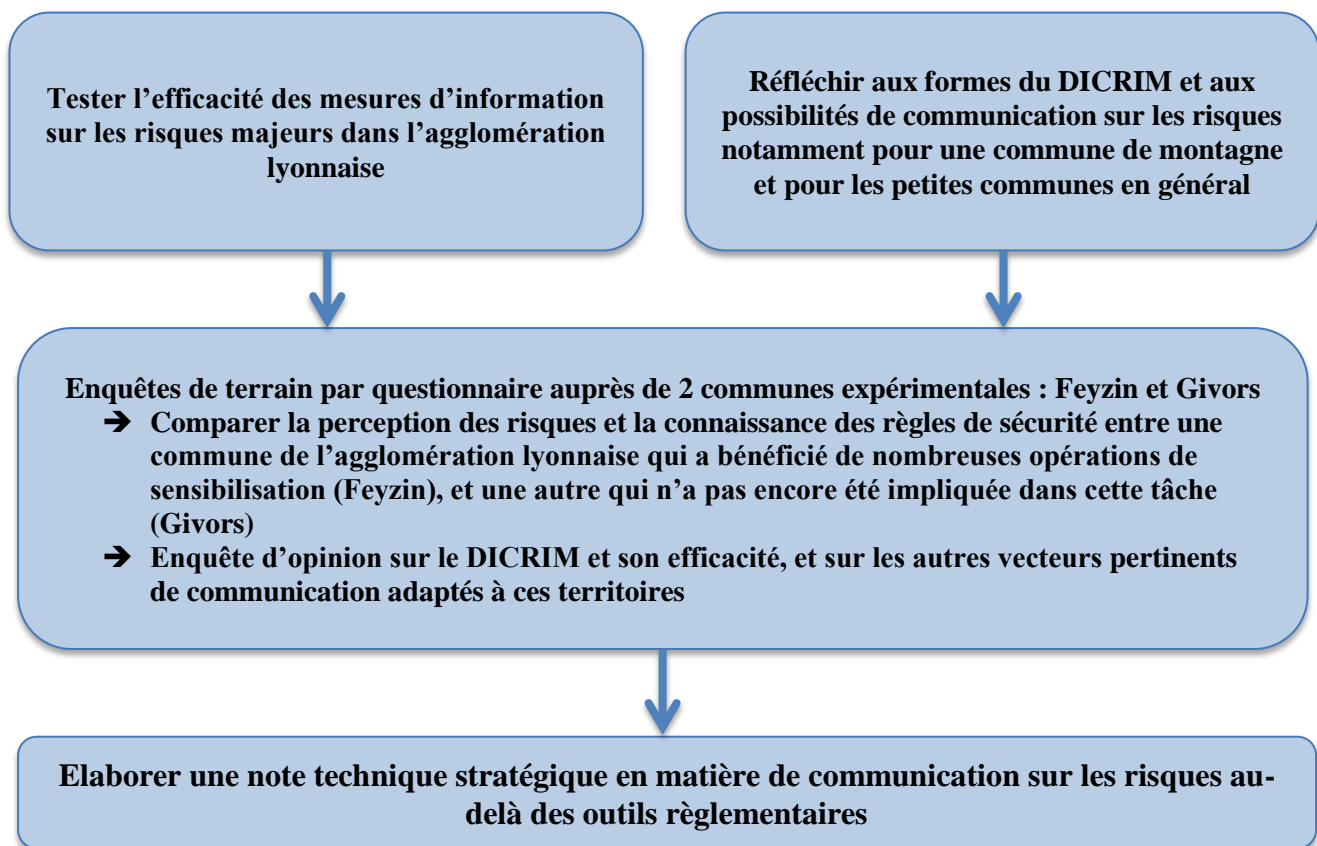
En 2011, la commune de Névache, Hautes-Alpes, a été site pilote au sein de l'opération *sites pilotes de gestion intégrée des risques*, piloté par le PARN de Grenoble (Vincent Boudière) et financé par l'Europe (FEDER) et les Régions Rhône-Alpes et PACA. Dans ce cadre, une semaine participative a été organisée en mai 2011 dans la commune, et une cartographie participative en trois dimensions a été réalisée. Elle s'est appuyée sur des groupes de discussion permettant l'échange entre la population et les acteurs institutionnels de la gestion des risques et a débouché sur une récolte de données localisées et sur l'identification de prospectives opérationnelles en matière de gestion des risques dans la commune. Les discussions se sont portées sur les risques d'avalanche (problématique de coupure de route) et de crue torrentielle. Les scolaires avaient également été impliqués, dans une perspective d'intégration des populations et de sensibilisation proactive.

En mars 2012, les étudiants de M1 professionnel « Aménagement du Territoire » de l'Université Lyon III ont effectué un stage de quatre jours à Névache, afin d'élaborer une note technique support de valorisation pour la transition entre l'événement participatif de Mai 2011 (piloté par le PARN, et dont l'Université Lyon III et le laboratoire CNRS UMR 5600 « Environnement, Ville, Société » étaient partenaires) et le Plan opérationnel de gestion intégrée des risques ou Plan Communal de Sauvegarde (PCS). Le PCS de Névache est actuellement en cours d'élaboration, ainsi que le DICRIM (Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs).

A la suite de ces deux périodes d'étude et d'observation de terrain autour de la gestion des risques, le Pays du Grand Briançonnais représenté en la personne d'Amandine Crévolin et l'IRMa représenté par Francois Giannoccaro, ont souhaités réaliser une étude plus poussée sur la communication sur les risques majeurs dans les communes qui ont des responsabilités en la matière (notamment dans les petites communes de montagne et dans les communes d'une grande agglomération). Cette demande ayant pour ambition de répondre à un enjeu opérationnel : le DICRIM doit certes être disponible au public en mairie, mais l'éventualité d'une faible consultation, à la fois de la part des habitants permanents, à la fois de la part des visiteurs et touristes temporaires, est une réalité. Dès lors, il apparaît essentiel d'une part de travailler sur la forme du DICRIM, d'autre part d'élaborer une stratégie de communication efficace et adaptée au terrain, autour du DICRIM. Il s'agirait également d'étudier quelles pourraient être les actions de responsabilisation du public complémentaires à la démarche DICRIM qui permettrait de consolider la « conscience/culture » locale des risques auprès des populations concernées.

Objectifs de la commande :

A partir des différents travaux menés en 2011 et 2012 sur le territoire de Nevache, la commande d'une étude portant spécifiquement sur l'aspect *communication autour des risques*, ayant pour ambition d'approfondir le savoir-faire des acteurs institutionnels en matière de communication sur la prévention des risques majeurs auprès du grand public s'est avérés nécessaire, notamment pour améliorer l'efficacité de la démarche DICRIM. Deux acteurs du territoire Alpin (Pays du Grand Briançonnais pour la région PACA et l'IRMa pour la région Rhône-Alpes) ont donc exprimés leur intérêt d'approfondir leurs connaissances en la matière. Ils ont donc proposés aux étudiants Lyon III inscrits en Master 1 de géographie et aménagement, de répondre à une commande spécifique s'articulant autour des tâches suivantes :



Cette commande (voir lettres de commande en Annexe 1) constitue l'objet du module de M1 « Risques, étude de cas » stage effectué du 7 au 10 février 2013.

1- Présentation des communes-test

1.1 Choix de trois communes : justification par rapport à la commande

L'année 2013 a été déclarée « *année de la prévention des risques industriels en Région Rhône-Alpes* », au cours de laquelle une grande opération d'évaluation de l'état de la perception des risques est réalisée dans toute la région. Une première étude a été menée dans la région grenobloise, auprès des communes de Pont-de-Claix, La Terrasse et d'Alleverd. Une autre reste à faire dans l'agglomération lyonnaise. Pour cela, le choix s'est porté sur deux communes expérimentales : Givors et Feyzin. Ces deux communes sont fortement exposées aux risques industriels et naturels mais l'avancement de leur gestion des risques diffère, Feyzin apparaissant comme une commune exemplaire et pilote en la matière, tandis que Givors commence tout juste à se pencher sur la question et n'a encore pour le moment mené que peu d'actions de sensibilisation.

Les objectifs de la commande de l'IRMA étant d'améliorer l'efficacité du DICRIM et de réfléchir sur les moyens de communiquer autrement sur les risques, la commune de Névache a été ajoutée à l'étude. Site pilote d'une opération autour de la gestion intégrée des risques, la commune de Névache n'entre pas dans la thématique des risques industriels. Toutefois, Amandine Crevolin, représentante du Pays du Grand Briançonnais, souhaite une étude plus poussée sur les possibilités d'optimiser la communication sur les risques, face aux difficultés de mise en place de l'opération de gestion intégrée sur la commune (difficulté de suivi de la cartographie participative, difficulté d'impliquer la population dans la gestion des risques, problématique de l'information auprès du public temporaire).

Givors, Feyzin et Névache sont donc toutes les trois de petites communes soumises fortement à des risques majeurs.

1.2 Approche comparative

Géographiquement, ces 3 territoires présentent des points communs et de grosses différences.

Givors (19301 habitants en 2009) et Feyzin (9150 habitants en 2009)¹ sont deux communes moyennes périurbaines industrielles du Grand Lyon, présentant toutes deux des territoires en relief, les constructions se répartissant à la fois dans les parties topographiquement basses et hautes des deux communes. Givors est un carrefour de communication entre la vallée du Rhône, le Dauphiné et la Loire, grâce au passage de l'A7, du Rhône et de la voie ferrée, tandis que Feyzin est aussi une zone de grand passage entre le Nord et le Sud de la métropole Lyonnaise, traversée par le Rhône, l'A7 et la voie ferrée.

Névache en revanche est une petite commune de montagne, enclavée en fond de vallée en altitude, et desservie par une unique route. Elle est en revanche aussi un lieu de passage estival vers l'Italie (Route de l'Echelle, fermée en hiver).

Il en résulte un contexte d'aléa varié.

¹ Source : INSEE en ligne (consultation 14 avril 2013)

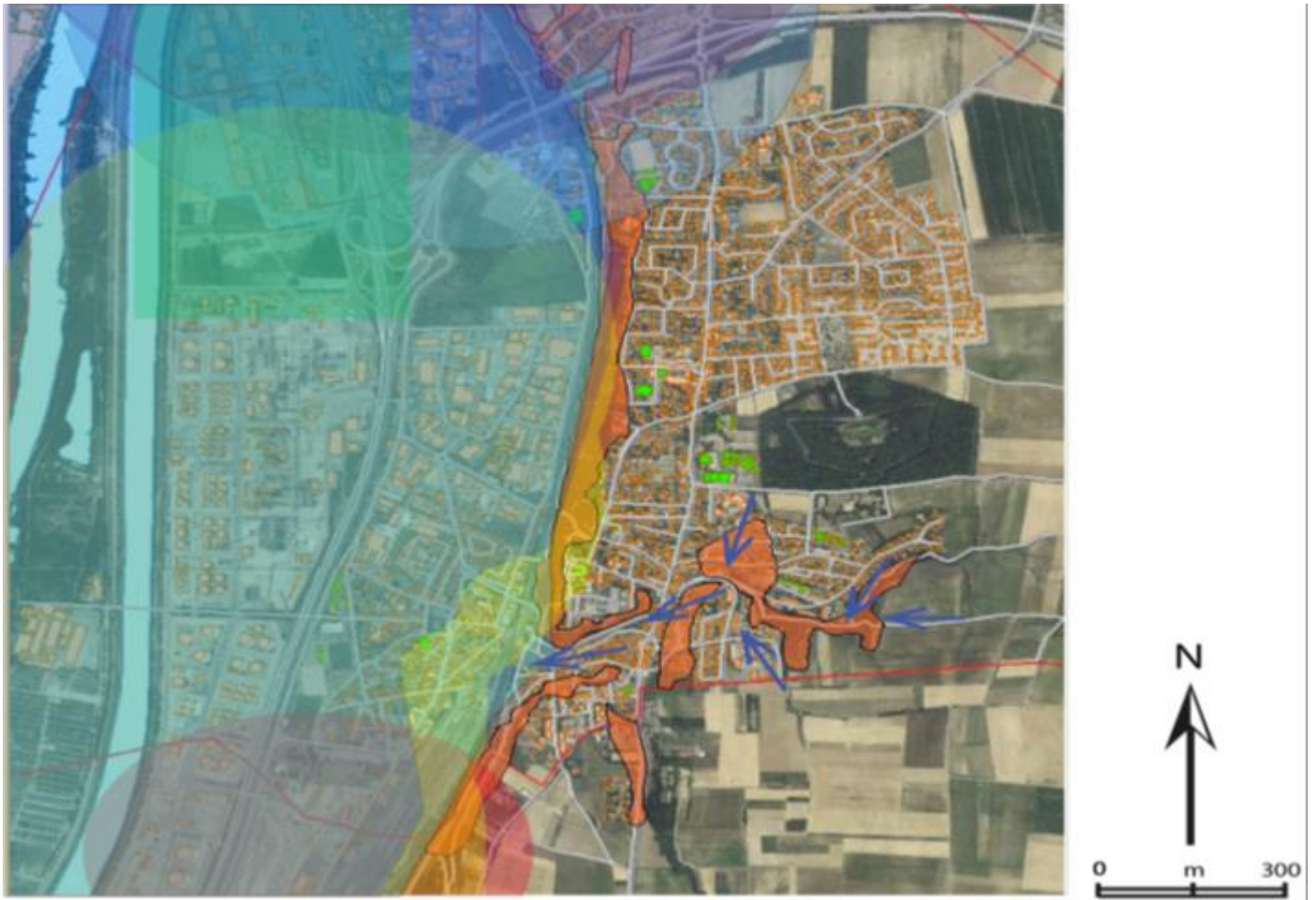
1.2.1 Contexte des aléas sur les 3 territoires

Les trois communes présentent des contextes d'aléas différents (figure 1). Névache est concernée exclusivement par les risques naturels, principalement par ceux spécifiques au terrain de haute-montagne. Givors et Feyzin sont soumises aux risques industriels associés aux risques naturels. Toutefois, malgré leurs différences géographiques significatives, certains aléas sont communs aux trois communes.

		Givors	Feyzin	Névache
Risques naturels	Inondation	✓	✓	✓
	Mouvement de terrain	✓	✓	✓
	Coulée de boue	✓	✓	✓
	Séisme	✓	✓	✓
	Avalanche	-	-	✓
	Lave torrentielle	-	-	✓
	Ruissellement	✓	✓	-
Risques technologiques	Feux de forêt	-	✓	-
	TMD	✓	✓	-
	Accident toxique	✓	✓	-
	Accident thermique	✓	✓	-
	Accident explosion	✓	✓	-
	Rupture de barrage	✓	✓	-

Figure 1 : Tableau des aléas auxquels sont soumises les trois communes expérimentales (Sources : DICRIM de Feyzin, Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, Prim.net, l'IRMA, arrêtés préfectoraux des communes de Feyzin et Givors, PPRN de Névache.)

Les cartes pages suivantes présentent la répartition spatiale des aléas sur les 2 communes Givors et Feyzin, tandis que pour Névache, il s'agit des résultats issus de la cartographie participative réalisée en mai 2011 dans la commune avec la population et les acteurs institutionnels. Ces cartographies croisent donc des informations émanant des savoirs vernaculaires et des savoirs issus des experts scientifiques et des cartes règlementaires.



Légende :

- Périmètre PPI Arkema (thermique BLEVE sphère de CVM -1200m)
- Périmètre PPI Bluestar Silicones Sud (toxique, chlorure d'hydrogène -750m autour de l'établissement)
- Périmètre PPI total (thermique, surpression, toxique)
- Périmètre PPI Rhône Gaz (thermique BLEVE sphère de butane -954 m)
- Périmètre PPI Rhodia Belle Etoile (Surpression UCVE -150m autour de l'établissement)
- Zone inondée par une rupture de barrage
- Zone inondée par les crues du Rhône
- Zone de mouvement de terrain
- Ecoulement de l'eau
- Limite communale

Figure 2 : carte des risques industriels et naturels dans la commune de Feyzin en 2013

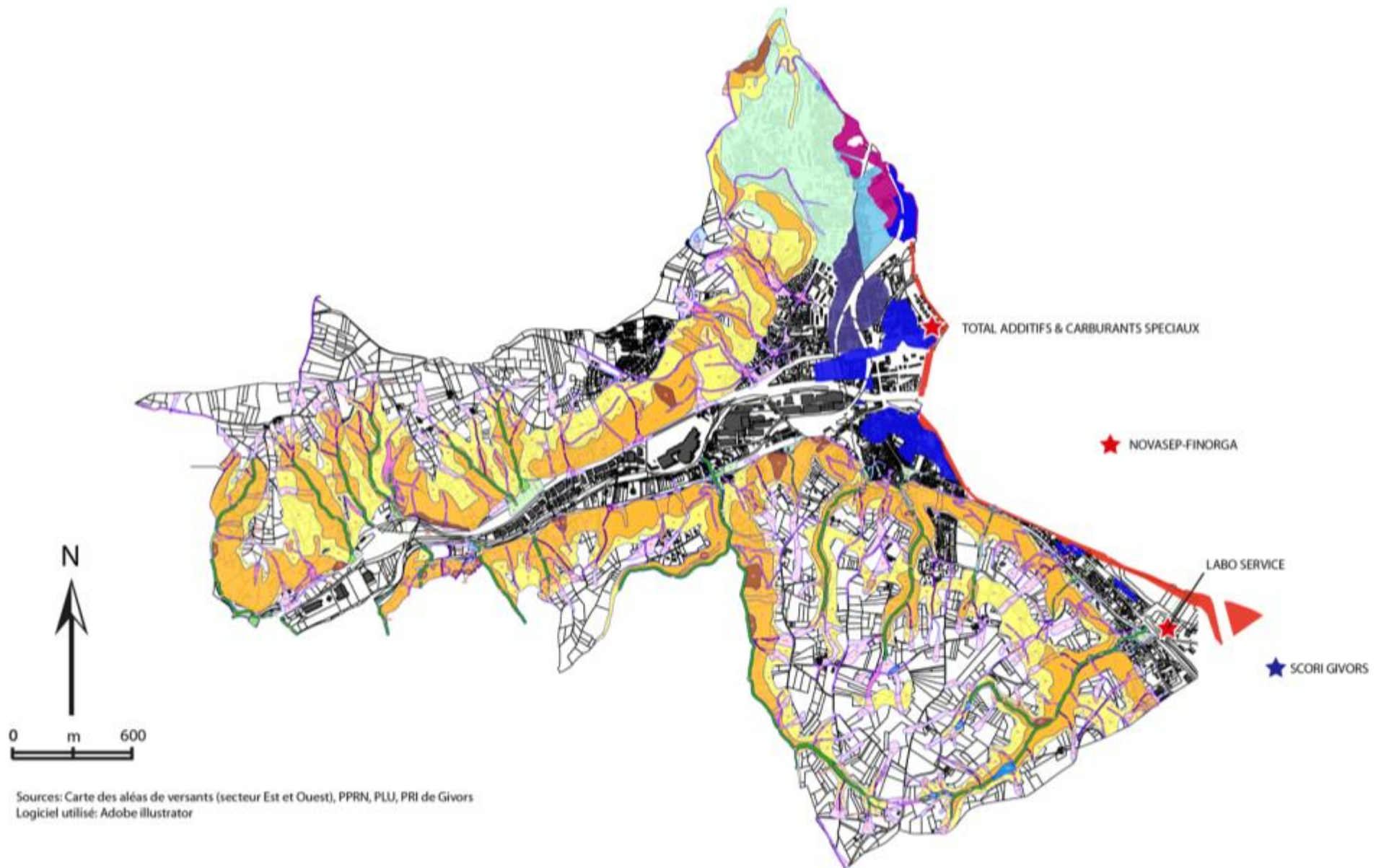


Figure 3 : carte des risques naturels et technologiques à Givors en 2013 (légende page suivante).

Légende :

Les risques identifiés à des phénomènes naturels

Les aléas de versant

	Faible	Moyen	Fort
Inondations en pied de versant	I'1	I'2	I'3
Crues de torrent et de ruisseaux torrentiels	T1	T2	T3
Ravinement et ruissellement sur versant	V1	V2	V3
Mouvements de terrain			
<i>Glissements de terrain</i>	G8	G1	G2
<i>Chutes de pierres et de blocs</i>	P1	P2	P3

Les inondations

Inondations du Rhône	
<i>Zone inondable à préserver</i>	
<i>Zone inondable constructible sous certaines conditions</i>	
Inondations du Garon	
<i>Zone inondable à préserver</i>	
<i>Zones inondable constructible sous certaines conditions</i>	
<i>Zone ZBED (zone bleue écoulement diffus)</i>	
<i>Zone aggravation du risque d'inondation</i>	

Les risques technologiques

Installations Seveso seuil haut



Installations Seveso seuil bas



Cartographie participative sur les risques naturels sur le territoire névachais (figure 5 à 7)

NEVACHE: VILLE HAUTE



Figure 4 : Carte des risques à Névache Ville-Haute

NEVACHE : ROUBION SALLE



Figure 5 : Carte des risques à Nébache Roubion Salle

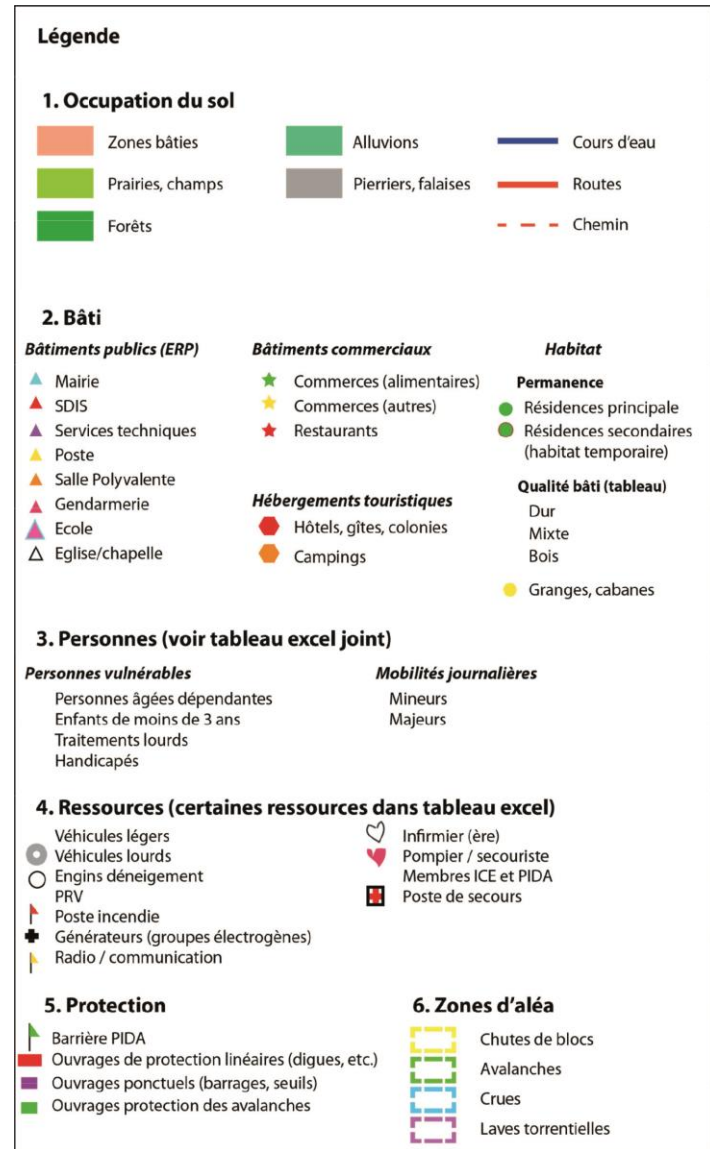


Figure 6 : Carte des risques à Névache-Plampinet et légende générale des 4 cartographies

1.2.2 Contexte des enjeux et vulnérabilités :

Enjeux et vulnérabilité des communes étudiées			
	Givors	Feyzin	Névache
Activités économiques Présentant des menaces ou enjeux soumis aux menaces	<p>Localisation d'une usine Total dans le port de Givors, classée Seveso seuil haut, ainsi que de plusieurs entreprises.</p> <p>De nombreux commerces situés dans les zones à risques de la commune.</p> <p>La commune est traversée par l'A47. Un accident industriel, une inondation ou un TMD pourraient :</p> <ul style="list-style-type: none"> > bloquer l'axe principal A47, empêchant les personnes de se rendre sur leur lieux de travail. > paralyser le secteur économique de la commune en obligeant les commerces et les entreprises à fermer. > faire des victimes parmi les employés des sites dangereux. 	<p>Le complexe pétrochimique de Feyzin est un gros employeur de la région et comprend plusieurs sites classés Seveso II. Il est également situé dans la zone inondable. Un accident industriel, un TMD ou une inondation, pourraient paralyser tout le secteur :</p> <ul style="list-style-type: none"> > fermeture du complexe donc impact sur les employés. > blocage du réseau de communication (autoroute, voie ferrée, canal). > paralysie du secteur économique de Feyzin <p>Les actifs de l'agglomération lyonnaise et de Feyzin ne pourraient pas se rendre sur leur lieu de travail.</p> <ul style="list-style-type: none"> > victimes parmi les employés des sites à risques ou situés dans la zone à risque. 	<p>L'activité économique de la région repose essentiellement sur le tourisme. La réalisation d'un risque d'avalanche, souvent cause de coupure de la route d'accès à la commune, met en péril l'économie de la commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> > en empêchant les touristes de venir. > en bloquant les touristes contre leur gré dans la commune, ce qui crée une mauvaise publicité pour la station. > en menaçant les emplois qui dépendent de l'activité touristique > en empêchant les actifs bloqués dans la commune de se rendre à leur travail en dehors.
Zones d'habitat	<p>Division de la commune en sept quartiers (<i>voir annexe 7</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> > <u>Les Vernes</u> : Une majorité d'habitat collectif, quelques maisons avec jardins. Présence de commerces > <u>Les Cotteaux</u> : Ensemble de lotissements pavillonnaires avec des jardins. > <u>La zone de Gier</u> : Mixte entre habitats pavillonnaires (Ouest et Sud) et habitat collectif (Est). Proximité d'infrastructures industrielles à l'Est. > <u>Les Plaines</u> : Une majorité d'habitat 	<p>La commune se divise en trois parties :</p> <p><u>Entre le canal du Rhône et l'A7</u> : Zone industrielle pétrochimique, aucune habitation.</p> <p><u>Les Razes</u>: De l'habitat majoritairement collectifs, mêlé à du pavillonnaire et à des activités industrielles, hors zone pétrochimie.</p> <p><u>Au delà de la voie ferrée</u> : Habitat pavillonnaire avec jardin en lotissement. Cette zone est majoritairement soumise</p>	<p>Petite commune où toutes les maisons sont regroupées dans le centre. Quelques maisons isolées. Névache s'inscrit dans le territoire de la vallée de la Clarée, composée de plusieurs petites communes toutes soumises aux mêmes risques, éloignées les unes des autres, mais dépendantes d'une même et unique route.</p> <p>La réalisation d'un risque pourrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> > couper l'unique route de la vallée et isoler les communes pour plusieurs jours.

	<p>collectif avec jardins. Quelques maisons.</p> <p>> <u>Le Canal</u> : Exclusivement de l'habitat collectif. Forte proximité de sites industriels et du port (Seveso II)</p> <p>> <u>Le Centre-ville</u> : Habitat collectif. Présence de commerces.</p> <p>> <u>Freydière Bane</u> : Habitat pavillonnaire.</p> <p>Tous ces quartiers sont soumis aux risques de glissements de terrains, de ruissellement et d'inondations. Les impacts sur l'habitat seraient :</p> <p>> matériels, avec la détérioration des maisons et des immeubles qui peuvent être envoyés ou emportés voire entièrement détruits.</p> <p>> humains avec le risque de morts et de blessés restés dans leur maison ou leur appartement.</p>	<p>aux risques de mouvement de terrain:</p> <p>Les impacts en cas de réalisation des risques industriels et naturels auxquels est soumise la commune sont :</p> <p>> dégradation, voire destruction de l'habitat si explosion ou d'accident thermique.</p> <p>> contamination des sols et de l'air en cas d'accident toxique ; concerne principalement l'habitat pavillonnaire avec jardin.</p> <p>> impact humain avec risque de morts et de blessés restés dans leur maison ou appartement.</p>	<p>> empêcher les secours d'accéder aux communes s'il y a des blessés.</p> <p>> empêcher les actifs travaillant en dehors de la vallée de rentrer chez eux (séparation parents/enfants).</p> <p>Présence d'un camping en amont de la vallée (de Fontcouvert) à prendre en compte comme habitat secondaire.</p> <p>> Habitat peu solide vulnérable aux risques de montagne.</p> <p>> Une population temporaire, peut-être étrangère, non-avertie des risques, donc impact humain important en cas d'événement (pas de réflexes, panique).</p>
<p>Les lieux de centralité</p>	<p><i>Voir annexe 6</i></p> <p>> <u>Zone d'activités de Gier</u> : polarisation commerciale.</p> <p>> <u>Marchés de Givors</u> : polarisation commerciale et sociale.</p> <p>> <u>Centre-ville</u> : polarisation commerciale, culturelle et sociale</p>	<p>> <u>La médiathèque</u> : polarisation culturelle et sociale.</p> <p>> <u>Le Beau marché des Razes</u> : polarisation commerciale et sociale.</p>	<p>> <u>L'école</u> : polarisation sociale.</p>
<p>Les lieux de centralité sont des lieux qui concentrent la population. Ils sont à la fois des espaces de vulnérabilité, exposant un grand nombre de personnes en cas de réalisation d'un aléa, s'ils sont situés dans une zone à risque.</p> <p>Ex : zone d'activité de Gier et centre-ville de Givors ; le Beau marché des Razes à Feyzin.</p> <p>Ils sont aussi un atout, une interface de communication et d'échanges, un lieu de rassemblement en cas de catastrophe où la population peut trouver de l'aide et de l'information sur les événements.</p> <p>Ex : l'école à Névache ; la médiathèque à Feyzin.</p>			

Figure 7 : Tableau des enjeux et vulnérabilités des communes expérimentales

1.2.3 État des lieux de la gestion des risques :

Les trois communes représentent trois situations différentes :

- Givors où la population n'a pas conscience qu'elle est informée des risques auxquels la commune est soumise.
- Feyzin où la population est bien informée des risques qui menacent la commune, grâce au site internet de la mairie et aux réunions participatives, ainsi qu'à la diffusion de son DICRIM.
- Névache où il y a une forte culture du risque chez les Névachais mais peu d'informations qui circulent par les voies institutionnelles. Un système d'aide informel se met en place systématiquement au sein de la population en cas d'événement (habitat d'urgence, entraide).

Gestion des risques sur les communes étudiées			
	Givors	Feyzin	Névache
DICRIM	Oui ainsi qu'une carte des aléas	Oui	Non
PCS	Non	Oui	En préparation
PPRN	PPRI	Oui	Oui
PPRT	Non approuvé > enquête publique (étape 2/3)	Non approuvé > concertation (étape 1/3)	Non concernée
Communication	> Aucune information spécifique « risque » sur le site internet de la mairie. > « Vivre à Givors ». > lien démocratie participative	> Site internet de la mairie onglet « Risques Majeurs ». > Mise en ligne DICRIM et PCS. > onglet démocratie participative très actif et visible	> Pas de site internet de la mairie > L'école est le vecteur d'information principal.
Information	> Système d'alerte avec la sirène, hauts parleurs sur les véhicules municipaux et annonce à la radio	> Système d'alerte avec sirène, hauts parleurs sur les véhicules municipaux, alerte téléphonique et annonce à la radio	> Porte à porte du maire lors de la réalisation d'un risque et annonce à la radio
Démocratie Participative	> Conseils de quartier ² > Comités de quartier > Réunions publiques	> Conseils de quartier ³ > Rendez-vous citoyens ⁴ > Conférences riveraines > Réunions publiques ⁵ > CLIC ⁶	> Projet d'ICE (Initiative Citoyenne Environnement) visant à impliquer les populations dans la gestion des risques), qui ne fonctionne pas faute d'implications des habitants déclarés motivés

Figure 8 : Tableau de l'état de la gestion des risques dans les communes expérimentales

² Source : <http://www.givors.fr/Vie-municipale/Democratie-participative> (site mairie Givors)

³ Source : <http://www.ville-feyzin.fr/Les-conseils-et-bureaux-de.html>

⁴ Source : <http://www.ville-feyzin.fr/Les-rendez-vous-citoyens.html>

⁵ Source : <http://www.ville-feyzin.fr/La-conference-riveraine.html> / <http://www.conferenceriveraine.fr/>

⁶ Source : <http://www.pprtrhonealpes.com/clic/fiche/33/clic-feyzin-raffinerie-total-france-et-rhone-gaz.html>

La démocratie participative est un vecteur que nous avons particulièrement étudié dans le cadre de cette évaluation. Elle vise l'implication des populations dans les décisions politiques sur le territoire. Elle se développe beaucoup ces dernières années en France, et les communes sont incitées à la mettre en place, même si elle n'est pas réglementaire.

En matière de gestion des risques, une gestion *bottom-up* ou participative des risques permet de mieux répondre aux besoins des populations en matière de protection et de prévention en les impliquant dans les processus décisionnels et opérationnels. Cette implication de l'échelle locale permet en retour aux experts et aux autorités d'intégrer les ressources locales : savoirs locaux, expériences du terrain (mémoire du risque), connaissance des comportements potentiels en l'occurrence d'un événement préjudiciable. En effet, les populations sont l'échelon le plus exposé aux risques, elles y sont confrontées quotidiennement et seront les premières victimes en cas d'événement majeur. C'est le cas par exemple des névachais, qui vivent saisonnièrement avec le risque d'avalanche. Ils sont donc préparés et savent adopter un comportement adéquat, ont une bonne mémoire du risque, afin de se préserver des menaces auxquelles ils sont exposés. Tout autant d'éléments apparaissant essentiels à prendre en compte pour optimiser la gestion des risques. La dimension participative des risques est largement incitée aujourd'hui aux différentes échelles de gestion, de l'international (avec le Cadre d'Action de Hyogo pour les collectivités et nations résilientes d'ici à l'Horizon 2015) à l'échelle nationale française (loi de 2004 de modernisation de la protection civile, création des Réserves Communales de Sécurité Civiles). Si théoriquement experts scientifiques comme institutionnels reconnaissent cette nécessité, l'application opérationnelle reste complexe et loin d'être généralisée.

Une hypothèse opérationnelle de ce travail est d'utiliser, en vue d'une future campagne de sensibilisation aux risques dans les communes, les vecteurs existants de communication proactive avec les populations, en l'occurrence ceux existants pour la démocratie participative concernant les affaires communales autres que les risques. La démocratie participative peut en effet être un outil intéressant pour optimiser la gestion des risques sur les territoires, en ayant pour objectif de faire des citoyens des acteurs de la gestion des risques. Elle les intègre dans les débats et les prend en compte. C'est une façon d'intéresser l'individu, de l'inclure et de le mobiliser dans la gestion des risques. Cela afin qu'il se sente concerné par les risques auxquels il est exposé et qu'il ne les aggrave pas.

Au-delà de la simple sensibilisation, l'expérience de Névache (mai 2011) montre qu'il n'est pas facile de mettre en place une gestion participative des risques, même dans une commune où l'entraide est de mise et où les habitants ont l'habitude de se mobiliser en cas d'événement. Au-delà de solutions techniques, il s'agit en premier lieu d'avoir une connaissance approfondie des spécificités humaines du territoire.

1.2.4 Les spécificités humaines des trois territoires étudiés :

Cette partie concerne les spécificités humaines du territoire. Il s'agit de déterminer quelles sont les parties prenantes présentes sur les territoires, qui vont participer au processus de communication en matière de prévention des risques (voir Annexe 2, intervention de Christelle Champion sur la communication sur les risques). La population et les acteurs socioprofessionnels sont les cibles de la communication des risques. Les acteurs institutionnels en sont les émetteurs. Toutefois, si ce schéma se retrouve sur tous les territoires, chaque catégorie d'acteurs n'est pas forcément confrontée partout aux mêmes situations et aux mêmes problèmes. La gestion des risques est en effet spécifique à chaque territoire sur lequel elle s'applique. Il faut toutefois noter que la communication concernant les risques peut exister au sein même de la population, et constitue un système informel d'informations.

Spécificités humaines des trois territoires étudiés			
	Givors	Feyzin	Névache
Acteurs institutionnels	<ul style="list-style-type: none"> > Une mairie qui diffuse quelques informations sur les risques dans la commune mais qui n'aborde pas le sujet sur son site internet. > La région Rhône-Alpes décidée à créer une véritable culture du risque chez les Rhônalpins. 	<ul style="list-style-type: none"> > Une mairie très impliquée dans la gestion des risques (PCS, DICRIM) avec son site internet. Elle s'appuie sur la démocratie participative et participe à des projets pilotes avec la région RA et l'université Lyon 3 (intégration des représentations des risques dans la gestion) > La région Rhône-Alpes décidée à créer une véritable culture du risque chez les Rhônalpins. 	<ul style="list-style-type: none"> > Le Pays du Grand Briançonnais qui travaille sur la gestion intégrée des risques naturels en montagne. > Multiples acteurs concernant la gestion du risque d'avalanche > Une mairie qui s'investit dans la communication autour des risques (alerte par le maire lui-même avec du porte-à-porte) > Rôle fort de l'école de Névache pour la communication et la construction d'une culture du risque chez les enfants.
Acteurs socio-professionnels	<p>Des commerçants non-Givordins qui ne possèdent pas forcément une mémoire du risque. Probable ignorance du risque qui peut se révéler dangereuse pour leur sécurité. Menace également de leur activité économique.</p>	<p>Les entreprises du complexe pétrochimique qui sont les sources des risques industriels.</p>	<p>Structures d'accueil touristiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> > hébergement (hôtels, campings, gîtes...) > station de ski > commerces + magasins de location de matériel de ski, raquette, randonnée) > artisans et producteurs locaux <p>Le risque représente un manque à gagner parce qu'il menace leur activité économique liée à la présence des touristes dans la commune.</p>

La population	Une population informée des risques par courrier mais qui n'a accès à aucune information sur le site internet de la mairie.	Une population informée des risques grâce au site internet de la mairie, onglet « risques majeurs ». DICRIM distribué et en ligne Participation de la population avec les Conférences riveraines.	<ul style="list-style-type: none"> > Une population montagnarde bien préparée (réserves alimentaires et éclairages) et qui possède une forte culture du risque. > Solidarité locale informelle. > un climat de conflit entre certains citoyens, les sociopro et la mairie ; acceptation difficile des déclenchements PIDA > problématique du relogement en cas de coupure de route (responsabilités mineurs) > Une population saisonnière qui ne possède pas cette culture du risque. Cela double le nombre de personnes à prendre en charge lors d'une catastrophe.
---------------	---	---	--

Figure 9: Tableau des spécificités humaines des territoires expérimentaux

La particularité de Névache est que les parties prenantes sont en conflit. En effet, une partie de la population est hostile au maire actuel et à certains acteurs institutionnels externes, qui refusent donc tout contact direct avec la commune. Il y a donc un problème de communication autour du risque, entre des acteurs locaux citoyens qui ne veulent pas écouter les messages des institutionnels, induisant un refus de ces derniers de communiquer avec la population autour des risques. Ce problème de communication entre les différentes parties-prenantes du territoire est un poids pour le bon fonctionnement de la gestion des risques. Elle rend impossible la mise en place d'une gestion intégrée. La semaine participative a permis de renouer un dialogue indirect entre population et acteurs institutionnels, et avait conclu à un consensus entre acteurs et population : une possibilité de construire un Comité Citoyen pour appuyer la gestion des risques localement. Malgré plusieurs relances de la part des organisateurs (PGB, Université et mairie), les volontaires n'ont plus manifesté de soutien à cette initiative, qui est restée sans suite.

Pour le cas de Feyzin, l'activité pétrochimique est une menace permanente pour la commune et ses habitants. Pourtant, tout est fait pour qu'il n'y ait pas de contentieux entre les acteurs. Les CLIC sont un exemple parlant, avec des concertations organisées autour du thème du risque industriel, entre les représentants de Total et les ceux des quartiers de Feyzin. La concertation entre les acteurs permet une gestion des risques et des crises plus efficace.

Pour le cas de Givors, une information sur les risques est diffusée aux habitants, mais elle n'est pas régulière. Ainsi, il faut se demander si elle est vraiment pertinente et si elle remplit son objectif de prévention. Pour une prévention efficace sur les risques, il faut qu'il y ait un contact entre les pouvoirs municipaux et la population. La communication doit se faire donc régulièrement et en face-à-face, pour mieux intégrer la notion de risques dans les esprits, ce qui a priori ne semble pas le cas aujourd'hui.

2- Le protocole d'enquête

2.1 Objectifs, hypothèses et démarche

En matière de gestion des risques, il est reconnu qu'une population consciente des risques, préparée et impliquée, est moins vulnérable qu'une population qui ne perçoit pas les risques et qui n'est pas préparée ou peu impliquée.

Communiquer sur les risques majeurs apparaît alors comme essentiel dans une démarche de réduction de la vulnérabilité. Comment alors optimiser la démarche d'information du public sur les risques majeurs auxquels il est exposé ? Les outils réglementaires actuels en France sont-ils suffisants et adaptés ?

En se basant sur l'expérience de Névache, et en se penchant sur les 2 communes expérimentales lyonnaises Feyzin et Givors, il s'agit de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Tester **l'efficacité des mesures d'information** existantes sur les risques majeurs dans l'agglomération lyonnaise, dans une approche comparative Feyzin (commune pilote) et Givors (encore peu impliquée)
2. Réfléchir aux formes du DICRIM et aux **vecteurs de communication** adéquats et efficaces sur les risques (prévention) notamment pour une commune de montagne et pour les petites communes en général

Le cadre réglementaire en matière d'information sur les risques majeurs dans les communes exposées n'impose que la mise à disposition du DICRIM en mairie (Annexe 3), tandis que des sites en lignes guident les communes sur le cadre à respecter pour élaborer leur DICRIM. Or la réalité du terrain et les spécificités des communes rendent ce cadre général insuffisant pour répondre à lui seul à la nécessité d'informer efficacement la population. L'étude de Douvinet⁷ sur la base de données BD DICRIM, démontrait déjà une distorsion entre le cadre réglementaire et la réalité dans plusieurs départements français. En effet, les communes ne respectent pas toujours le cadre réglementaire en ce qui concerne la prévention, « cela dépend du contexte local, du type de risques, de l'implication des acteurs ». Parfois, les élus et experts scientifiques déplorent aussi, malgré les efforts fournis pour communiquer sur les risques, que les populations ne semblent pas très impliquées dans leur propre prévention, ou se désintéressent de la thématique, alors qu'elles sont les plus souvent exposées aux risques majeurs. Comment expliquer ce constat ? Effet NIMBY (*Not In My BackYard*, pas chez moi), ou préoccupation pour d'autres thématiques qui touchent leur vie quotidienne de manière plus directe donc plus ressentie ?

⁷ Etude de Johnny Douvinet et Rémi Pallarés, Présentation de l'*Etat d'avancement des DICRIM dans plusieurs départements français, mars 2012 : du règlement à la réalité observée sur le terrain*
Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse - UMR ESPACE 7300 CNRS, Equipe d'Avignon

En fait, trois principaux facteurs (qui vont constituer nos hypothèses de travail, et qui peuvent s'additionner) peuvent expliquer le le défaut de perception des populations face aux risques majeurs auxquels elles sont exposées et leur manque d'implication :

1. **Facteurs aléa-centrés** : l'éloignement de la source de danger, l'expérience limitée ou inexistante d'événements passés peuvent expliquer le défaut de perception du danger et de connaissance des consignes de sécurité.
2. **Facteurs socio-économiques liés aux contraintes quotidiennes (vulnérabilité)** : la perception peut être fonction de critères démographiques, sociaux et économiques (niveau d'étude, origine, CSP, etc.). De surcroît, la thématique des risques majeurs apparaît comme secondaire dans les préoccupations majeures des habitants, bien qu'ils soient exposés à ces menaces. Ils sont touchés par d'autres menaces du quotidien (difficultés économiques, problèmes sociaux), ressenties comme prioritaires. Il y a une mise en balance des différents types de risques (extrêmes et quotidiens) et un jeu de contraintes socio-économiques fortes qui expliquent l'installation ou le maintien des habitants dans la zone exposée. Ce même processus est à l'origine de stratégies compensatoires discursives (discours traduisant une minimisation des risques rassurante) et d'un désintérêt pour les opérations de sensibilisation aux risques (Texier, 2009 ; Wisner *et al.*, 2004).
3. **Facteurs institutionnels liés à un défaut de communication sur les risques**. Plusieurs hypothèses peuvent être avancées :
 - ➔ La commune ne remplit pas son devoir d'information (pas de DICRIM, aucune opération d'information)
 - ➔ La commune s'investit, le DICRIM existe, mais les moyens mis en œuvre et les outils peuvent être inadaptés :
 - Inadaptation du DICRIM (sur le fond) au contexte du territoire,
 - Le DICRIM existe, mais la forme du DICRIM apparaît inadaptée à toucher la population (typographie, couleur, photos, cartes, pictogrammes)
 - Le vecteur de diffusion du DICRIM (distribution plaquette, site internet, mise à disposition en mairie) est inadapté aux caractéristiques de la population
 - Le DICRIM a été envoyé une fois : Ponctualité dans le temps de ce système d'information inadaptée (nécessité d'informer plus régulièrement)
 - Le DICRIM est un mode d'information trop passif, qui n'implique pas assez les populations dans un processus d'information proactive ;
 - Le DICRIM est insuffisant : d'autres moyens de communication pourraient être mis en œuvre (prévention pro-active via des structures de démocratie participative, nouvelles technologies, croisement de différents types de vecteurs selon les catégories de population et leurs besoins spécifiques, ouverture de la thématique des risques à d'autres entrées, non basée sur l'extrême et le majeur, mais sur le quotidien, dans le cas où l'hypothèse 2 du poids des contraintes quotidiennes serait validée).

Pour répondre aux objectifs d'optimisation de la communication sur les risques majeurs, il s'agit, sur nos deux communes expérimentales (présentant des contextes proches de risques, mais dont une seule est fortement impliquée dans la communication sur les risques), de tester ces hypothèses à l'aide d'enquêtes par questionnaires auprès de la population, après une recherche d'informations sur les communes.

Le questionnaire doit permettre ainsi :

OBJECTIF A : de comparer la perception des risques et la connaissance des règles de sécurité entre les 2 communes,

OBJECTIF B : D'évaluer les causes d'un défaut de perception des risques (tester les 3 groupes d'hypothèses ci-dessus : évaluer l'importance ressentie des risques majeurs par rapport aux menaces et contraintes socio-économiques du quotidien, évaluer (d'après l'opinion du public) l'efficacité du DICRIM et des moyens de communication existants

OBJECTIF C : D'identifier les améliorations possibles du dispositif existant et les potentiels vecteurs de communication adaptés (thématique d'entrée et forme).

Une fois les hypothèses validées ou invalidées (à l'issue du traitement des données), il s'agira de faire des recommandations générales et spécifiques aux communes étudiées, en vue de contribuer à mieux préparer la campagne de prévention des risques au sein de la Région Rhône-Alpes en 2013. Le territoire régional a en effet « l'ambition de devenir un pôle d'excellence en matière de gestion des risques »⁸.

Il s'agit dans la partie suivante de présenter et de justifier le protocole d'enquête.

2.2 Organigramme méthodologique

La méthode utilisée pour répondre à la commande s'est articulée en quatre phases distinctes. L'équipe de 14 étudiants s'est répartie au sein des différents groupes de travail tout au long des 4 phases, pendant le stage de 4 jours (phases 1 à 3) et le mois qui a suivi (phase 4).

⁸ Guy Planchette, lors du discours de clôture du Forum de la sécurité industrielle, avril 2011

1. COMPRENDRE :

Après une présentation des enjeux de la commande (rappel du travail effectué à Névache, spécificités des territoires analysés, contexte des actions de sensibilisation effectuées par l'IRMA et précédentes enquêtes réalisées dans l'agglomération de Grenoble) par Pauline TEIXEIRA et Amandine CREVOLIN, Christelle CHAMPION fondatrice du bureau d'étude COHESENS est venue apporter une réflexion autour du savoir-faire de communication sur les risques (Annexe 2) et a pu échanger ses nombreuses expériences avec les étudiants.

**ENJEUX, COMMANDE
EXPERIENCES**

**PRINCIPES DE
COMMUNICATION**

**3 communes
EXPERIMENTALES**

2. PREPARER :

Divisés en plusieurs groupes, les étudiants ont préparé les supports d'enquête : contact des acteurs locaux à Feyzin et Givors, recherche de données secondaires et élaboration de « cartes d'identité comparatives » des 2 communes expérimentales, analyse de plusieurs DICRIM de petites communes situées en périphérie de Lyon (Saint-Fons, Pierre-Bénite, Feyzin, Oullins, Salaise-sur-Sanne), reprise des enquêtes réalisées à La Terrasse et Pont-de-Claix, ont permis la préparation du questionnaire, les plans d'échantillonnage et d'enquête.

Etudes Pont de
Claix, La terrasse

Analyse de DICRIM
(critères)

Données Givors et
Feyzin

Questionnaire

Plan
échantillonnage
et Plan
d'enquête

Entretiens téléphoniques acteurs
locaux

3. ENQUETER :

Réalisation des enquêtes par questionnaire dans les deux communes Feyzin et Givors. Le double objectif était de faire un état des lieux de la connaissance et de la perception des risques majeurs au niveau des habitants de ces deux communes et de leur sensibilité aux différentes formes de communication existantes et potentielles. 140 questionnaires ont été administrés par commune, 280 en tout (soit 20 questionnaires effectués par personne).

**Enquêtes
GIVORS**

**Enquêtes
FEYZIN**

4. ANALYSER :

Enfin, les données récoltées ont été analysées et interprétées à l'aide du logiciel d'enquête SPHINX, et les résultats synthétisés dans la présente note technique.

**Traitement des données
(SPHINX)**

Rédaction NOTE TECHNIQUE

Figure 10: Organigramme méthodologique.

2.3 Recherche de données sur les communes expérimentales

Entretiens (téléphoniques et mails) avec les acteurs professionnels et institutionnels

Afin d'obtenir des informations sur les différents territoires et leur gestion des risques, des entretiens téléphoniques semi-directifs ont été réalisés (voir Annexe 4) avec quelques parties prenantes de la gestion des risques telles que :

- des élus (préciser qui)
- un assureur (préciser),
- la présidente de la Conférence Riveraine à Feyzin. (nom)

Récolte d'informations sur les 2 communes expérimentales :

Il s'est agi de récolter des informations sur les deux communes selon 4 critères :

- a. *Données générales* : cartes (occupation du sol) et données sur la commune
- b. *Dispositifs prévention des risques/aléas* : cartes d'aléas, documents en ligne (DICRIM), ressources, historique des événements passés, menaces potentielles
- c. *Données démographiques et socio-économique* : données INSEE sur la population
- d. *Contexte sociopolitique* : organigramme des acteurs, structures de démocratie locale

2.4 Préparation de la campagne de questionnaire

Tout d'abord, il s'est agi d'analyser plusieurs DICRIM de 5 communes du Rhône, pour définir des critères d'évaluation sur le fond et sur la forme, qui intégreront le questionnaire ensuite.

2.4.1. Analyse des DICRIM

De manière réglementaire (voir Annexe 3), le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs doit contenir :

- Une présentation du recensement des risques auxquels la population est exposée, et une explication de ceux-ci.
- L'explication des mesures de prévention, de protection et de sauvegardes prévues par les autorités locales.
- L'indication ou le rappel des consignes de sécurité à appliquer en cas de survenue d'un événement.

La loi définit seulement les grands principes que doivent respecter les DICRIM créés par les communes et leurs services. La réglementation n'impose pas vraiment de critères précis sur la forme que doit prendre ce document, si ce n'est qu'il doit être à la disposition de tous les citoyens. Dans la pratique, les communes créent pour la plupart des documents assez similaires. Pour notre étude, nous avons analysé les DICRIM des cinq communes du Rhône suivantes :

Pierre Bénite, Salaise-sur-Sanne, Saint Fons, Feyzin et Oullins. Ils sont tous disponibles sur les plateformes internet des mairies concernées.

L'analyse nous a permis de mettre en évidence des caractéristiques fondamentales pour l'élaboration de documents pertinents et efficaces, sur le contenu, puis sur la forme (Figure 11).

FOND (CONTENU)	FORME du DOCUMENT
<ul style="list-style-type: none"> - Instructif (consignes de sécurité, cartes précises et lisibles) - Sensibilisation au risque (mémo risque ou rappel historique des événements qui ont déjà eu lieu dans la commune, photographies intéressantes et réalistes) - Accessibilité du contenu (vulgarisation des informations sur les risques majeurs, utilisation de pictogrammes ; c'est-à-dire d'un langage universel) - Adaptation de l'information au territoire (à ses spécificités morphologiques, historiques, etc.) - Opérationnel, utile (description de ce qu'est un kit de survie, les numéros d'urgence avec notamment le 114 pour les malentendants, la fréquence des radios à écouter pour être informer en temps réel lors d'une crise...) - Description du Système d'alerte et de ses modalités de fonctionnement - Contenu synthétique, textes concis (utilisation de croquis ou de dessins) - Cohérence des informations (enchaînement logique des informations) 	<ul style="list-style-type: none"> - Diversité visuelle cohérente (respect d'une charte graphique et alternance entre les encadrés, les images et les textes) - Qualité esthétique (attractivité du document dans sa globalité) - Couverture (une photo de la commune qui met si possible le potentiel risque en premier plan : usines, barrage, etc.) - Sommaire fonctionnel - Cohérence des couleurs (un risque est égal à une couleur et un pictogramme exposés en haut de page sous la forme d'un bandeau) - Mise en valeur des pictogrammes (encart à part, pictogrammes des choses à faire en vert, à ne pas faire en rouge, pictogrammes risques couleur uniforme) - Utilisation pertinente des photographies (taille suffisante pour être lisible mais pas d'utilisation pour combler les « blancs ») - Utilisation pertinente des éventuelles cartes (si carte, elle doit être lisible et compréhensibles par tous ; elles ne doivent pas être trop « scientifiques » mais au contraire permettre la vulgarisation d'informations) - Format du document papier (facilité de prise en main, qualité du papier, etc.) - Format du document internet (facilement repérable sur internet, facilement téléchargeable, interactivité, adaptation aux différents publics : enfants, adolescents, actifs, personnes âgées, population non francophone).

Figure 11: Les critères d'évaluation des DICRIM étudiés

L'analyse précise des 5 DICRIM (Annexe 5) a permis d'évaluer leur qualité (figure 12) et de préparer les éléments à prendre en compte dans le questionnaire. Les caractéristiques exprimées ont été choisies en fonction de leur capacité à résumer les enjeux précédemment traités. Il a vocation à servir de grille de lecture ou de fil conducteur dans la création de DICRIM puisqu'il facilite la comparaison avec ces cinq documents officiels.

	Pierre Bénite	Feyzin	Saint Fons	Oullins	Salaise sur Sanne
Le contenu					
Synthétique	+	+	++	+	-
Educatif	++	++	+	+	-
Efficace	+	++	+	-	--
Adapté au territoire	++	+	++	++	-
Utilité de l'information	+	++	+	+	-
Accessible (vulgarise les informations)	+	+	+	-	-
La forme					
Qualité esthétique et attractivité du document	+	+	-	+	-
Diversité visuelle	+	+	+	-	+
Cohérence des couleurs et des images	-	-	-	+	-
Fonctionnalité	+	-	-	+	-
Qualité des pictogrammes	+	++	++	+	++

Figure 12: Tableau d'évaluation des DICIM étudiés

Il s'agira de tester dans les questionnaires, l'importance de ces critères pour les répondants.

2.4.2. Préparation du questionnaire

→ *Tableau préparatoire : des objectifs aux questions*

La préparation du questionnaire s'est appuyée sur le tableau suivant (Figure 13), outil qui garantit de pouvoir répondre au final de l'enquête aux 3 objectifs de départ (A, B et C), qui sont donc traduits en questions spécifiques, puis en hypothèses, chacune étant ensuite traduite en indicateurs correspondant chacun à une question.

Les enquêtes sources (Pont de Claix, Allevard et La Terrasse⁹, qui avaient aussi pour objectif de faire un état des lieux des connaissances des habitants sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis, avant et après campagne de prévention 2008) ont été prises en compte, ainsi que les critères retenus lors de l'analyse DICRIM qui précède.

⁹ Enquête sur la commune de la Terrasse de décembre 2006 – post DICRIM : <http://www.irma-grenoble.com/PDF/actualite/articles/questionnaire.pdf>

Enquête sur la commune d'Allevard en 2008 : http://www.irma-grenoble.com/01actualite/01articles_afficher.php?id_actualite=290

http://www.irma-grenoble.com/PDF/actualite/articles/rapport1_juin2008_annexes.pdf

Benoît Frebault, Rapport de stage - Enquête de Pont de Claix de mars 2009 – avant le DICRIM, http://www.irma-grenoble.com/PDF/actualite/articles/Enquete_1.pdf

Cyprien Alexandre, Rapport de stage - Enquête de Pont de Claix en mars 2010 – post DICRIM, http://www.irma-grenoble.com/PDF/actualite/articles/Enquete_2.pdf

Objectifs	Questionnement	Hypothèses	Indicateurs	Questions à poser ⁶	
OBJECTIF A Evaluer les connaissances et la perception du risque à Feyzin et à Givors.	1. Est-ce que les habitants connaissent les risques présents sur la commune ? auxquels ils sont directement exposés ?	H1 - La majeure partie des habitants connaissent les risques présents sur la commune / auxquels ils sont exposés. Davantage à Feyzin qu'à Givors.	- Connaissance des menaces. - Lieu d'habitat et de travail - Conscience d'exposition directe	→ Selon vous, la commune est-elle soumise à des risques liés à des phénomènes naturels ? Lesquels ? technologiques ? Lesquels ? → Où habitez-vous ? (localisation carte : évaluer exposition habitat) → Où travaillez-vous ? (localisation carte : évaluer exposition travail) → Pensez-vous habiter dans une zone à risque ? Si oui, lesquels ?	
	2. Se sentent-ils menacés par les aléas présents ?	H2- Ils se sentent fortement menacés à Feyzin, mais pas à Givors.	- Ressenti par rapport aux menaces (peur, indifférence)	→ Les risques naturels / technologiques vous préoccupent-ils ?	
	3. Est-ce qu'ils ont une connaissance du protocole et des consignes de sécurité (moyens de protection) ?	H3 - Ils connaissent les mesures de sécurité mieux à Feyzin qu'à Givors	- Connaissance des mesures de sécurité en cas de menace d'inondations et technologique	→ Selon vous, quelles sont les consignes de sécurité à respecter en cas d'inondations ? en cas d'accident industriel ? → Selon vous, existe-il des systèmes d'alerte dans votre commune ? → Une fois alerté, quel est selon vous le meilleur moyen pour en savoir plus sur cet événement ?	
OBJECTIF B : Evaluer les facteurs explicatifs de la perception / exposition	B1 : Facteurs explicatifs liés à l'aléa	4. Quels sont les facteurs explicatifs de la perception du risque liés à l'aléa (proximité de la source du danger/ de la zone menacée, expérience) ?	H4a - Plus d'un habitant habite à proximité de la source de danger, mieux il appréhende le risque. H4b - L'expérience d'un événement passé améliore la perception des risques	- Localisation de l'habitat et du lieu de travail par rapport aux zones exposées - Temps d'habitation - Expérience d'événements passés	→ Où habitez-vous ? (localisation carte : évaluer exposition habitat) → Où travaillez-vous ? (localisation carte : évaluer exposition travail) → Pensez-vous habiter dans une zone à risque ? Si oui, lesquels ? → Depuis combien de temps habitez-vous dans la commune ? → Avez-vous été témoin, ou avez-vous subi personnellement un événement extrême lié à un phénomène naturel ou technologique ? → Pensez-vous habiter dans une zone à risque ? Si oui, lesquels ?
		B2 : causes profondes de vulnérabilité. : poids des contraintes quotidiennes	5. Quels sont les facteurs explicatifs de la perception liés aux conditions économiques et sociales ?	H5 - La connaissance des risques dépend du niveau social	- CSP - Niveau d'étude - Maîtrise du français - Logement - Situation familiale
	6. si H1 vérifiée : pourquoi les gens sont-ils venus s'installer là et s'exposer aux risques ? → En quoi les contraintes quotidiennes socio-		H6a - Les gens sont venus s'installer en zone exposée en toute connaissance de cause pour des raisons/contraintes socio-éco	- Raison de leur installation - Avantages / inconvénients lieu - Principaux problèmes auxquels ils sont confrontés	→ Qu'est-ce qui vous a amené à habiter ici ? → Quels sont selon vous les avantages d'habiter ici ? → Quels sont les inconvénients d'habiter ici ? → Pouvez-vous hiérarchiser les problèmes/contraintes/menaces auxquels(le) vous êtes confronté, du plus important au moins important ? (coupler avec question socio-éco)

	économiques peuvent influencer les comportements?	H6b - Ils sont venus sans connaître les menaces (défaut de perception) : cf. H1 réfutée.	- Connaissance des menaces	→Pensez-vous habiter dans une zone à risque ? Si oui, lesquels ?
B3 : Facteurs liés à un défaut d'information et de communication	7. Est-ce que les habitants se considèrent bien informés des risques auxquels ils sont exposés? →Est-ce que les habitants connaissent les supports d'information sur les risques utilisés? Sont-ils satisfaisants selon eux ?	H7a - Les habitants de Givors se considèrent mal informés / ceux de Feyzin bien informés H7b - Les habitants ont une connaissance et satisfaction relative des supports (meilleure à Feyzin).	- Ressenti sur quantité d'information reçue - Moyens d'information existants connus - Acteur responsable information selon eux - Dernière info reçue - Moyen utilisé pour dernière info reçue	→Pensez-vous être suffisamment informé sur les risques ? →Généralement, par quel (s) moyens en entendez-vous parler ? →Qui selon vous devrait informer la population sur les risques ? →Quand avez-vous reçu pour la dernière fois une information sur les risques ? →Comment avez-vous été informé ?
	8. Est-ce que les gens savent ce qu'est le DICRIM ? L'ont-ils reçu ?	H8 - Les gens connaissent le DICRIM à Feyzin mais pas à Givors où ils ne l'ont pas reçu	- Connaissance DICRIM - Expérience DICRIM - Moyen réception	→Savez-vous ce qu'est le DICRIM ? → Avez-vous déjà : reçu/lu/conservé/ le DICRIM ou jamais ? →Si déjà eu le DICRIM, Comment vous êtes-vous procuré le DICRIM ?
	9. Que pensent-ils du DICRIM (efficace) pour Feyzin ?	H9 - Ils pensent que c'est un bon moyen d'information	- Opinion DICRIM	→Si déjà eu DICRIM : Que pensez-vous du DICRIM de votre commune ? →Si jamais reçu DICRIM : présenter les 2 DICRIM exemples, et demander : "Est-ce que vous pensez que c'est un bon moyen d'information ?
	10.Qu'ont-ils retenu du DICRIM (Feyzin)?	H10 - Ils ont retenu les différents risques présents et les consignes de sécurité (à Feyzin)	- Mémoire DICRIM	→Si déjà eu DICRIM : Qu'avez-vous retenu de la lecture du DICRIM ?
	11.Est-ce que les habitants sont impliqués dans la prévention des risques via les structures de démocratie participative existantes ?	H11 - Les habitants commencent à s'impliquer localement dans la prévention des risques via les structures de démocratie participative à Feyzin, mais pas à Givors. Globalement ils ne les connaissent pas assez	- Connaissance structures de participation existantes	→De quelles structures de participation citoyenne portant sur les risques avez-vous connaissance sur votre commune ?

OBJECTIF C : IPERSPECTIVES DE COMMUNICATION SUR LES RISQUES identification des supports de communication potentiels (opinion, intention d'implication) et amélioration des moyens existants	12. Quelle est leur opinion sur la forme idéale du DICRIM ?	H12a - Le DICRIM idéal doit être assez court, lisible, code couleur logique, avec des cartes plus lisibles	- Longueur optimale - Typographie optimale (taille/couleur) - Cartes	→Que pensez-vous de la longueur du DICRIM ? Pensez-vous qu'il soit préférable d'avoir un DICRIM très détaillé, long, exhaustif, ou plutôt un document synthétique, court, droit au but (consignes essentielles) ? →La typographie (couleur, taille caractères) de votre DICRIM ou des DICRIM présentés, vous paraît-elle : pratique/trop couleurs/pas assez couleurs/couleur mal adaptées/écriture trop petite/trop grande/ →Il y a des cartes dans le DICRIM présenté : pensez-vous que des cartes pour montrer les zones exposées soient utiles au DICRIM ? →Est-ce que les cartes du DICRIM présenté (montrer les cartes DICRIM Feyzin) vous paraissent lisibles, et vous aident à la compréhension du document ?
		H12b - Le support doit être mixte pour s'adapter à tous	- Type de support préféré	→Quel type de support préféreriez-vous pour le DICRIM de votre commune : papier ou numérique ?
	13. Quels sont les moyens d'informations potentiels qui leur paraissent adaptés ?	H13a – Les moyens potentiels souhaités sont variés et nécessitent une stratégie adaptée (croiser sources)	- Moyens d'information souhaités	→Parmi les moyens suivants, ar lesquels souhaiteriez-vous être informé sur les risques majeurs qui vous concernent ?
		H13b – Les nouvelles technologies (réseaux sociaux, internet) sont plébiscitées par les jeunes	- Pertinence des réseaux sociaux selon eux	→Trouvez-vous pertinent d'utiliser internet et les réseaux sociaux pour la diffusion de l'information sur les risques ?
	14. De quelle façon s'impliquent-ils dans la prévention des risques ? Seraient-ils prêts à s'impliquer davantage via les structures de démocratie participative ou RCSC ?	H14a - Ils ne sont pas forcément prêts à s'impliquer davantage dans les structures spécifiques « risques » (RCSC)	- Volonté de participer davantage si occasion d'une RCSC	→Si les autorités locales lançaient un appel à candidature pour créer une réserve communale de sécurité civile, seriez-vous prêt à vous porter candidat ?
		H14b – D'autres structures locales peuvent être considérées comme de bons vecteurs de participation à la gestion des risques	- Connaissance structures de participation existantes	→De quelles structures de participation citoyenne portant sur les risques avez-vous connaissance sur votre commune ?

Figure 13: Tableau de réflexion sur l'élaboration du questionnaire, des objectifs aux questions à poser.

→ *Structure du questionnaire et type de questions hybrides*

A partir du tableau (Figure 13), les questions préparées ont été reprises et ré-agencées (logiciel utilisé : SPHINX) pour répondre à une logique discursive d'entretien, pour donner le questionnaire final (Annexe 6), qui comprend en tout 68 questions (51 questions réelles, 2 questions enquêteurs et 15 questions ouvertes couplées « autres »). Il se structure en 5 parties thématiques :

1. Questions introductives (Questions 3 à 19) : installation, raison, opinion environnement, problèmes hiérarchisés (sans connotation « risque »)
2. Connaissance des risques et des consignes (Questions 20 à 34)
3. Vecteurs d'information préventive existants et potentiels, satisfaction (Questions 35 à 51)
4. Evaluation / opinion DICRIM (Questions 52 à 67)
5. Données socio-économiques personnelles (Questions 61 à 68)

La progression du questionnaire, au-delà d'une logique discursive facilitant l'entretien, a été réfléchi de manière stratégique. Les questions contextuelles socio-économiques (qui constituent des variables explicatives essentielles au traitement des données), ont été volontairement placées à la fin du questionnaire d'une part pour ne pas effrayer d'entrée de jeu les répondants par des questions trop personnelles, et d'autre part pour obtenir des confidences personnelles plus poussées après une progressive mise en confiance (Beaud, 2006¹⁰ ; Texier, 2009).

Les premières questions portent sur l'environnement des habitants, leur installation, les raisons qui les ont poussés à s'installer là, afin d'évaluer le jeu de contraintes socio-économiques sans parler de risque pour ne pas les influencer dans leurs réponses. Il s'agit d'évaluer quelle place tiennent les risques majeurs (hiérarchisation) dans leur perception de leur espace de vie quotidienne.

Ensuite, les questions de perception permettent de caractériser leur connaissance des risques présents dans la commune, ainsi que des consignes de sécurité en cas d'accidents d'ordre naturel et industriels, mais aussi leur ressenti via leurs préoccupations face aux risques majeurs (puisque ce sont des facteurs sous-jacents de vulnérabilité).

Les deux dernières parties concernent, quant à elles, les vecteurs d'information préventive existants et potentiels. De plus, la satisfaction des habitants sur ces derniers est évaluée, ainsi que l'opinion et la perception des concernés sur le DICRIM.

Par ailleurs, si la plupart des questions sont des questions fermées à choix multiples, toutes les questions visant à évaluer une perception sont des questions de type hybride. Il s'agit en apparence de questions ouvertes, mais pour lesquelles les enquêteurs ont déjà prévu des modalités de réponses, sans que celle-ci soient proposées au moment de poser la question. Le choix de poser des questions hybrides se justifie car elles permettent un traitement quantitatif des réponses (facilité de traitement), tout en n'influençant pas les réponses en proposant des modalités prédéfinies. Ainsi, la consigne pour ces questions est la suivante : « Ne pas proposer les modalités ». Si la réponse correspond, la case est cochée, sinon, l'enquêteur rajoute une modalité supplémentaire.

« L'élaboration d'une forme hybride qui respecte la liberté des réponses et l'ouverture des discours a permis d'éloigner ce biais de la simplification, même si les thématiques abordées sont restées du pouvoir de l'enquêteur. Ce dernier, averti des possibles raccourcis et artificialités créées par les

¹⁰ Beaud S. (2006). Le Guide de l'enquête de terrain, ed Ellipse, Paris, 150p.

questions, ainsi que des erreurs dans les réponses, en tiendra compte dans son analyse, qui de surcroît s'appuiera, dans la recherche de causes profondes au phénomène de vulnérabilité, sur d'autres outils que le questionnaire » (Texier, 2009).¹¹

2.4.3. Plan d'échantillonnage

3 critères ont présidé la mise en place du plan d'échantillonnage :

- REPRESENTATIVITE : Obtenir un échantillon représentatif de la population mère selon la méthode des quotas
- SIGNIFICATIVITE : Permettre un traitement des données par strates (avec un minimum statistique de 30 individus par strates identifiées comme pertinentes)
- FAISABILITE : Réussir à 14 enquêteurs et seulement 2 à 4 déplacements sur le terrain prévus, à boucler l'enquête (contrainte de temps et de financement). A raison de 5 questionnaires par jour, 20 questionnaires par enquêteur, cela aboutit à un total de 280 questionnaires maximum.

Les strates de traitement identifiées comme pertinentes pour l'étude sont :

- L'appartenance aux 2 communes Givors et Feyzin (60 questionnaires minimum, 30 par commune) : pas de problème pour ce critère. **140 questionnaires par commune**
- l'exposition aux risques par rapport au lieu d'habitat et de travail (4 catégories : habitat exposé/lieu de travail exposé/les 2/aucun, soit 120 questionnaires minimum en tout, 30 par catégorie) : ce critère-là est difficile à anticiper, puisqu'il ne s'agit pas d'une enquête porte à porte, mais d'une enquête sur lieux publics les plus fréquentés (voir plan d'enquête ci-après). Les cartes d'aléas ont été étudiées (1^{ère} partie) et il a été choisi finalement de ne pas sélectionner les répondants sur le critère de l'exposition, qui sera analysé *a posteriori* (grâce aux réponses des questions 5 et 8). Il faudra à terme avoir obtenu **70 questionnaires par catégorie d'exposition**
- la réception du DICRIM, pour tester l'efficacité du DICRIM sur la perception des risques. 2 Strates, donc 2 fois 30 questionnaires minimum : pas de soucis au niveau du nombre, mais élément difficile à prendre en compte à la sélection des répondants. De la même manière, ce critère sera testé au traitement *a posteriori* (obtenu grâce aux réponses de la question 50 retraitée en 2 catégories de réponses). **140 questionnaires par catégorie DICRIM**

Préparer un échantillon représentatif de la population mère par la méthode des quotas nécessite d'avoir obtenu au préalable des informations sur la population-mère, qui se trouve être « la population des communes de Givors et de Feyzin de 15 ans et plus ». Les trois critères retenus pour les quotas sont :

- 1) **Sexe** : homme/femme
- 2) **Âge** : nous avons défini 4 catégories d'âges de plus de 15 ans
 - a) **15-29 ans**
 - b) **30-44 ans**
 - c) **45-59 ans**
 - d) **> 60 ans**
- 3) **Catégorie socio-professionnelle (CSP)** : nous avons élaboré 6 catégories de professions à partir des catégories INSEE pour les deux communes. Autrement dit, nous avons regroupé certaines catégories officielles comme suit :

¹¹ P. TEXIER, Thèse sur *la vulnérabilité et réduction des risques liés à l'eau dans les quartiers informels de Jakarta*, Novembre 2009, partie III Méthodologie, p. 118 - 122

- a) **Retraités**
- b) **Chômeurs**
- c) **Ouvriers**
- d) **Employés / professions intermédiaires**
- e) **Professions libérales (artisans, commerçants, chefs d'entreprise, agriculteurs)**
- f) **Cadres & professions intellectuelles supérieures**

Voici la composition de la population-mère pour Givors et Feyzin (Effectifs et pourcentage) :

	FEYZIN	GIVORS
SEXE : - Femmes (≥ 15 ans)	3657 (51,2%)	8038 (53,3%)
- Hommes (≥ 15 ans)	3479 (48,8%)	7053 (46,7%)
AGE : - 15 – 29 ans	1664 (23,3%)	3759 (24,9%)
- 30 – 44 ans	2025 (28,4%)	3618 (24,0%)
- 45 – 59 ans	1714 (24,0%)	3475 (23,0%)
- > 60 ans	1733 (24,3%)	4239 (28,1%)
CSP : - Retraités	1540 (21,6%)	3920 (26,0%)
- Chômeurs	1316 (18,4%)	3452 (22,9%)
- Ouvriers	1232 (17,3%)	2973 (19,7%)
- Employés / intermédiaires	2532 (35,5%)	3996 (26,5%)
- Professions libérales / agri.	180 (2,5%)	375 (2,5%)
- Cadres et prof. Intell. Sup.	336 (4,7%)	375 (2,5%)
TOTAL	7136 (100,0%)	15091 (100,0%)

Figure 14: Structure INSEE de la population mère

Voici par conséquent, avec un total de 280 questionnaires (correspondant à 1,96% de la population-mère de Feyzin, et 0,93% de la population-mère de Givors), la structure de l'échantillon théorique (effectifs) :

	FEYZIN	GIVORS
SEXE : - Femmes (≥ 15 ans)	72	75
- Hommes (≥ 15 ans)	68	65
AGE : - 15 – 29 ans	33	35
- 30 – 44 ans	40	34
- 45 – 59 ans	34	32
- > 60 ans	34	39
CSP : - Retraités	30	36
- Chômeurs	26	32
- Ouvriers	24	28
- Employés / intermédiaires	50	37
- Professions libérales / agri.	4	3
- Cadres et prof. Intell. Sup.	7	3
TOTAL	140	140

Figure 15: Structure de l'échantillon théorique

Des feuilles de quotas ont été préparées pour Givors et Feyzin (voir Annexe 7).

Voici la structure de l'échantillon réel obtenu après enquêtes (effectifs) :

	FEYZIN	GIVORS	
SEXE : - Femmes (≥ 15 ans)	80	69	
	- Hommes (≥ 15 ans)	60	69
AGE : - 15 – 29 ans	33	23	
	- 30 – 44 ans	47	41
	- 45 – 59 ans	35	41
	- > 60 ans	25	33
CSP : - Retraités	25	24	
	- Chômeurs	31	32
	- Ouvriers	12	14
	- Employés / intermédiaires	58	33
	- Professions libérales / agri.	2	21
	- Cadres et prof. Intell. Sup.	12	14
TOTAL	140	138	

Figure 16: Structure de l'échantillon réel. NB : deux questionnaires ont été perdus sur le terrain, ce qui donne un total de 278 questionnaires au lieu de 280.

La marge d'erreur est donc de (calcul du résidu Effectifs réels - Effectifs théoriques) :

	FEYZIN	GIVORS
SEXE : - Femmes (≥ 15 ans)	8	-6
	-8	4
AGE : - 15 – 29 ans	0	-12
	7	7
	1	9
	-9	-6
CSP : - Retraités	-5	-12
	5	0
	-12	-14
	8	-4
	-2	18
	5	11
TOTAL	0	-2

Figure 17: Structure de l'échantillon réel. NB : deux questionnaires ont été perdus sur le terrain, ce qui donne un total de 278 questionnaires au lieu de 280.

Des distorsions sont à remarquer entre l'échantillon théorique et l'échantillon réel, et s'expliquent par la difficulté de réaliser en peu de temps des enquêtes à 14 enquêteurs, en saison hivernale, plus difficile pour enquêter dans les lieux publics extérieurs. Notons que les catégories d'âge 15-29 ans est sous-représentée à Givors, ainsi que les retraités et les ouvriers, tandis que la CSP professions libérales et cadres est sur-représentée. A Feyzin, les résidus sont moins importants (les ouvriers sont sous-représentés). Ces résidus peuvent cependant être considérés comme minimes et globalement, la structure de la population-mère est respectée dans ses tendances.

2.4.4. Plan d'enquête

Etant donné les contraintes de temps d'enquête, il a été impossible de sélectionner des quartiers et de réaliser une enquête en porte à porte. Il était aussi impossible d'envoyer par la poste les questionnaires (taux de retour trop faible et coût d'envoi trop élevé, sans compter que le type de question hybride adapté aux questions de perception rend impossible un questionnaire en auto-administration). Une enquête par entretiens en face à face, en dispatchant les 2 équipes de 7 enquêteurs par communes, sur les lieux publics, a été choisie. Par une recherche internet d'informations, tous les pôles potentiels d'activités ont été identifiés :

Les équipements publics : La mairie, la gare, les arrêts de bus, les écoles

Les pôles commerciaux : Les marchés, le centre commercial

Les centres sociaux : Les églises, les parcs, les bibliothèques/médiathèques

Une carte de polarité a donc été construite pour chaque commune avec les endroits spécifiques localisés, et pour chacun les horaires d'ouverture (*voir figures 11 et 12 ci-dessous*).

Une fois répartis sur les lieux stratégiques, le choix des répondants s'est fait de manière aléatoire, en fonction de leur disponibilité à consacrer 15 minutes au questionnaire (ils ont duré en moyenne entre 10 et 30 minutes).

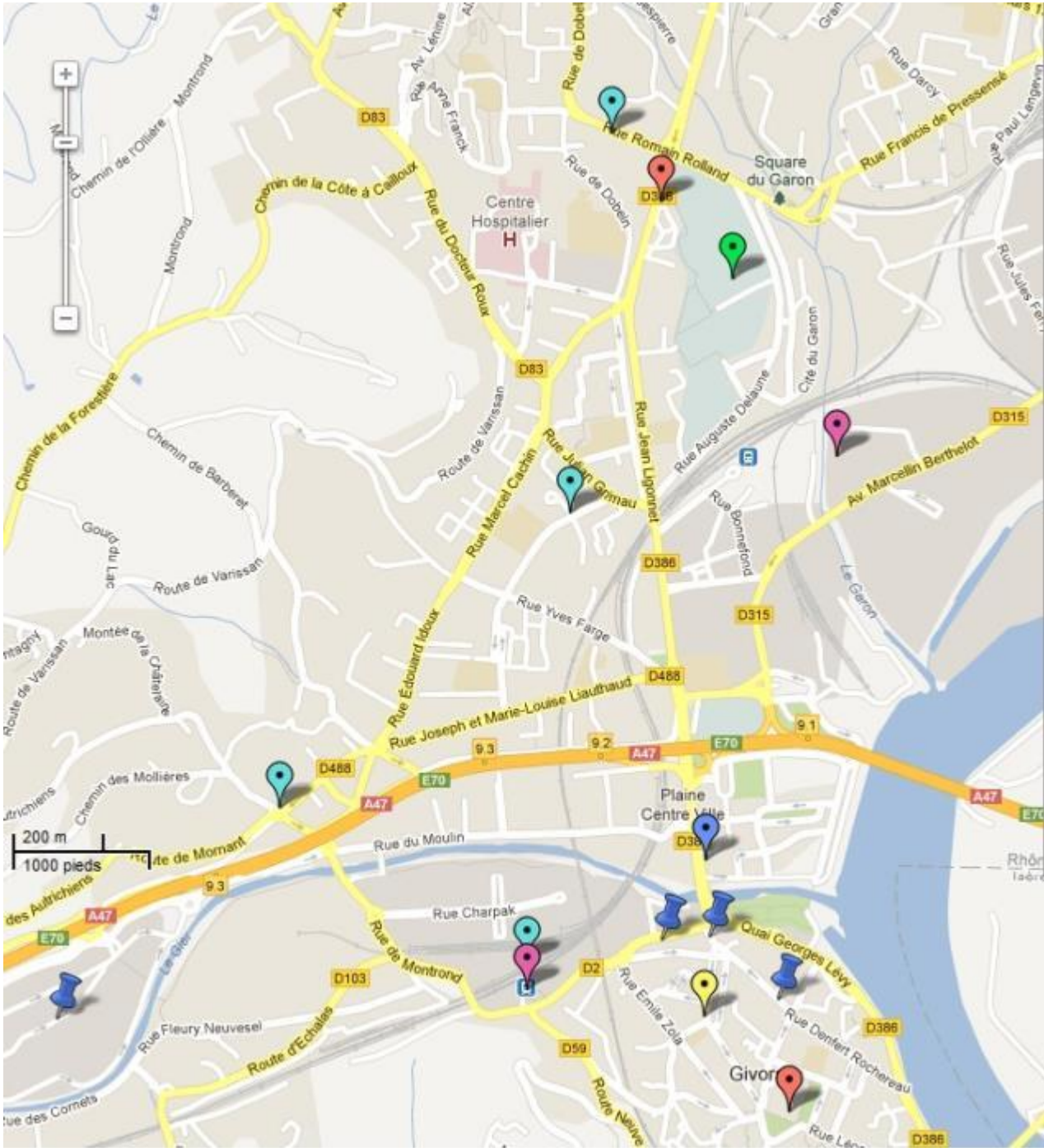
A chaque fin de journée d'enquête, un point général était fait pour mettre à jour la feuille de quotas globale et contrôler l'avancement du remplissage.

Les contraintes :

- le mauvais temps (2 jours de neige), donc difficulté à garder dehors plus de 15 minutes des personnes dans la rue dans le froid et la neige
- Interdiction d'interroger les gens dans le centre commercial de Givors, pôle incontestable de fréquentation le samedi.

Notons que ce procédé d'échantillonnage couplé au plan d'enquête, a permis une répartition géographique des répondants régulière sur les deux territoires communaux (voir cartes de localisation des répondants en Annexe 8). A Givors cependant, les répondants exposés aux risques naturels sont principalement exposés aux menaces d'inondation, plus qu'aux glissements de terrain (moins de répondants localisés sur les pentes de Givors et plus dans le fond de vallée).

Carte de Givors



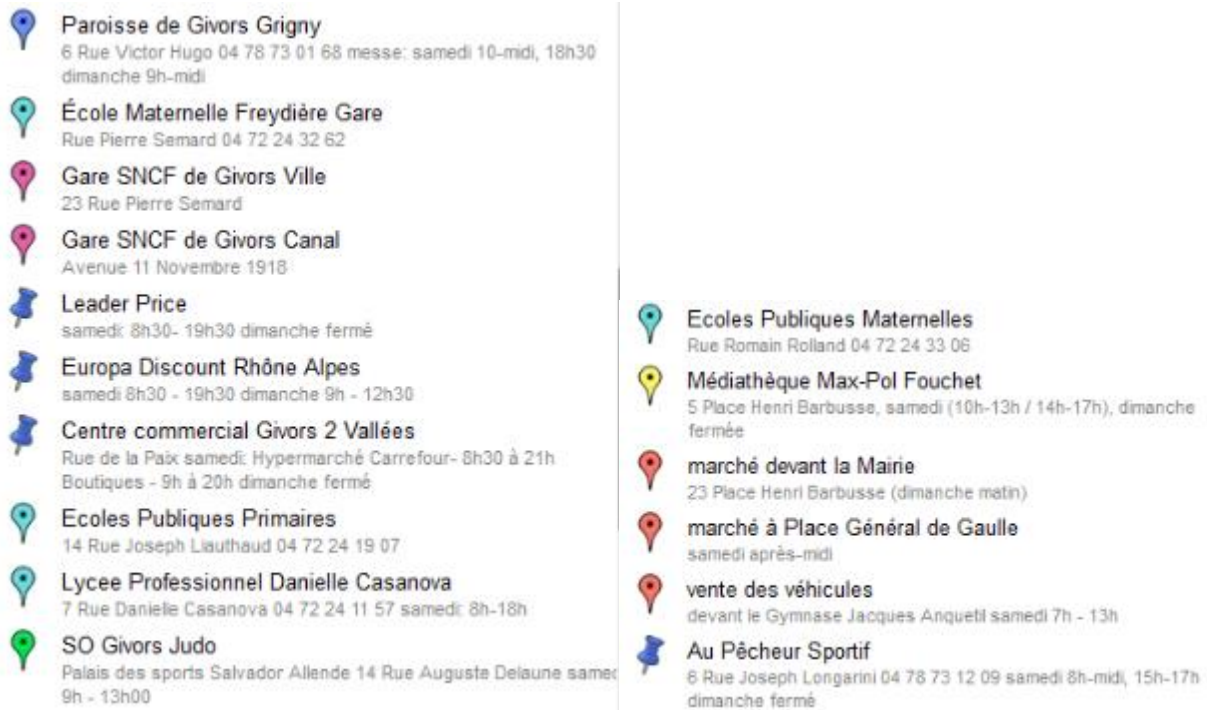


Figure 18: Carte des lieux d'enquête à Givors

Carte de Feyzin

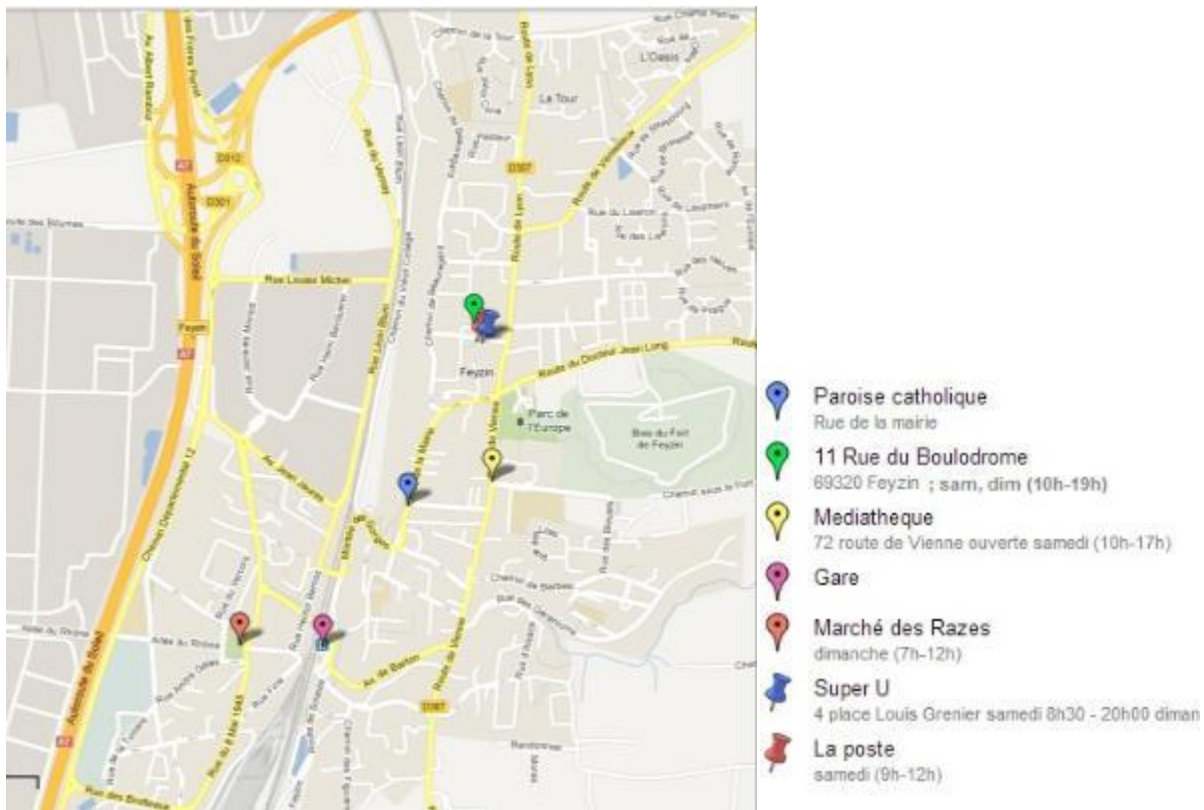


Figure 19: Carte des lieux d'enquête à Feyzin

2.4.5. Traitement des données

Tout d'abord, les 12 variables ouvertes type « autre, précisez » ont été recodées (transformée en variables fermées multiples, puis les modalités ont été regroupées judicieusement, et enfin ajoutées à la question de base, dans l'onglet *traitements et analyse/Recoder/combiner transformer* de SPHINX).

Les non réponses ont été éliminées.

Les différentes strates prévues ont été créées dans le logiciel (Echantillon total, Givors, Feyzin, habitat exposé à un risque, habitat non exposé à un risque, reçu DICRIM, pas reçu DICRIM, habitat exposé à Feyzin, habitat exposé à Givors, exposés aux inondations, exposés aux menaces technologiques).

Après une analyse rapide des résultats du questionnaire (tris à plat, voir Annexe 11), le traitement des données du questionnaire s'est fait selon le plan identifié en préparation du questionnaire (voir Figure 13) : pour valider ou invalider chaque hypothèse (et ainsi répondre aux principaux objectifs), les variables (indicateurs) ont été confrontées à travers des tableaux de tris croisés (statistique bivariée). Ces traitements ont été faits dans le logiciel SPHINX. Les données ont été exportées dans excel pour faciliter les calculs et la production de graphiques.

Les différentes strates prévues ont été analysées séparément et comparées.

Le temps disponible n'a pas permis de réaliser tous les traitements possibles, notamment, il apparaîtrait intéressant :

- De procéder à une analyse multivariées (Analyse Factorielle des Correspondances Puis Classification Ascendante Hiérarchique), afin de dresser une typologie de profil de perception de la population multifacteurs.
- De réaliser une analyse spatiale de la perception des risques. Il faudrait dans une prochaine étape, exporter les données du questionnaire SPHINX vers un tableur type Excel, puis préparer une base de données cartographiques géoréférencée dans un logiciel SIG (type ArcGis ou QGIS) en digitalisant une couche « point » (un point par questionnaire) ; enfin opérer une jointure de table entre la couche visuelle point et le tableau de données Excel pour enfin pouvoir réaliser des croisements spatiaux de données et des cartographies des résultats (mises en relation de la perception avec la spatialité des menaces sur les territoires).

3- Résultats

3.1 OBJECTIF A : Etat des lieux sur la connaissance/perception qu'ont les populations des risques auxquels elles sont exposées

Les communes de Feyzin et Givors sont toutes deux globalement concernées par d'importants risques naturels et technologiques (cf. partie 1). Tandis que la municipalité de Feyzin s'est investie depuis plusieurs années dans une prévention active des risques en multipliant les outils réglementaires et complémentaires (démocratie participative), celle de Givors n'a encore pour le moment pas investi dans le domaine. Il s'agit donc de comparer la connaissance et la perception des populations des deux communes, des risques auxquels elles sont exposées, afin d'évaluer l'efficacité des mesures prises par Feyzin. L'hypothèse de départ étant que la population de Feyzin connaît davantage les risques et les consignes de sécurité que la population de Givors.

Nous suivons le plan de traitement selon les questions et les hypothèses posées (récapitulées ci-après) pour le premier objectif :

Questionnement	Hypothèses
1. Est-ce que les habitants connaissent les risques présents sur la commune ? auxquels ils sont directement exposés ?	H1 - La majeure partie des habitants connaissent les risques présents sur la commune / auxquels ils sont exposés. Davantage à Feyzin qu'à Givors.
2. Se sentent-ils menacés par les aléas présents ?	H2- Ils se sentent fortement menacés à Feyzin, mais pas à Givors.
3. Est-ce qu'ils ont une connaissance du protocole et des consignes de sécurité (moyens de protection) ?	H3 - Ils connaissent les mesures de sécurité mieux à Feyzin qu'à Givors

3.1.1 Quelle perception des risques à Feyzin et à Givors (H1) ?

Compte tenu des risques majeurs inhérents aux territoires de Givors et Feyzin, les habitants ont-ils conscience de leur exposition directe aux menaces ?

→ Connaissance des risques présents sur la commune

Globalement, seulement la moitié environ des répondants considèrent leur commune comme exposée aux risques naturels. Les résultats (figure 20) montrent que davantage de répondants considèrent leur commune comme exposée aux menaces naturelles à Givors (54%) qu'à Feyzin (42%). Quelle que soit la commune, ils estiment que ces risques sont d'intensité moyenne à faible (seuls 17% des répondants les considèrent d'intensité élevée), comme le montre la figure 21. Ils citent plus facilement les types de menaces naturelles à Givors (43,5% citent les inondations, 21% les glissements de terrain) qu'à Feyzin (25% citent les inondations, 7,9% les glissements de terrain. Les problèmes de ruissellement et de séisme ne sont quasiment pas évoqués.

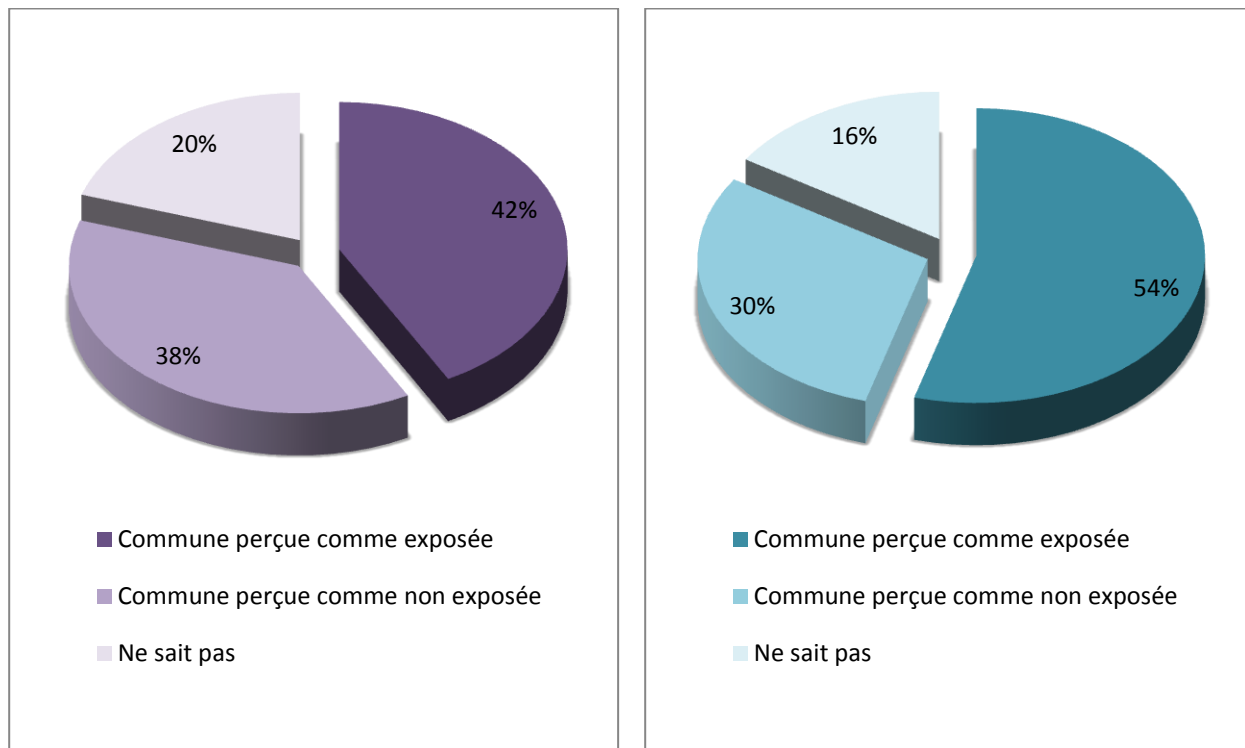


Figure 20: Conscience par les répondants de Feyzin (à gauche) et Givors (à droite) de l'exposition de leur commune à des menaces naturelles majeures (Question posée : « Selon vous, la commune est-elle soumise à des risques liés à des phénomènes naturels ? »).

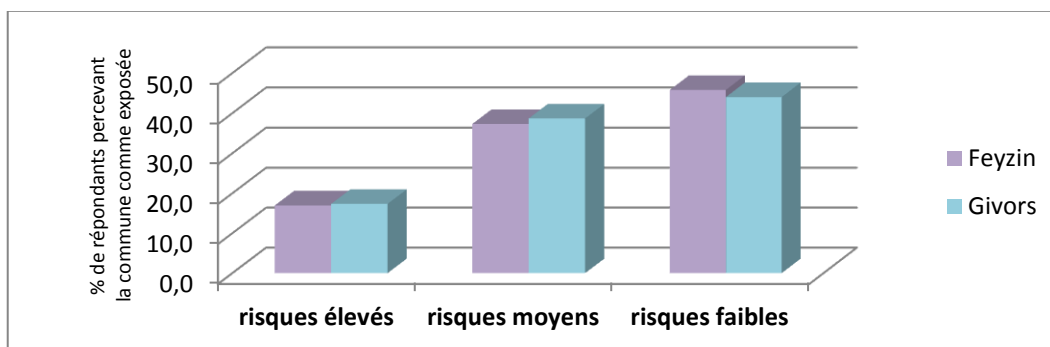


Figure 21: Perception de l'intensité des risques naturels sur les 2 communes, par les répondants qui les estiment exposées.

Concernant les risques technologiques, le constat est très différent. La perception de l'exposition aux risques technologiques de la commune est très vive à Feyzin (93% des répondants) avec près 80% d'entre eux qui les considèrent comme d'intensité élevée à moyenne. Ils connaissent bien les types de menaces, puisque ils citent principalement les risques industriels explosifs (77,1%), toxiques (52,1%) et thermiques (13,6%). 15,7% citent les TMD. Seulement 7,8% ne connaissent pas ces menaces. En revanche à Givors, moins de la moitié des répondants considèrent la commune comme exposée aux menaces technologiques, des menaces d'intensité considérée pour près de 70% d'entre eux comme moyenne à faible (figures 22 et 23). Les menaces industrielles toxiques, explosives ne sont citées que par 25% des répondants, avec un taux de non réponse de plus de 50%.

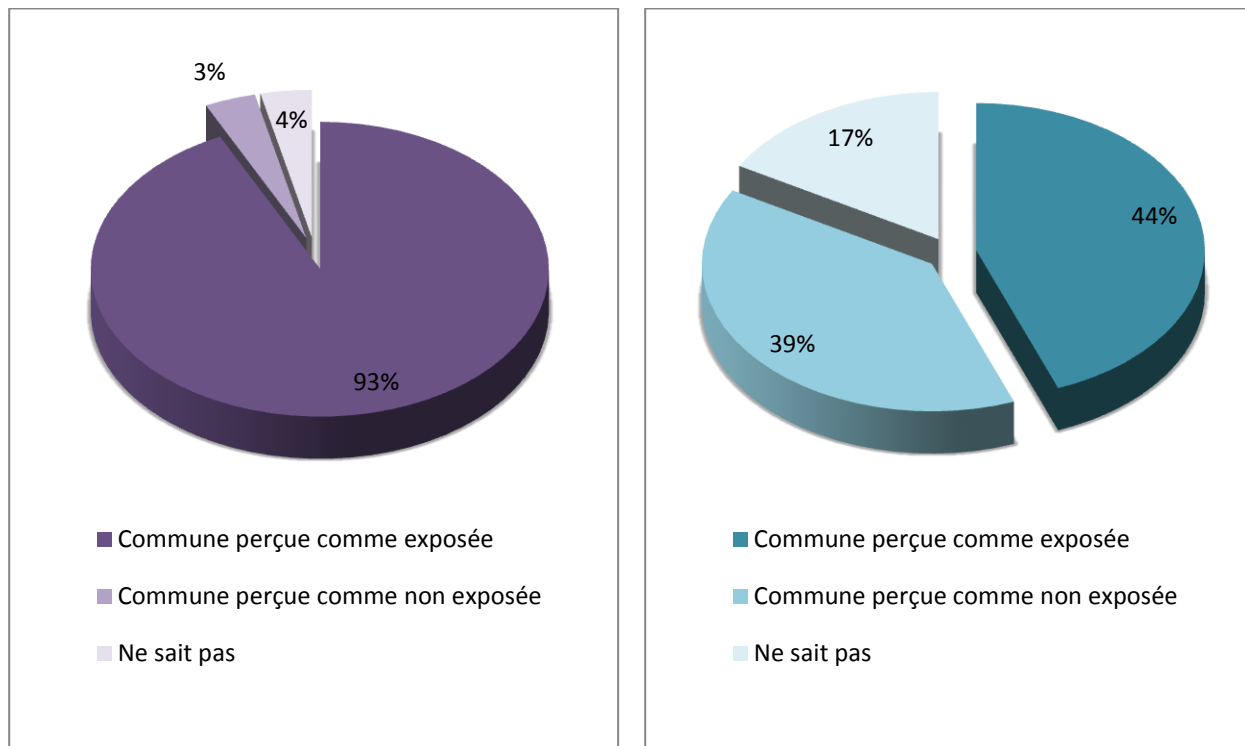


Figure 22 : Conscience par les répondants de Feyzin (à gauche) et Givors (à droite) de l'exposition de leur commune à des menaces technologiques majeures (Question posée : « Selon vous, la commune est-elle soumise à des risques liés à des phénomènes technologiques ? »).

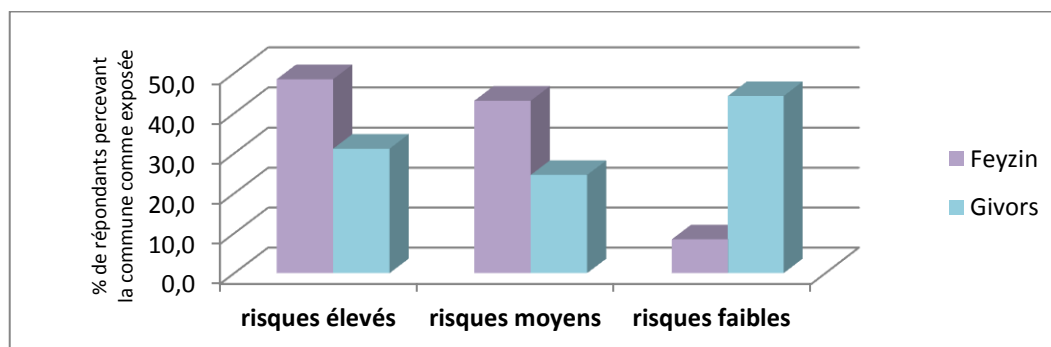


Figure 23 : Perception de l'intensité des risques technologiques sur les 2 communes, par les répondants qui les estiment exposées.

Ainsi, les répondants de Feyzin ont une bonne perception des risques industriels auxquels est exposée la commune, contrairement à ceux de Givors, qui malgré tout ont une perception meilleure des menaces naturelles que ceux de Feyzin.

➔ Conscience d'être directement exposés sur leur lieu d'habitation

Il s'agit de voir si ces tendances se retrouvent au niveau de la conscience d'être directement exposé sur son lieu d'habitation.

Pour cela, il s'agit d'évaluer dans un premier temps **l'exposition effective aux menaces** des répondants aux questionnaires (analyse spatiale des cartes de localisation de l'habitat des répondants). Globalement, plus de la moitié des répondants interrogés habitent dans une zone exposée à au moins une menace naturelle et/ou industrielle : 45% à Feyzin, 57,2% à Givors. 34,1% des Givordins, contre seulement 19,3% des habitants de Feyzin, sont exposés à une seule menace. Environ 1 répondant sur 4

est concerné par au moins 2 menaces sur son lieu d'habitation (Figure 24).

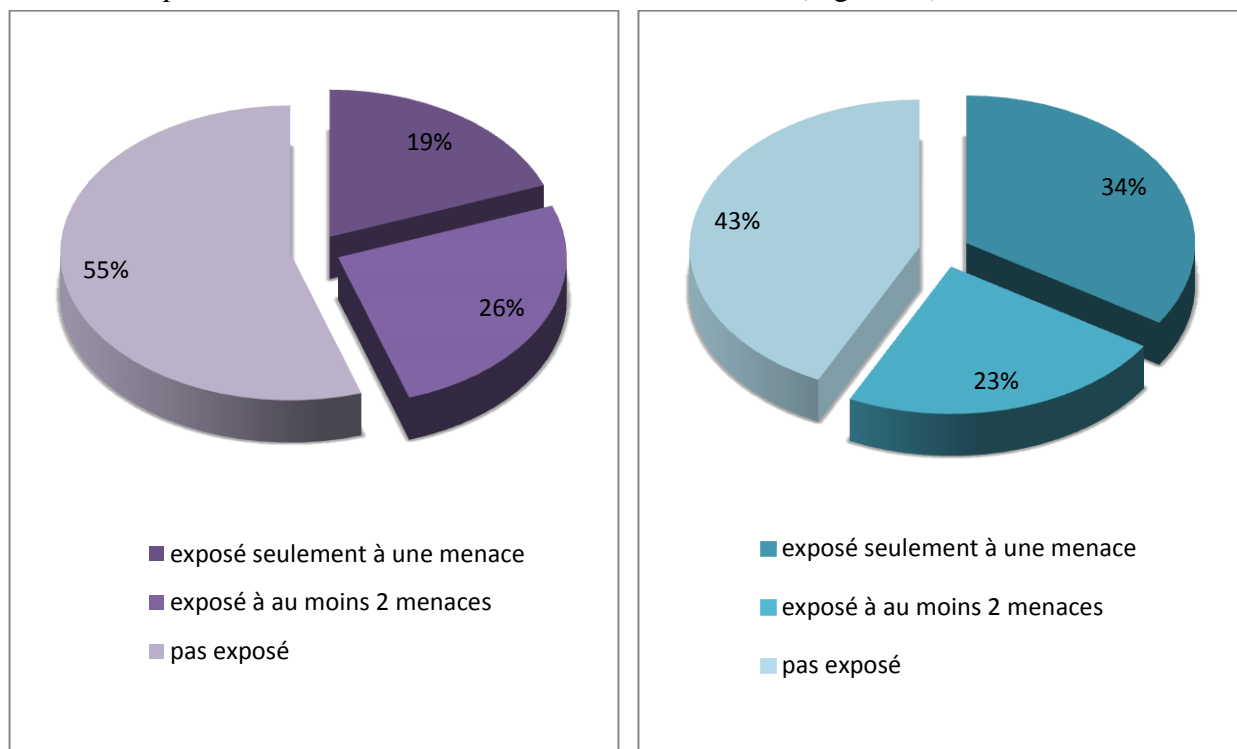


Figure 24: Exposition à une ou deux menaces à Feyzin (à gauche) et à Givors (à droite).

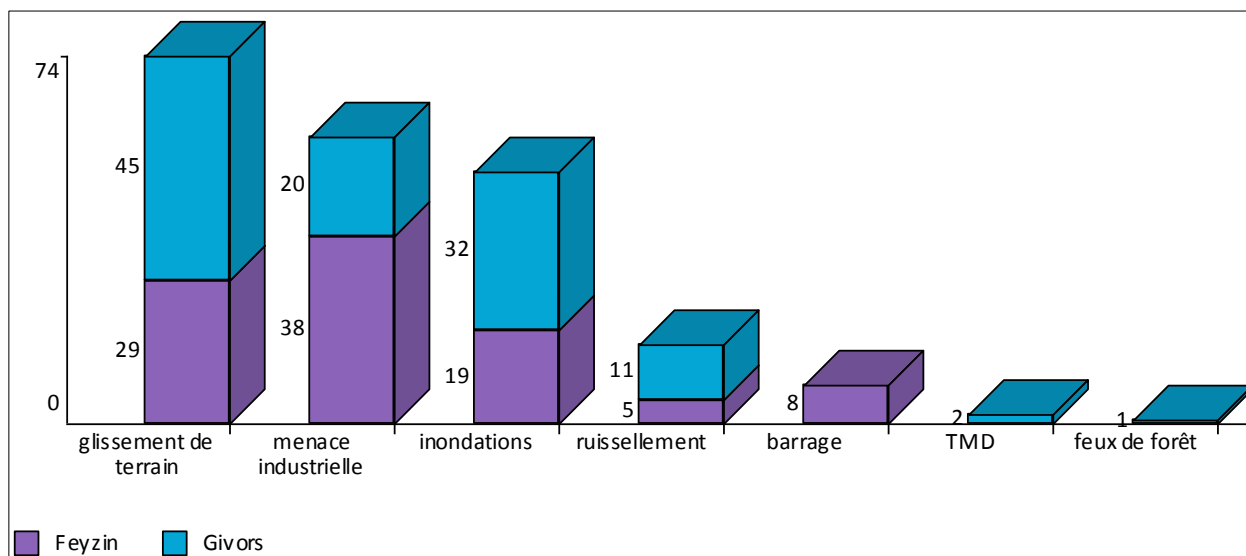


Figure 25: Les menaces auxquelles les habitations des répondants de Feyzin et Givors sont exposées.

Les menaces auxquelles les répondants interrogés sont le plus exposés sur leur lieu d'habitation, sont les glissements de terrain (surtout pour Givors avec 32,6% des gens concernés), puis la menace industrielle (menace principale pour Feyzin avec 27,1% des répondants concernés directement), puis les inondations (surtout à Givors avec 23,2% des répondants concernés) (Figure 21). Notons un phénomène de ruissellement important sur les pentes de Givors (quartier des Vernes surtout). Le problème des TMD n'est pas à négliger non plus, un accident pouvant toucher les quartiers résidentiels des deux communes.

Le fait que les menaces naturelles concernent davantage les givordins interrogés peut expliquer leur conscience plus grande que leur commune est exposée par rapport aux répondants de Feyzin, moins concernés. A l'inverse, la forte conscience d'exposition communale des répondants de Feyzin aux menaces industrielles peut s'expliquer par le fait qu'ils sont plus directement concernés sur leur lieu d'habitation que les habitants de Givors.

Maintenant, les répondants exposés sur leur lieux d'habitation en ont-ils conscience ?

Si l'on observe les chiffres sur l'échantillon total, on s'aperçoit que 50% des répondants de Feyzin ne pensent pas que leur habitat est exposé à une menace, alors qu'en réalité, c'est 55% des répondants qui ne sont pas exposés : à cette échelle d'observation, 5% semblent surestimer leur exposition aux menaces.

Pour Givors, près de 74% des répondants ne pensent pas être exposés sur leur lieu d'habitation alors qu'en réalité ce n'est que 43% d'entre eux qui ne le sont pas : 31% des givordins sous-estiment donc leur exposition directe au risque sur le lieu même de leur habitation ! Ce qui implique un défaut de perception pouvant être fortement préjudiciable en cas d'événement majeur (effet de surprise d'être impacté).

Mais il est nécessaire d'affiner l'analyse en effectuant le même traitement sur les strates « répondants dont l'habitation est exposée aux menaces » et « répondants dont l'habitation n'est pas exposée aux menaces » (Figure 26).

54% des répondants exposés à au moins une menace sur leur lieu d'habitation, ont conscience d'être exposés à Feyzin, contre seulement 19% des répondants givordins exposés. **La perception d'exposition de l'habitat est donc en fait médiocre dans l'ensemble**, même si elle est largement meilleure à Feyzin qu'à Givors.

A l'opposé, 27% des répondants non exposés de Feyzin et 19% des répondants non exposés de Givors pensent à tort être exposés aux menaces (**surestimation des menaces par les personnes non exposées**). Sans compter les près de 10% des répondants totaux qui disent ne pas savoir. Cela fait au total près de **50% de la population sondée dans cette enquête qui se trompe sur son exposition** aux menaces, avec davantage d'erreur pour les répondants de Givors (58% qui se trompent) que pour ceux de Feyzin (41% d'erreur).

**Seulement un répondant de Feyzin sur deux exposés interrogés a conscience de l'être
Seulement un répondant de Givors sur cinq exposé interrogé a conscience de l'être.**

Enfin, il s'agit d'affiner l'analyse pour vérifier si ce constat est commun à tous les types de menaces de manière confondue, ou si certaines menaces sont mieux perçues que d'autres sur le lieux d'habitation.

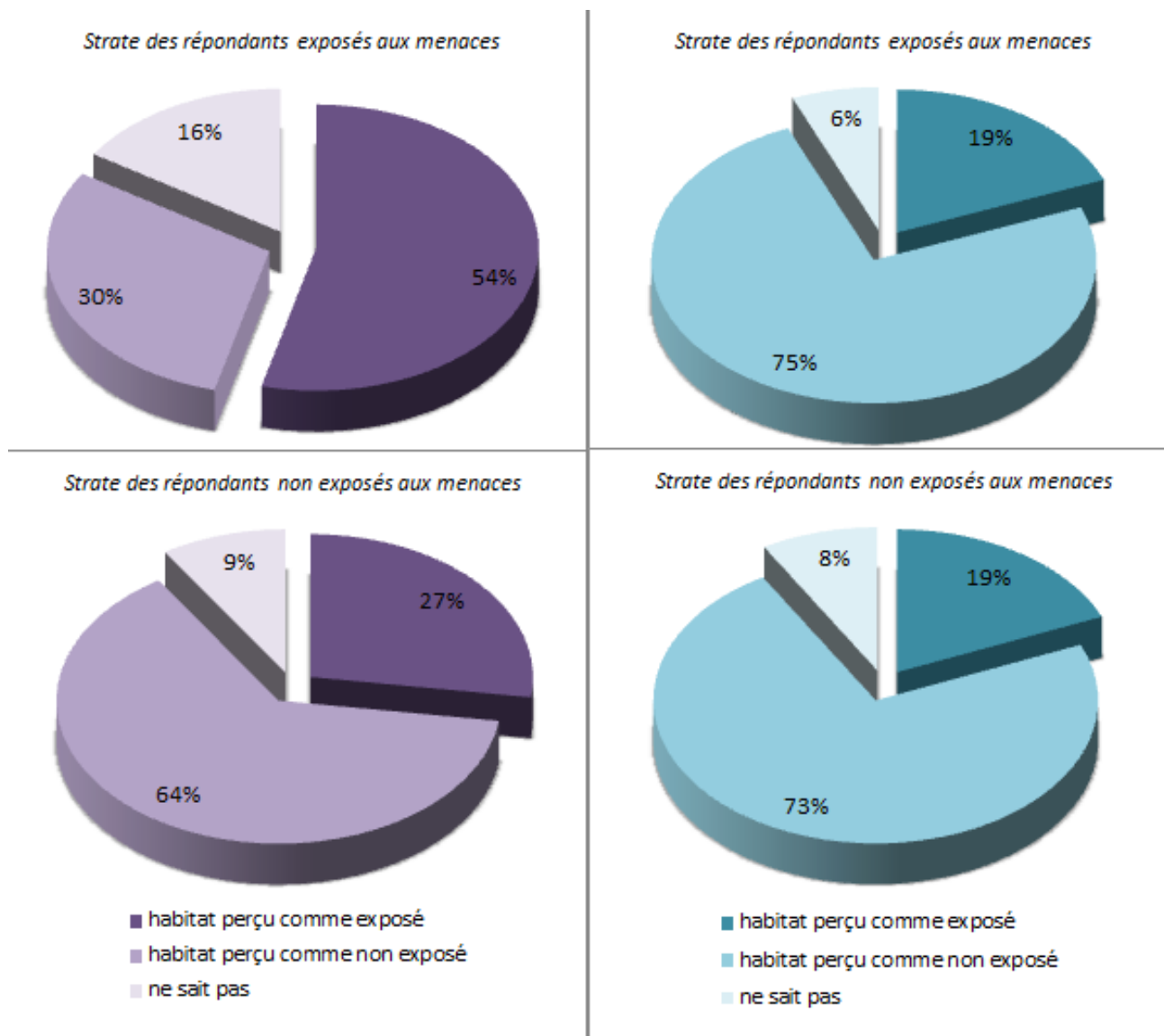


Figure 26: Conscience d'exposition des habitations des répondants de Feyzin (à gauche) et Givors (à droite), pour les strates « répondants dont l'habitation est exposée à au moins une menace » (en haut) et « répondants dont l'habitation n'est pas exposée » (question posée : « Pensez-vous habiter dans une zone à risque ? »).

Lorsque l'on croise les données de la perception de l'exposition aux menaces de l'habitat et de l'exposition avérée aux menaces de l'habitation par type de menace (figure 27), on obtient les informations suivantes : A Feyzin, en moyenne, 60% des répondants perçoivent correctement l'exposition de leur habitation (identifient la menace correctement), contre seulement 29,4% à Givors.

→A Givors, ce sont les glissements de terrain qui sont cependant les mieux perçus par les répondants exposés à ce type de menace (22% des cas sont correctement perçus). Sur 79 répondants exposés sur leur lieu d'habitation, 19% seulement perçoivent être exposés : et parmi eux, 46,7% citent la menace industrielle, 40% les glissements de terrain, 33% les inondations.

→A Feyzin, ce sont les cas d'exposition aux risques de barrage (75%), de ruissellement (60%) d'inondations (58%) puis de menaces industrielles (55%) qui sont le mieux perçus par ceux qui y sont exposés de manière avérée. Mais en quantité, sur 63 répondants exposés sur leur lieu d'habitation, 54% d'entre eux perçoivent être exposés : et parmi eux, 88,2% citent la menace industrielle (les autres menaces ne récoltent que moins de 10% des citations).

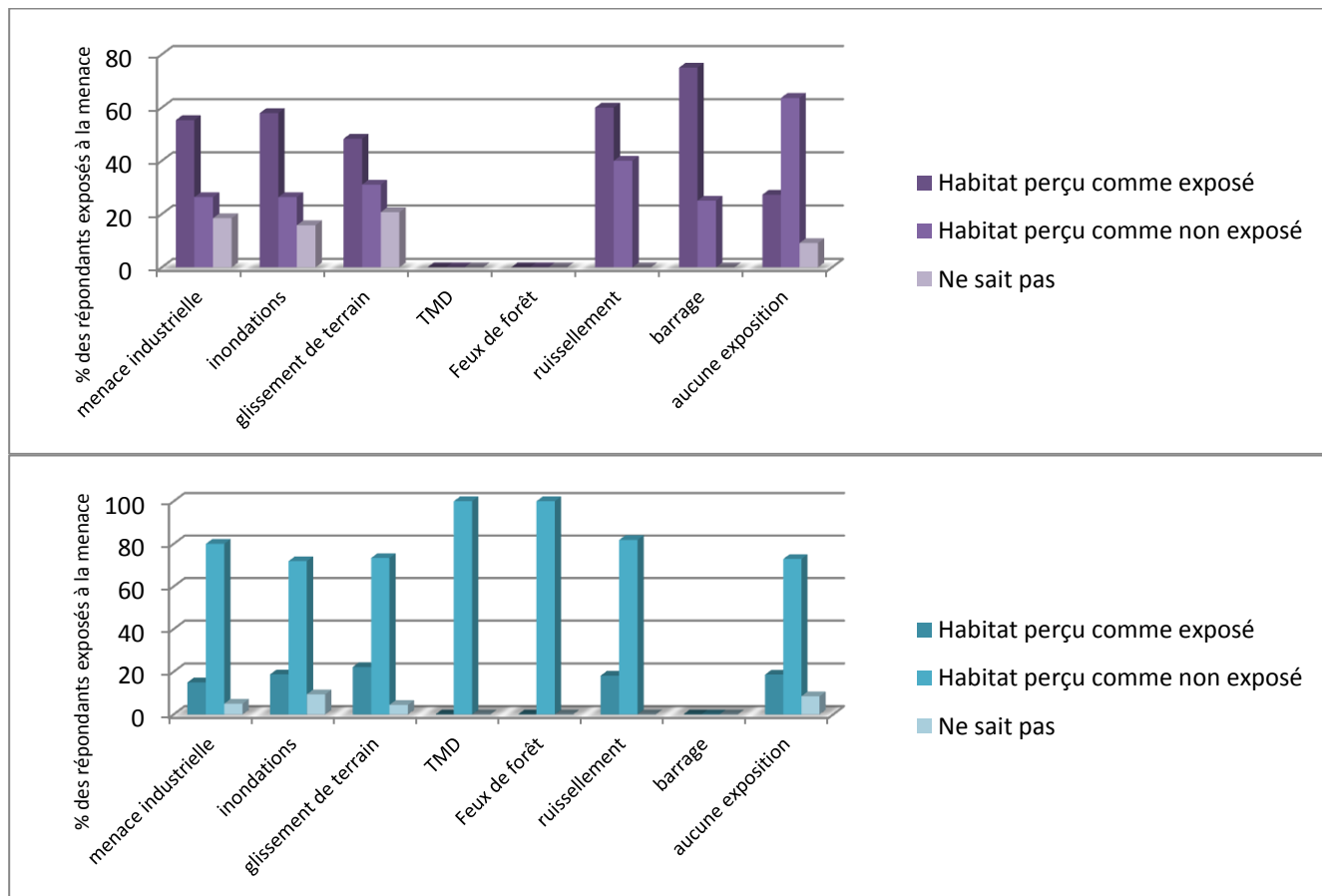


Figure 27: Conscience d'exposition des habitations des répondants de Feyzin (en haut) et Givors (en bas), aux différents types de menaces avérées (question posée : Si réponse positive à la question « Pensez-vous habiter dans une zone à risque ? , précisez lesquels).

3.1.2 Quel sentiment de préoccupation par rapport aux risques majeurs (H2) ?

Compte tenu de leur exposition aux risques majeurs, les habitants se sentent-ils préoccupés par ces dangers ?

Ce défaut global d'évaluation de l'exposition de leur habitation, va de pair avec un sentiment général d'absence de préoccupation vis-à-vis des risques naturels (Figure 28) : 75% des répondants de Feyzin et 60% de ceux de Givors se disent peu ou pas du tout préoccupés par ce type de menace (mêmes résultats en appliquant le traitement à la strate des répondants dont l'habitation est exposée à une menace).

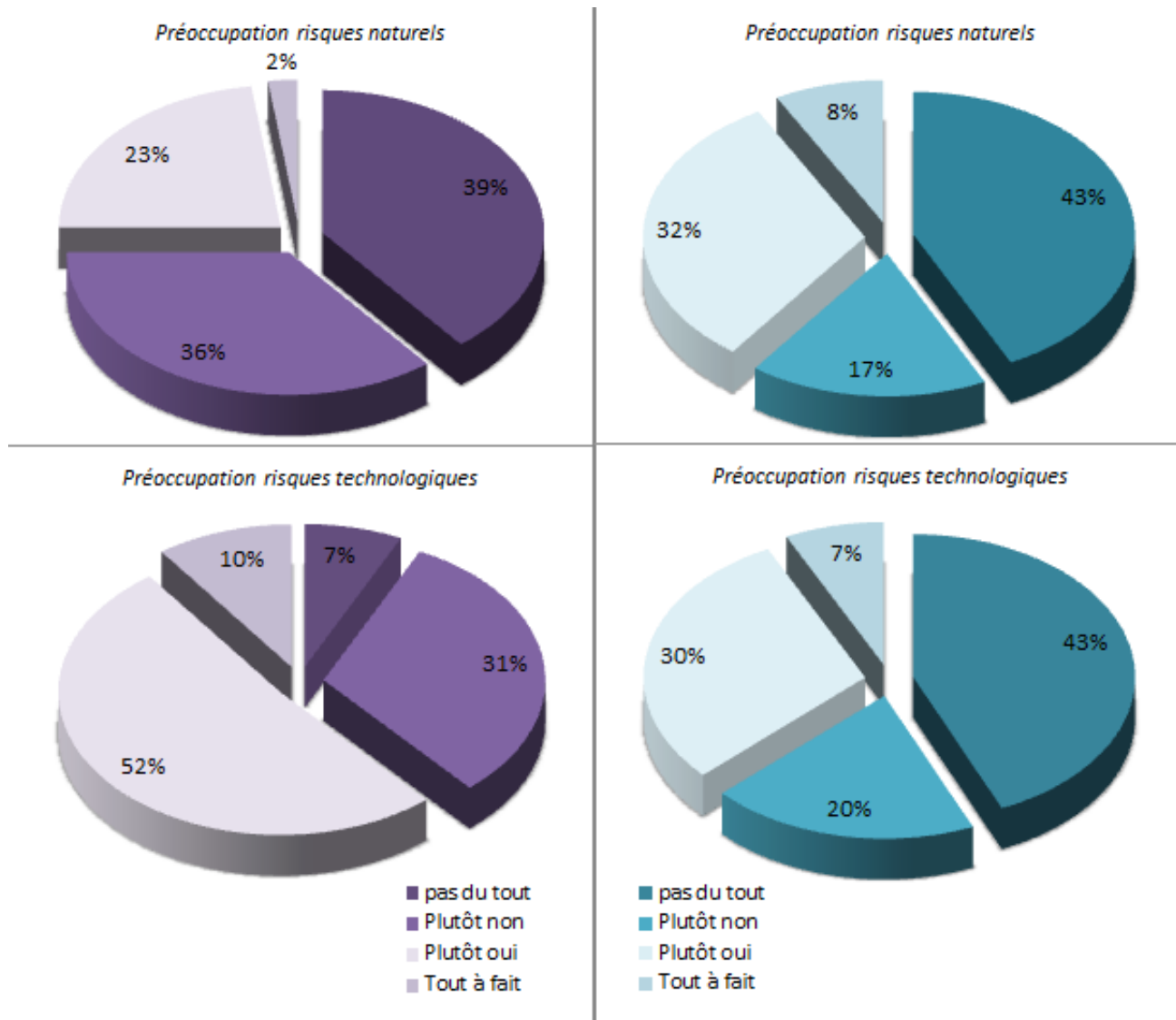


Figure 28: Préoccupation vis-à-vis des risques naturels (en haut) et technologiques (en bas), des répondants de Feyzin (à gauche) et Givors (à droite), (question posée : « Les risques naturels/technologiques vous préoccupent-ils ? »).

Si les résultats sont identiques en ce qui concernent les risques technologiques à Givors, la différence est nette à Feyzin, puisque 62% des répondants se disent plutôt à tout à fait préoccupés par ce type de menace.

Ce résultat atténue le défaut de perception de leur exposition directe au risque à Feyzin. A Givors, la tendance du défaut général de perception des risques se confirme.

3.1.3 Quelle est leur connaissance des consignes de sécurité et des moyens d'alerte (H3) ?

Compte tenu de leur exposition aux risques majeurs, les habitants interrogés connaissent-ils les consignes de sécurité à respecter en cas d'occurrence d'un événement préjudiciable tels qu'une inondation ou un accident industriel ?

→ Connaissance des consignes de sécurité en cas d'inondation

En cas d'inondations les consignes existantes à respecter sont les suivantes (figure 29).

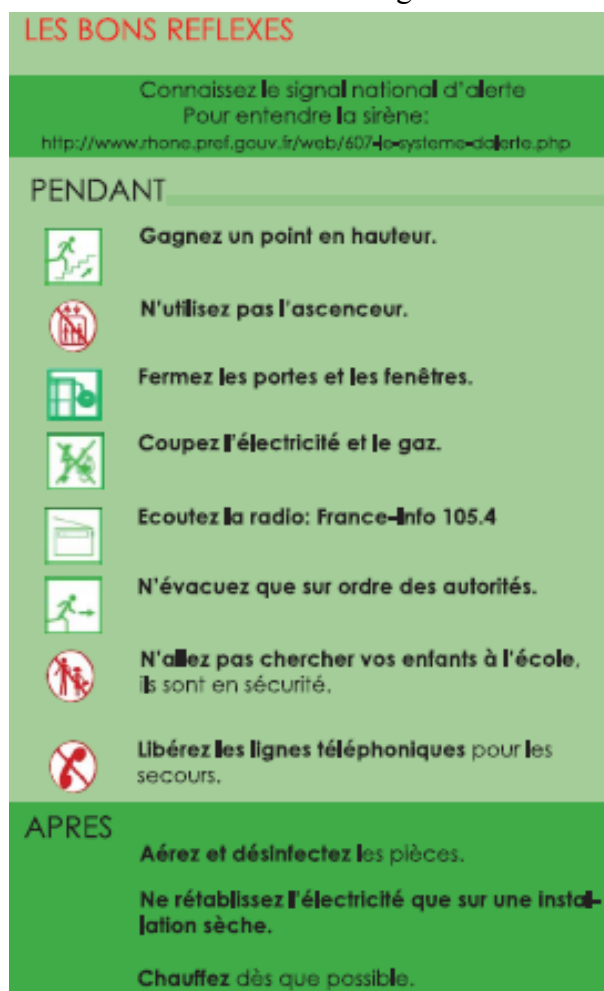


Figure 29: Les consignes de sécurité en cas d'inondations (extrait DICRIM Saint-Fons).

Les consignes les plus citées sont : se réfugier en hauteur (52,9% des répondants de Feyzin qui les citent globalement, contre seulement 28,3% des répondants givordins) ; puis couper l'électricité (15,7% des répondants de Feyzin) et allumer la radio (14,3% pour Feyzin et 6,5% pour Givors). Les autres consignes ne sont quasiment pas citées. Notons que beaucoup pensent à tort qu'il faut fuir et évacuer en cas d'inondations (12,1% des répondants de Feyzin et 8% des givordins).

Globalement, les répondants de Feyzin connaissent mieux les consignes de sécurité que ceux de Givors, puisque 94,3% d'entre eux citent au moins une consigne de sécurité correcte, contre 47,8% à Givors.

Les répondants de Feyzin exposés aux inondations directement ne connaissent pas mieux les consignes que les autres, en revanche, ceux qui sont exposés aux menaces industrielles les connaissent mieux, et citent au moins 2 bonnes consignes.

Les répondants de Givors exposés aux inondations connaissent moins bien les consignes que l'échantillon givordin total (31,3% des répondants qui citent une bonne consigne). Et ceux exposés aux menaces industrielles encore moins, avec 25% seulement qui parviennent à citer une bonne consigne. Globalement, 55 à 65% des répondants ont répondu à la question « ne sait pas ».

L'exposition avérée n'est donc pas un facteur de connaissance, mis à part pour les répondants exposés aux menaces industrielles de Feyzin qui semblent meilleurs élèves.

→ Connaissance des consignes de sécurité en cas d'accident industriel



Figure 30: Les consignes de sécurité en cas d'accident industriel (extrait DICRIM Saint-Fons).

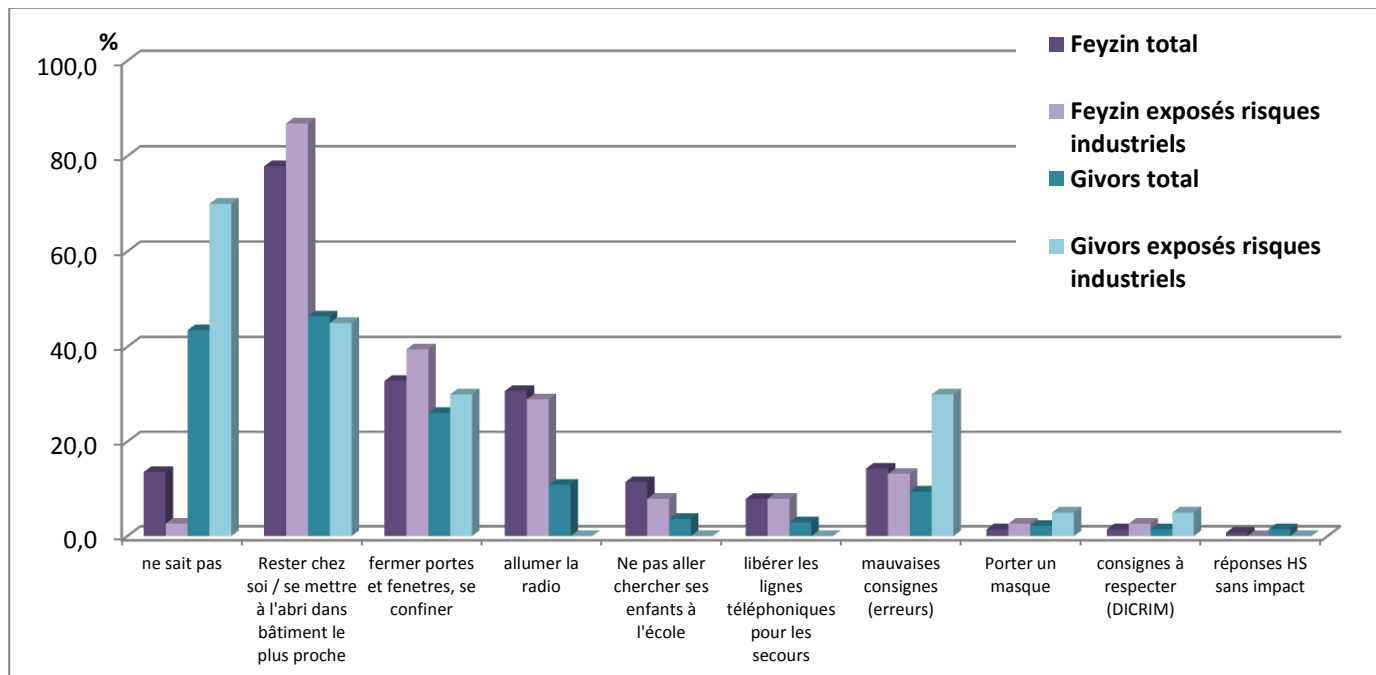


Figure 31: Citation des consignes de sécurité en cas d'accident industriel par les répondants de Feyzin et Givors (total et exposés au risque industriel sur le lieu d'habitation) (réponse à la question : « Selon vous quelles sont les consignes de sécurité en cas d'accident industriel ? »).

Globalement, les répondants de Feyzin connaissent mieux les consignes de sécurité en cas d'accident industriel que ceux de Givors (Figure 31). Par exemple, 77,9% des répondants de Feyzin citent la consigne de mise à l'abri, contre seulement 46,4% à Givors. 43,5 % des givordins interrogés ne connaissent pas les consignes, contre seulement 13,6% des répondants de Feyzin, qui globalement citent au moins 2 consignes chacun.

Si l'on se penche sur les strates des répondants exposés sur leur lieu d'habitation, le contraste est encore plus marqué : les habitants de Feyzin exposés connaissent encore mieux les consignes, tandis que les habitants de Givors exposés ne les connaissent que très peu : 70% disent ne rien savoir, même si 45% citent finalement la mise à l'abri. Aucun ne sait qu'il faut allumer la radio ou ne pas aller chercher ses enfants à l'école, 30% citent des consignes erronées pouvant avoir un impact grave sur leur sécurité (fuir, aller chercher ses enfants, téléphoner aux secours).

→ Connaissance des moyens d'alerte

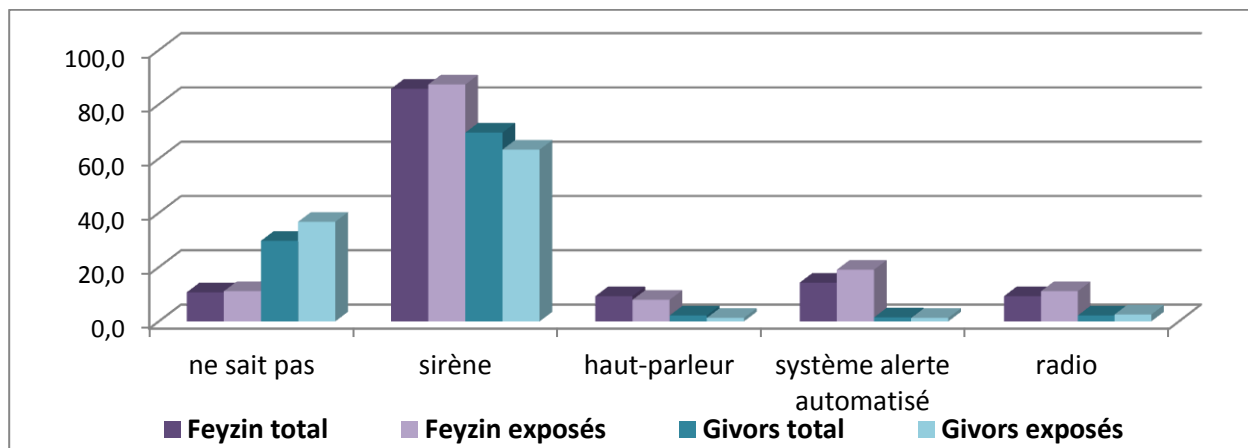


Figure 32: Citation des moyens d'alerte par les répondants de Feyzin et Givors (total et exposés aux risques sur le lieu d'habitat) (réponse à la question : « Selon vous existe-t-il des systèmes d'alerte dans votre commune ? »).

Concernant les différents systèmes d'alerte, la tendance est massivement vers la connaissance d'au moins l'un d'entre eux puisque 96% de ceux de Feyzin et 90% des sondés de Givors en ont cité au moins un (figure 32). C'est sans surprise la sirène qui est la principale citée avec respectivement 80% et 60% des sondés. L'analyse du questionnaire a révélé que dans les deux communes, aucune catégorie de sondés ne déroge à la tendance ou ne s'en démarque de manière significative, mis à part les gens de Givors exposés, qui connaissent moins bien le système d'alerte.

A noter que seulement 14% des sondés de Feyzin sont au courant de l'existence d'un système d'alerte automatisé dans leur commune. Cela confirme la nécessité d'une meilleure information sur l'ensemble des moyens d'alerte (comme des risques) présents sur la commune pour que les gens soient capables de réagir convenablement. Il est en effet fort probable que la connaissance de la sirène soit principalement liée à sa répétition les premiers mercredis du mois.

EN BREF...

Les habitants de Feyzin interrogés connaissent globalement mieux les risques auxquels ils sont exposés et les consignes de sécurité en cas d'événement majeur que ceux de Givors.

H1 est invalidée :

→ Les risques naturels sont moins bien connus sur la commune que les risques industriels, qui sont très bien perçus par les répondants de Feyzin, mais peu par les givordins interrogés.

→ La perception de l'exposition de l'habitat est médiocre dans l'ensemble, mais meilleure à Feyzin (1/2 des répondants en a conscience) qu'à Givors (seulement 1/5)

H2 est en partie validée :

→ Globalement les répondants ne se sentent pas préoccupés par les risques majeurs (moins de 30% se sentent préoccupés), sauf à Feyzin par la menace technologique (62% des répondants)

H3 est en partie validée :

→ Oui pour les consignes de sécurité face aux risques technologiques bien connues par les gens de Feyzin exposés directement aux menaces industrielles, mais pas par ceux de Givors

→ Non pour les consignes de sécurité face aux inondations, mal connues de tous, sauf par les exposés aux risques industriels de Feyzin interrogés.

	Feyzin	Feyzin exposé	Givors	Givors exposé
Connaissance Risques naturels commune	+	+	++	++
Connaissance Risques industriels commune	++	+++	-	--
habitat exposé	-	+	--	--
Connaissance des consignes risques naturels	+	+	-	-
Connaissance des consignes risques industriels	++	+++	+	+

NB : Globalement, les répondants exposés aux risques, qui répondent à tous les critères de perception des risques de manière optimale sont au nombre de 13 sur

278.

3.2 OBJECTIF B : Evaluer la pertinence des trois facteurs explicatifs du défaut de perception des risques et de l'exposition aux risques majeurs

Il s'agit d'évaluer les causes du défaut de perception des populations démontré en 3.1 (objectif A), en testant les 3 facteurs (B1, B2 et B3) explicatifs, comme proposé dans le tableau suivant :

	Questionnement	Hypothèses
B1 : Facteurs explicatifs liés à l'aléa	4. Quels sont les facteurs explicatifs de la perception du risque liés à l'aléa (proximité de la source du danger/ de la zone menacée, expérience) ?	H4a - Plus d'un habitant habite à proximité de la source de danger, mieux il appréhende le risque.
		H4b - L'expérience d'un événement passé améliore la perception des risques
B2 : causes profondes de vulnérabilité. : poids des contraintes quotidiennes	5. Quels sont les facteurs explicatifs de la perception liés aux conditions socio-économiques ?	H5 - La connaissance des risques dépend du niveau social
	6. si H1 vérifiée : pourquoi les gens sont-ils venus s'installer là et s'exposer aux risques ? → En quoi les contraintes quotidiennes socio-économiques peuvent influencer les comportements ?	H6a - Les gens sont venus s'installer en zone exposée en toute connaissance de cause pour des raisons/contraintes socio-éco H6b - Ils sont venus sans connaître les menaces (défaut de perception) : cf. H1 réfutée.
B3 : Facteurs liés à un défaut d'information et de communication	7. Est-ce que les habitants se considèrent bien informés des risques auxquels ils sont exposés ? → Est-ce que les habitants connaissent les supports d'information sur les risques utilisés ? Sont-ils satisfaisants selon eux ?	H7a - Les habitants de Givors se considèrent mal informés / ceux de Feyzin bien informés H7b - Les habitants ont une connaissance et satisfaction relative des supports (meilleure à Feyzin).
	8. Est-ce que les gens savent ce qu'est le DICRIM ? L'ont-ils reçu ?	H8 - Les gens connaissent le DICRIM à Feyzin mais pas à Givors où ils ne l'ont pas reçu
	9. Que pensent-ils du DICRIM (efficace) pour Feyzin ?	H9 - Ils pensent que c'est un bon moyen d'information
	10. Qu'ont-ils retenu du DICRIM (Feyzin) ?	H10 - Ils ont retenu les différents risques présents et les consignes de sécurité (à Feyzin)
	11. Est-ce que les habitants sont impliqués dans la prévention des risques via les structures de démocratie participative existantes ?	H11 - Les habitants commencent à s'impliquer localement dans la prévention des risques via les structures de démocratie participative à Feyzin, mais pas à Givors. Globalement ils ne les connaissent pas assez

3.2.1 Les facteurs explicatifs liés aux menaces : proximité et expérience passée (B1)

→ Influence de la proximité de la source de danger sur la perception des menaces (H4a)

Cette hypothèse a déjà été en partie validée en première partie, puisque la strate des gens exposés sur leur lieu d'habitation a été particulièrement étudiée. Il a été ainsi démontré une relation entre l'exposition de l'habitat et la perception des risques en ce qui concerne les risques industriels à Feyzin (les gens exposés à la menace industrielle perçoivent mieux les risques industriels que les autres et connaissent mieux les consignes de sécurité), et très légèrement les risques d'inondations à Givors. Cependant cela ne prouve pas que c'est la proximité à la source de danger qui influence à elle seule cette meilleure perception, qui peut aussi être le résultat d'une campagne d'information et de formation du public, surtout à Feyzin où l'on sait que la municipalité a été ces dernières années très active en la matière.

Pour affiner cette analyse, il faudrait réaliser des cartes des résultats de perception en fonction de la

localisation de l'habitat dans un SIG, afin de dégager des logiques spatiales.

➔ **Influence de l'expérience des événements passés (H4b)**

Le croisement des données de la perception des risques et celles concernant les personnes ayant déjà vécu un risque majeur est intéressant. En effet, si à Givors seuls 23% des sondés ayant vécu une inondation et 10% de ceux ayant vécu un glissement de terrain estiment vivre dans une zone comportant le même risque qu'ils ont déjà subi, à Feyzin, 53% de ceux ayant déjà vécu un accident technologique estiment toujours vivre dans une zone à risque dans ce domaine. Ainsi, la portée des événements du passé (comme l'explosion de 1966 à Feyzin) est ainsi un facteur à prendre en compte, même s'il n'est pas le seul facteur.

Cependant, comment expliquer que 47 à 77% des répondants (selon les communes) des personnes qui ont déjà vécu un événement majeur, n'estiment pas être exposés ?

Il est difficile de donner une réponse à partir des seules données du questionnaire (il faudrait réaliser des entretiens plus qualitatifs avec les répondants pour creuser ce constat). Cependant, on peut émettre l'hypothèse d'une **stratégie discursive (ou psychologique compensatoire)**, qui peut être à l'origine d'une minimisation des risques dans les discours. Ce phénomène a déjà été étudié dans d'autres contextes dans les pays en développement, où les populations modestes sont très fortement exposées à des risques majeurs, mais n'ont pas les moyens de partir s'installer dans des zones plus sécurisées (Texier, 2009).

Cette stratégie psychologique consiste à mettre en avant les attributs, les événements positifs de manière à ce qu'ils compensent les côtés négatifs d'une situation dangereuse. Les personnes vont alors préférer juger la situation acceptable, positive, déclarer qu'ils n'ont pas peur, qu'ils ne sont pas préoccupés, qu'il n'y a pas de danger, avant tout pour se rassurer eux-mêmes. Il est en effet très difficile d'admettre que son lieu de vie, sa maison, est exposée en permanence à des risques majeurs, l'habitat étant LE lieu de sécurité et de bien-être par excellence. C'est alors un discours connoté par la sécurité ressentie dans son « chez soi » qui l'emporte sur un discours catastrophiste ou lucide sur l'omniprésence d'un risque majeur.

Par ailleurs, globalement, la préoccupation est plus grande quelle que soit l'expérience vécue des répondants, pour les risques technologiques que pour les risques naturels (majorité de bleu sur le graphique risques technologique/majorité de orange sur le graphique risques naturels, sur la figure 33). 60% de ceux qui ont déjà vécu un accident industriel, s'estiment plutôt à tout à fait préoccupés par ce type de menace (les données montraient déjà en 1^{ère} partie une plus grande préoccupation des gens de Feyzin exposés aux menaces industrielles), mais 80% d'entre eux ne se disent pas préoccupés par les risques naturels. Seulement 34% de ceux qui ont vécu une inondation se disent préoccupés par les risques naturels. En revanche, les personnes touchées par un glissement de terrain (essentiellement des gens de Givors) se disent à 65% préoccupés par les risques naturels.

L'avance de Feyzin sur la prévention des risques et son passif en termes d'accidents technologiques peuvent rendre plus évident pour ses habitants les risques technologiques qu'ils encourent. Il est donc possible qu'à Feyzin, l'évidence du risque technologique joue sur la perception du risque naturel pour lui-aussi très présent visuellement (par les industries qui sont présente sur le territoire de la commune), ainsi que dans la mémoire collective (cf. explosion de 1966).

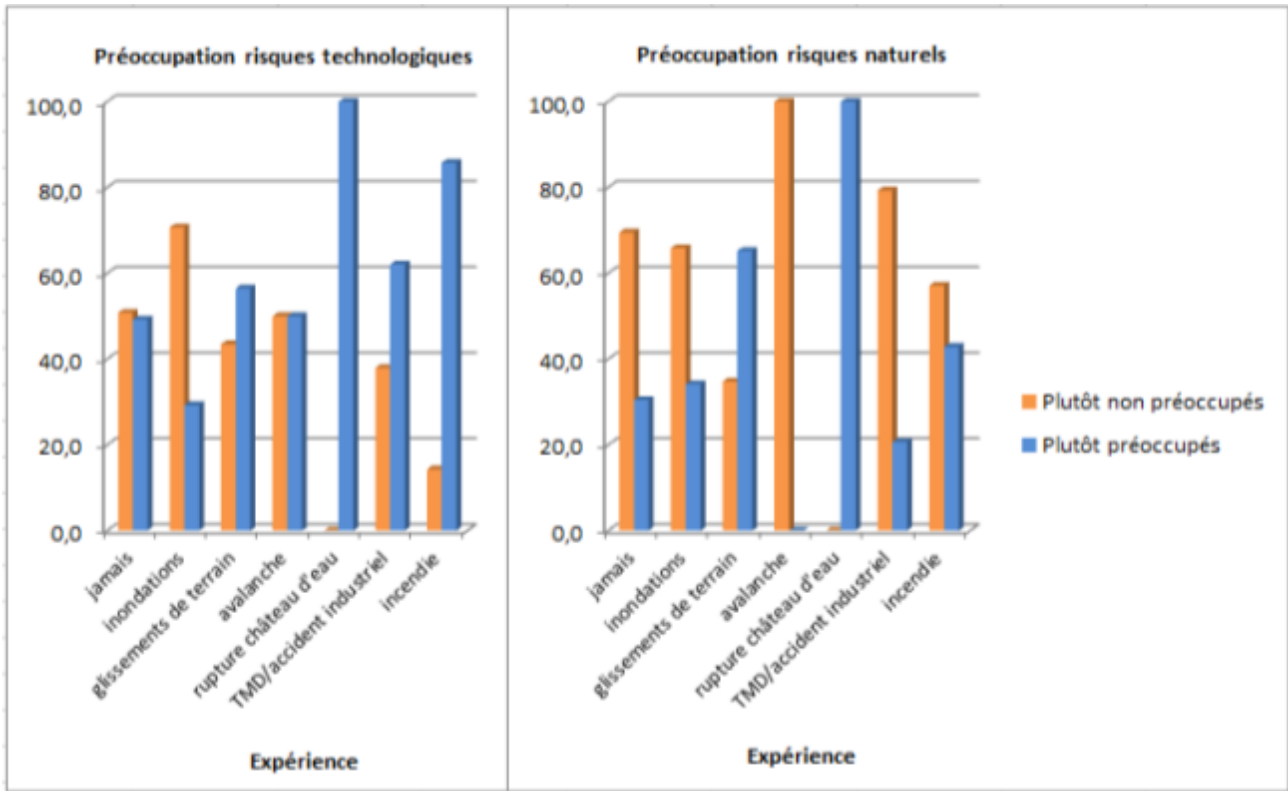


Figure 33: Préoccupation des répondants de Feyzin et Givors, par rapport aux risques naturels et technologiques, en fonction de l'expérience d'événements passés.

Le temps de résidence dans la commune peut aussi être facteur d'expérience des événements passés, même s'ils n'ont pas été directement dommageables (figure 34).

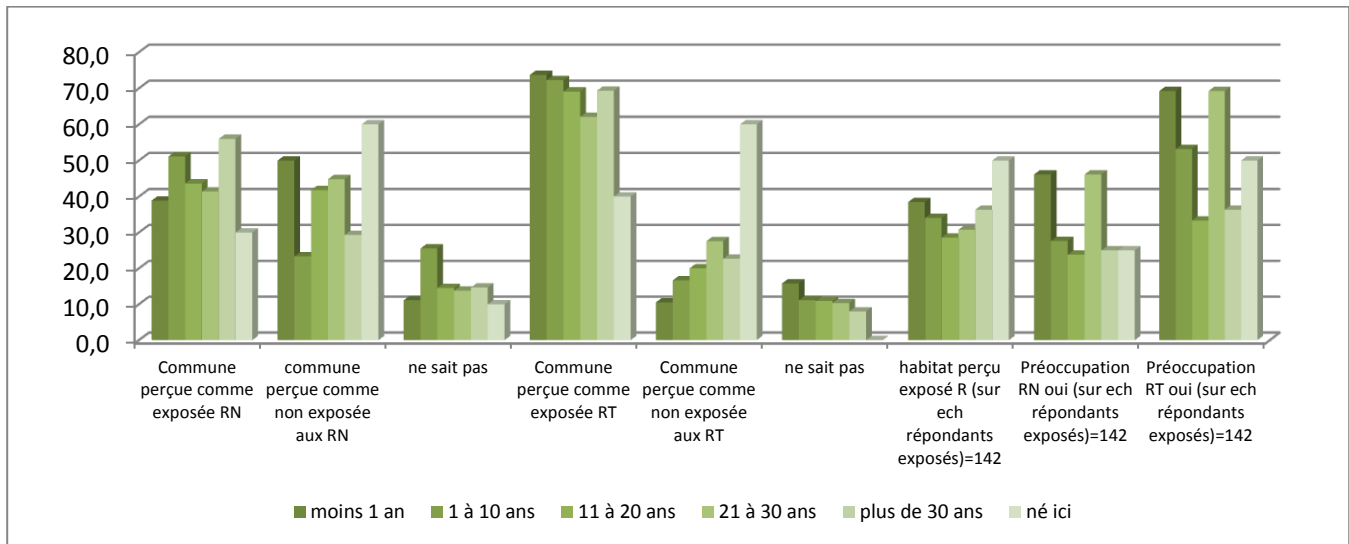


Figure 34: influence du temps de résidence sur la perception des risques des répondants de Feyzin et Givors (critères : perception de l'exposition de la commune aux RN et RT, habitat avéré exposé perçu comme tel, préoccupation des RN et RT).

L'analyse des résultats de l'influence du temps de résidence sur la perception des risques à Feyzin et Givors (figure 34), montre que pour certains critères de perception, le temps de résidence peut jouer : L'habitat exposé est mieux perçu comme tel par les personnes nées dans la communes que par les autres. Il est mal perçu par les gens présents depuis 10 à 20 ans. Pour la perception de l'exposition de la commune, les nouveaux arrivants sont en revanche plus conscients de l'exposition aux Risques

technologiques que les anciens (ceux qui sont nés dans la communes sont ceux qui perçoivent le moins bien les risques communaux), et se sentent davantage préoccupés. Au final, on ne peut pas dire que l'ancienneté dans la commune soit facteur de perception (mis à part pour l'habitat), et les anciens apparaissent des cibles importantes pour la sensibilisation aux risques.

3.2.2 Les facteurs explicatifs liés aux contraintes socio-économiques (B2)

3.2.2.1 Influence du niveau social sur la perception (H5)

Le niveau social est une variable synthétique complexe et se traduit par un ensemble de critères que nous allons tester, tels que les catégories socio-professionnelles, le niveau d'étude et la maîtrise du français, la situation familiale et l'accès au logement.

→ CSP

Des différences existent dans la perception des répondants en fonction de leur catégorie socio-professionnelle (Figure 35).

Cependant, on ne peut pas dire que le niveau social soit globalement un facteur explicatif de la bonne perception des risques :

- Les ouvriers perçoivent mieux leur commune comme exposée que les autres catégories (mieux que les cadres) (80% contre 70%), ainsi que l'exposition de leur habitat lorsqu'elle est avérée

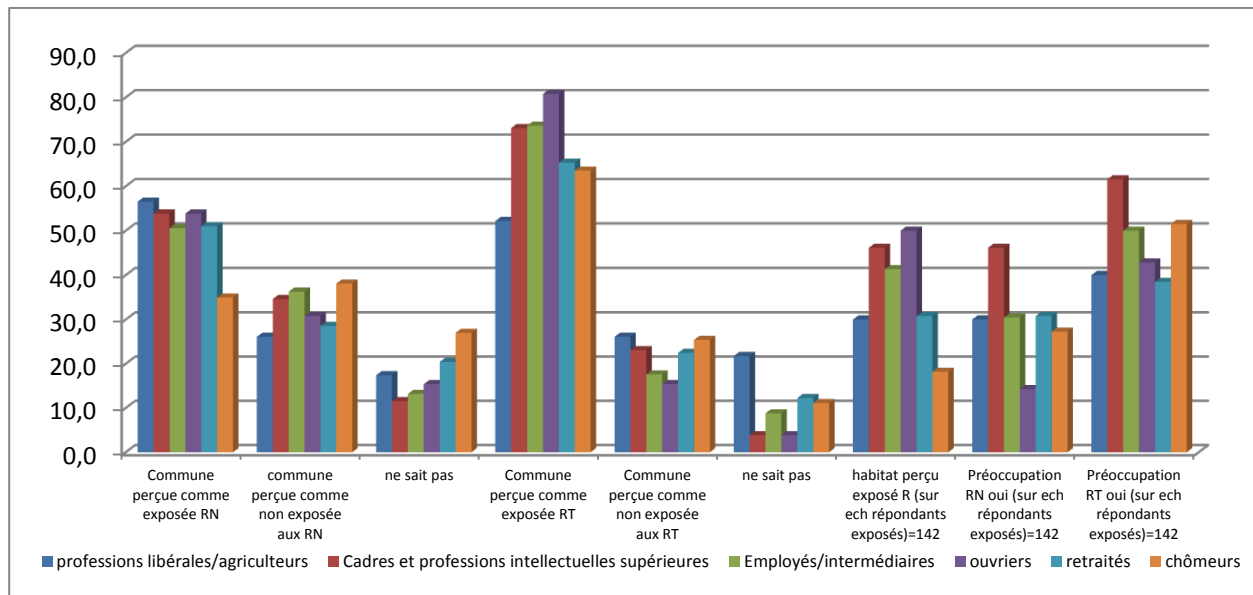


Figure 35: influence des CSP sur la perception des risques des répondants de Feyzin et Givors (critères : perception de l'exposition de la commune aux RN et RT, habitat avéré exposé perçu comme tel, préoccupation des RN et RT).

- Les cadres se sentent davantage préoccupés par les risques majeurs que les autres catégories (45 à 60% d'entre eux, contre moins de 40% pour les professions libérales, les ouvriers, les retraités)
- Les retraités, qui vivent dans la commune depuis plus de 30 ans pour 85% d'entre eux, qui ont donc plus d'expérience que les autres répondants, n'ont pas une perception meilleure que les autres catégories.

→ Niveau d'étude et maîtrise de la langue française

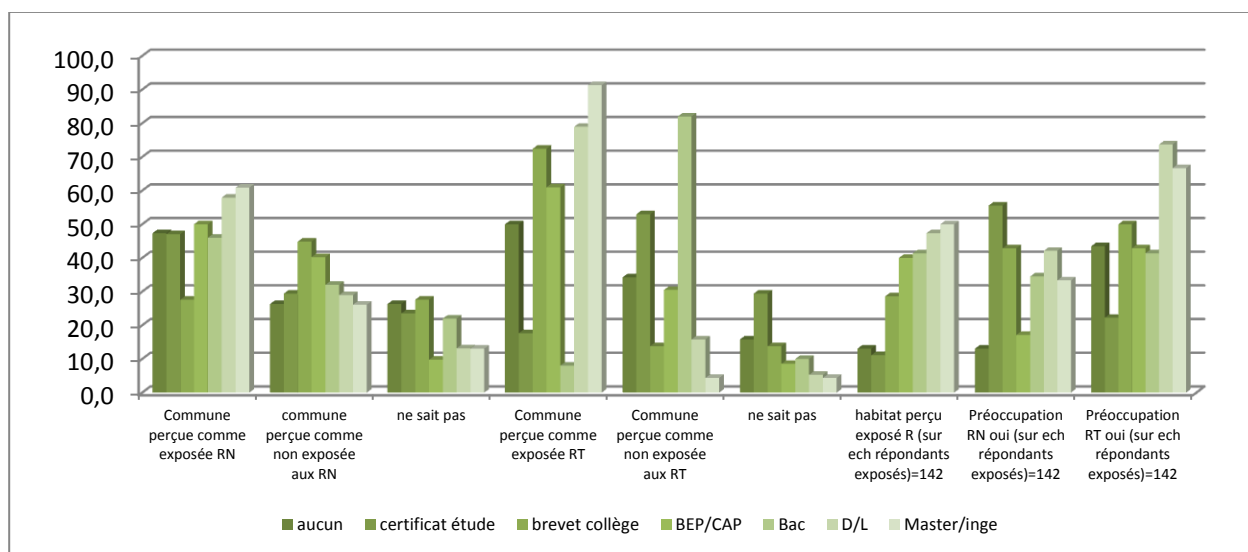


Figure 36: influence du niveau d'étude sur la perception des risques des répondants de Feyzin et Givors (critères : perception de l'exposition de la commune aux RN et RT, habitat avéré exposé perçu comme tel, préoccupation des RN et RT).

En croisant les données du niveau d'étude et de la perception des risques (figure 36), on peut observer une tendance : Les répondants qui ont fait des études supérieures semblent mieux percevoir les risques sur la commune que les autres (pourtant, ceux qui ont fait des études ne connaissent pas davantage que les autres le DICRIM), et mieux percevoir que leur habitation est exposée à une menace. Ils sont également davantage préoccupés par les risques que les autres.

Concernant la maîtrise des consignes de sécurité, la tendance se confirme (Figure 37).

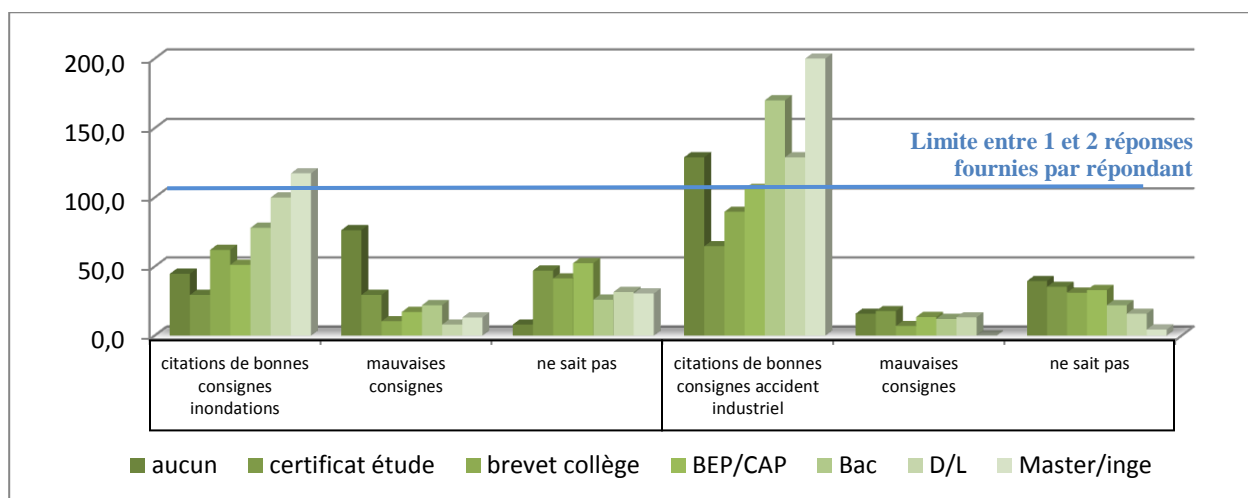


Figure 37: influence du niveau d'étude sur la connaissance des consignes de sécurité (risques inondations et industriel) par les répondants de Feyzin et Givors.

On voit nettement que plus le niveau d'étude augmente, mieux les consignes sont connues par les répondants, au contraire, les mauvaises consignes sont moins citées et les réponses « ne sait pas » également.

Le niveau d'étude est donc un facteur explicatif pertinent de la perception des risques.

Notons qu'une partie des habitants, notamment de Givors, sont d'origine étrangère (principalement du Maghreb), et une partie ne parle pas bien français et ne le lit pas (14% des répondants de Givors). Les effectifs de notre échantillon sont trop faibles pour pouvoir effectuer des calculs statistiques, mais on peut supposer aussi que l'origine et la maîtrise de la langue peuvent être des barrières à la compréhension des documents règlementaires, des consignes de sécurité, donc influencent la connaissance des risques et des moyens de protection. Sur l'échantillon de 25 étrangers de Givors interrogés, 6 parlaient mal le français, et les 6 répondants en question ont dit ne pas être du tout préoccupés par les risques naturels, d'ailleurs 5 sur 6 pensent que la commune n'est pas exposée à ces risques, la moitié seulement pensent qu'il peut y avoir des risques technologiques.

→ Accès au logement et situation familiale

Les propriétaires semblent davantage préoccupés par les risques majeurs que les locataires, ils perçoivent aussi davantage l'exposition de leur logement (figure 38), ce qui paraît logique (c'est à l'achat d'un bien immobilier que l'acquéreur doit prendre connaissance de l'exposition aux risques majeurs sur information du vendeur). L'accès à la propriété immobilière va donc de pair avec une bonne perception des risques.

Notons aussi que les personnes habitant un pavillon de plein pied sont plus préoccupées par les risques naturels (exposition plus forte aux inondations), et perçoivent davantage que leur commune y est exposée. Elles sont en revanche moins préoccupées par les risques technologiques. Les personnes vivant en appartement sont celles qui globalement montrent une connaissance des risques plus limitée.

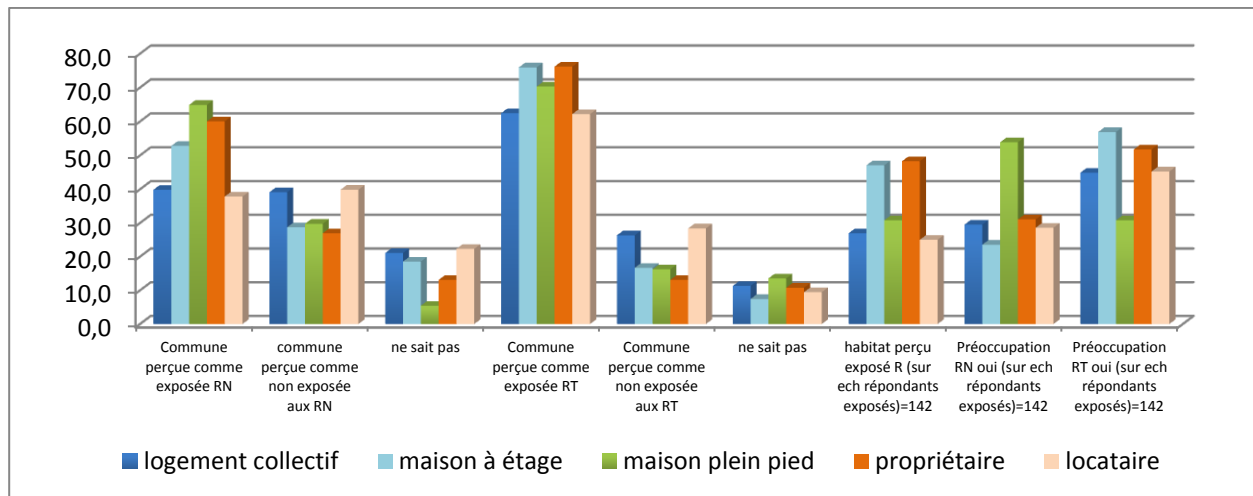


Figure 38: influence du type de logement sur la perception des risques des répondants de Feyzin et Givors (critères : perception de l'exposition de la commune aux RN et RT, habitat avéré exposé perçu comme tel, préoccupation des RN et RT).

La situation familiale (figure 39) : les personnes en couple et ayant des enfants perçoivent mieux les risques naturels et technologiques sur la commune, l'exposition de leur habitat que les gens seuls/veufs/séparés ou les couples sans enfants, mais ne ressentent pas de préoccupation particulière par rapport aux risques. Il n'y a pas de tendance très nette cependant qui fasse du facteur familial un critère d'explication de la perception.

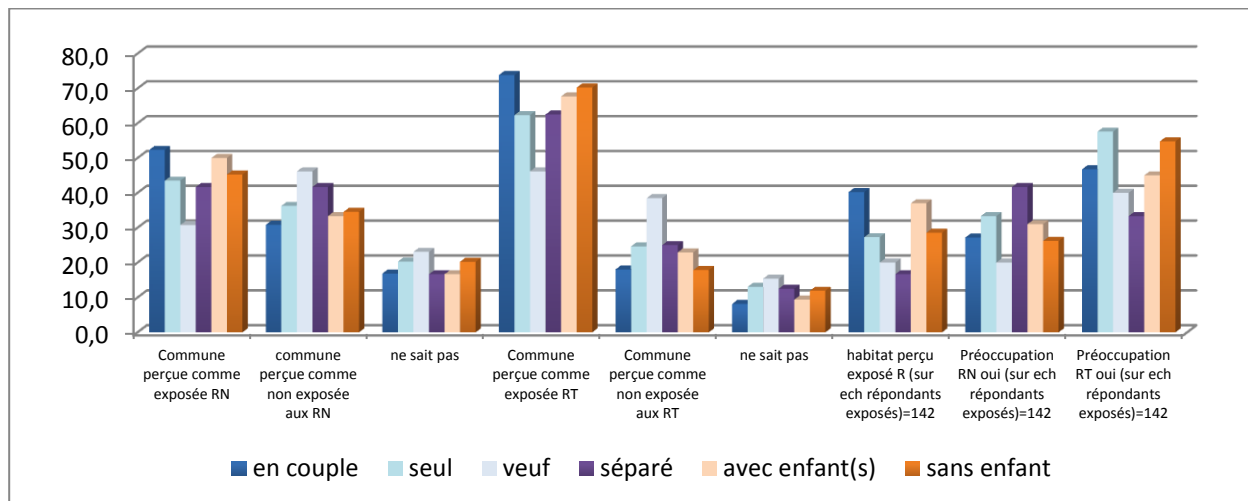


Figure 39: influence de la situation familiale sur la perception des risques des répondants de Feyzin et Givors (critères : perception de l'exposition de la commune aux RN et RT, habitat avéré exposé perçu comme tel, préoccupation des RN et RT).

Le fait d'avoir des enfants n'influence pas vraiment la connaissance des consignes de sécurité en cas d'événement : les personnes interrogées ayant des enfants connaissent un peu mieux que les autres les consignes concernant les risques industriels, mais pas celles concernant les risques d'inondations.

3.2.2.2 Le jeu de contraintes socio-économiques qui influencent leur exposition aux menaces (H6)

→ Les raisons de leur installation dans ces communes exposées et avantages ressentis

Les répondants des deux communes invoquent principalement des raisons familiales (né dans la commune, rapprochement familiaux, suivi des parents, reprise d'une maison familiale) et économiques (proximité du travail, source d'emploi, prix du foncier attractif) à leur installation dans ces communes exposées aux risques (figure 40). Ceux de Givors sont venus habiter là principalement pour les raisons familiales (65%) tandis que ceux de Feyzin qui ont été attirés par le bassin d'emploi (53%) sont autant que ceux qui sont venus par rapprochement familial. C'est aussi le paradoxe des zones industrielles à risques, puisqu'elles sont à la fois menace et ressource pour l'emploi qu'elles offrent. Notons que le cadre de vie est aussi cité par quelques répondants, malgré la présence des usines très proches à Feyzin.

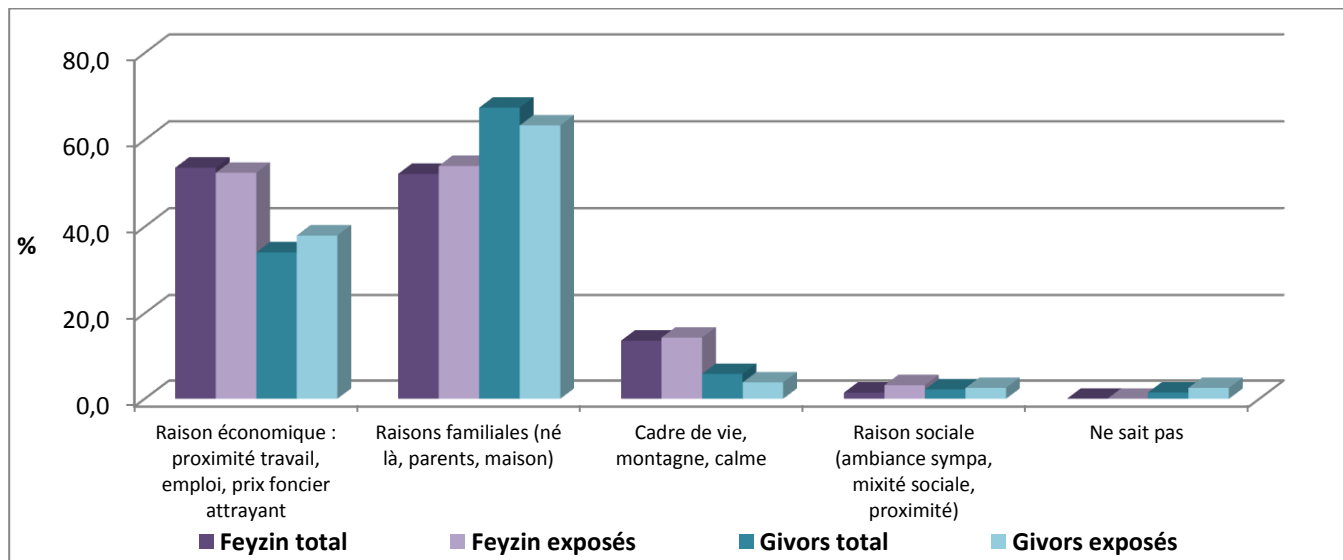


Figure 40: Les raisons de leur installation dans la commune, citées par les répondants de Givors et Feyzin (question posée : *Qu'est-ce qui vous a amené à habiter ici ?*).

Cette tendance se retrouve dans les raisons qui expliquent leur maintien dans ces zones. Les habitants interrogés citent comme avantage d'habiter là, pour près de 70% d'entre eux à Feyzin et 45% à Givors, l'offre d'emploi, le prix du foncier attractant par rapport à la proximité de l'agglomération lyonnaise (Figure 41). En seconde position à Feyzin (pour près de 40% des répondants), ils citent le cadre environnemental, le fait d'être à la campagne, le calme, la tranquillité, le fait de pouvoir accéder à un habitat pavillonnaire. A Givors, ce sont les avantages familiaux qui sont mis en avant à nouveau. Enfin le cadre social (ambiance sympathique) et les infrastructures disponibles (transports, écoles, commerces).

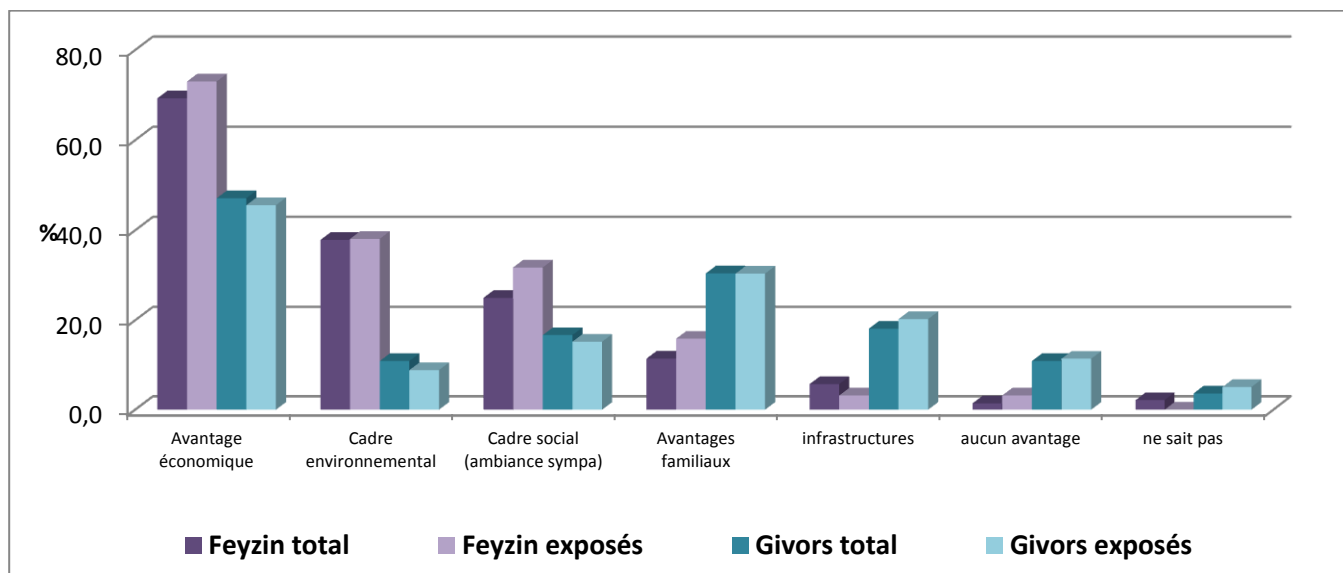


Figure 41: Les avantages d'habiter dans la commune, cités par les répondants de Givors et Feyzin (question posée : *Quels sont les avantages d'habiter ici ?*).

Le choix de communes périphériques à Lyon, plus abordables en termes d'accès au logement mais

bien connectée au réseau urbain, bien qu'elles soient aussi plus exposées aux risques, peut ainsi s'expliquer en partie par ces facteurs indépendants des menaces ou des moyens d'information sur les risques.

Si les habitants sont venus pour des raisons économiques et sociales et apprécient ces avantages au quotidien, considèrent-ils par ailleurs les risques auxquels ils sont exposés comme des inconvénients ou des problèmes importants dans leur quotidien ?

→ Inconvénients de leur lieu de vie et hiérarchisation des problèmes : quelle place pour les risques majeurs ?

Les inconvénients cités majoritairement par les répondants ne sont pas les menaces industrielles ou naturelles (figure 42). Ce sont les nuisances environnementales et la pollution pour Feyzin (40% des répondants totaux, 46% des répondants dont l'habitat est exposé aux risques), et la limitation des équipements et des services pour Givors (plus de 30% des givordins interrogés les citent). La menace industrielle est ensuite citée par ceux de Feyzin (30%). Sont également évoqués les problèmes de transport liés à l'éloignement de Lyon et les embouteillages, les problèmes sociaux liés à l'insécurité et au voisinage peu agréable. Notons qu'un pourcentage non négligeable pense n'y avoir aucun inconvénient à vivre ici, tandis que les menaces naturelles ne sont spontanément citées que très peu (moins de 5% de citation).

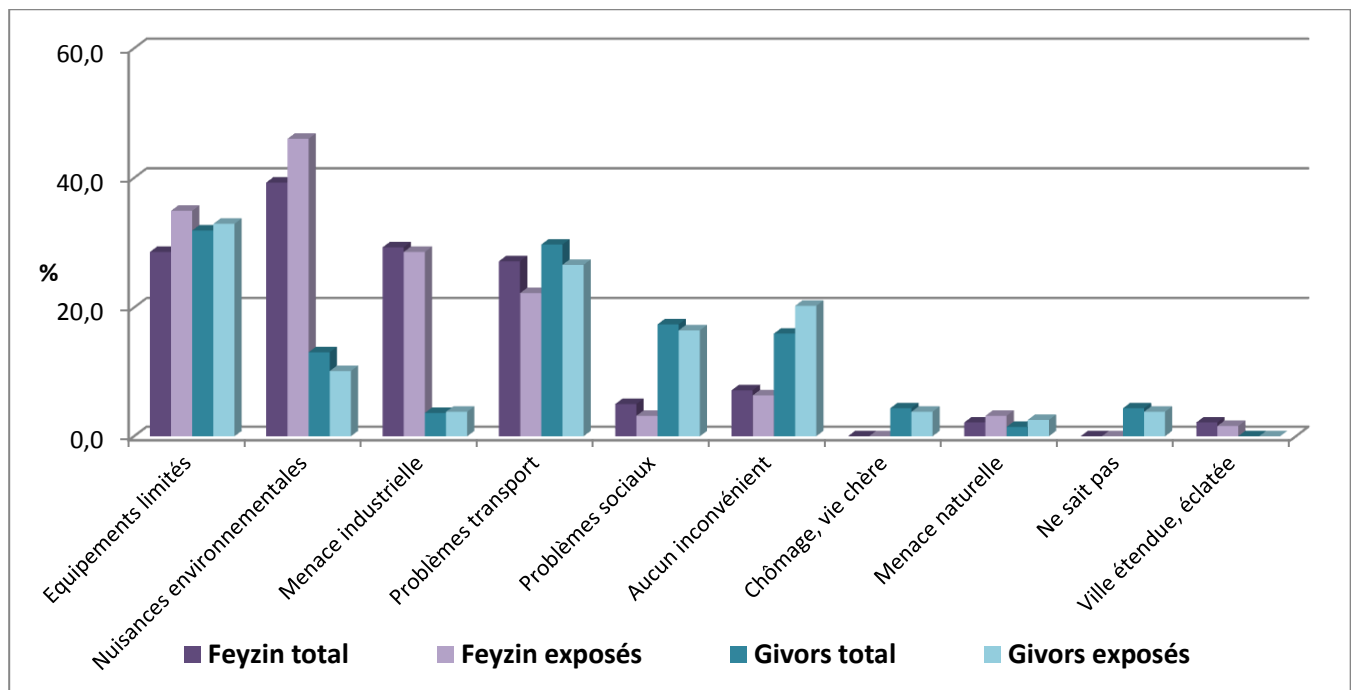


Figure 42: Les inconvénients d'habiter dans la commune, cités par les répondants de Givors et Feyzin (question posée : *Quels sont les inconvénients/problèmes/difficultés d'habiter ici ?*).

Il a aussi été demandé aux répondants de hiérarchiser les menaces/problèmes/difficultés auxquels ils devaient faire face en habitant ici (Figure 43).

Globalement, la modalité la moins citée en fréquences cumulées, est celle des risques industriels et naturels (41,4% des répondants), tandis que les modalités les plus citées sont les problèmes de santé (72%) suivi des problèmes financiers et économiques (66%).

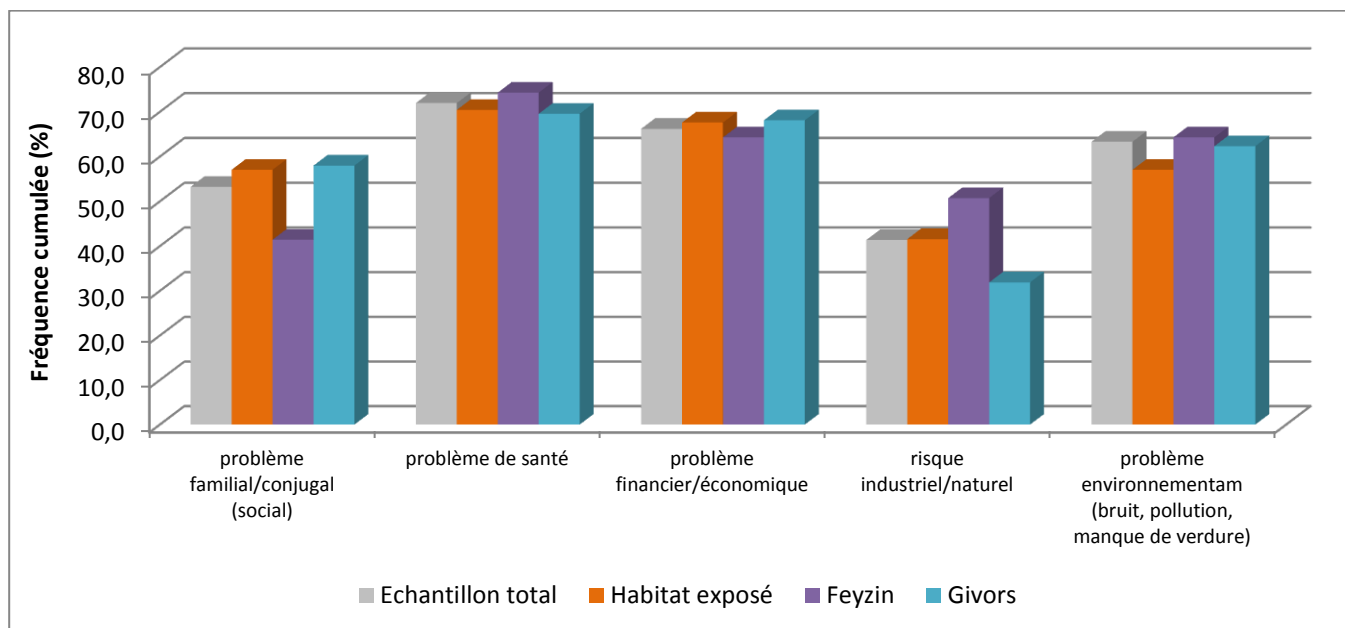


Figure 43: Comparaison de la hiérarchisation des problèmes par les répondants des différentes strates (question posée : *Quels sont les inconvénients/problèmes/difficultés d'habiter ici ?*).

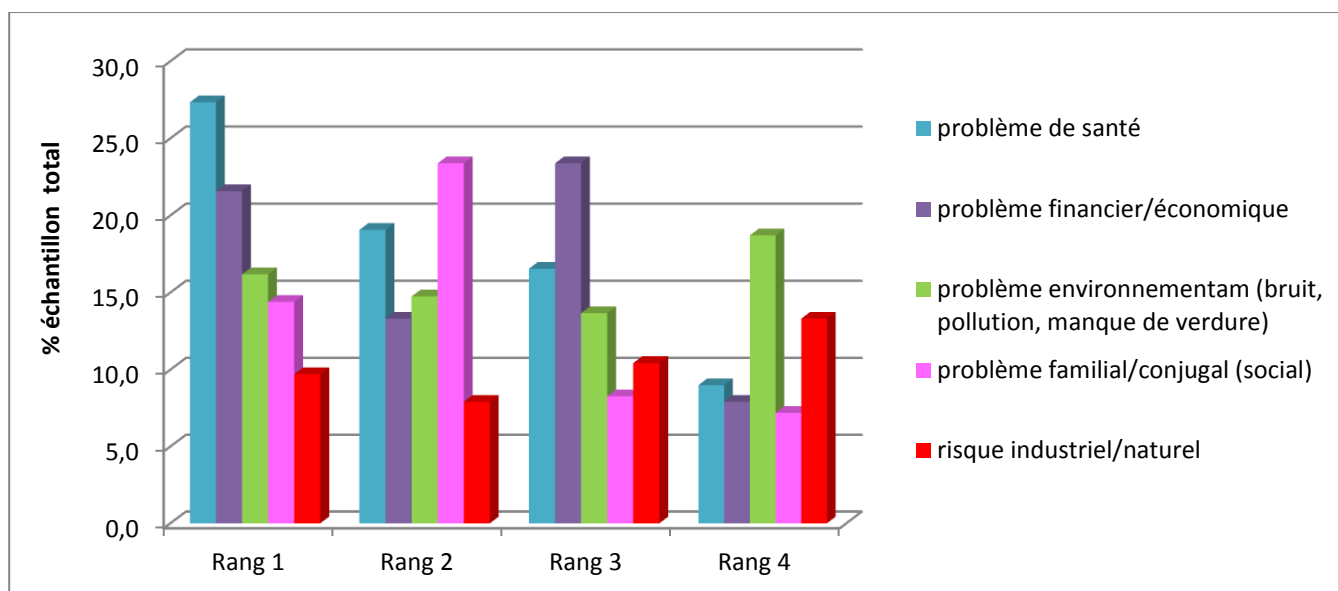


Figure 44: Hiérarchisation des problèmes par l'échantillon total (question posée : *Quels sont les inconvénients/problèmes/difficultés d'habiter ici ?*).

En termes de rang (figure 44), ce sont les problèmes de santé qui sont le plus cités en rang 1, suivi par les problèmes familiaux au 2^{ème} rang, les problèmes économiques en 3^{ème} rang, en enfin les problèmes environnementaux, devant les menaces industrielles et naturelles, qui n'apparaissent pas dans ce classement comme des problèmes principaux, ce qui confirme l'analyse des préoccupations en première partie.

Il existe des différences entre Feyzin et Givors (Figure 45). A Feyzin, les problèmes de santé sont largement prioritaires, devant les problèmes environnementaux puis économiques, tandis que pour Givors, c'est en première place qu'arrivent les problèmes économiques, puis les problèmes sociaux.

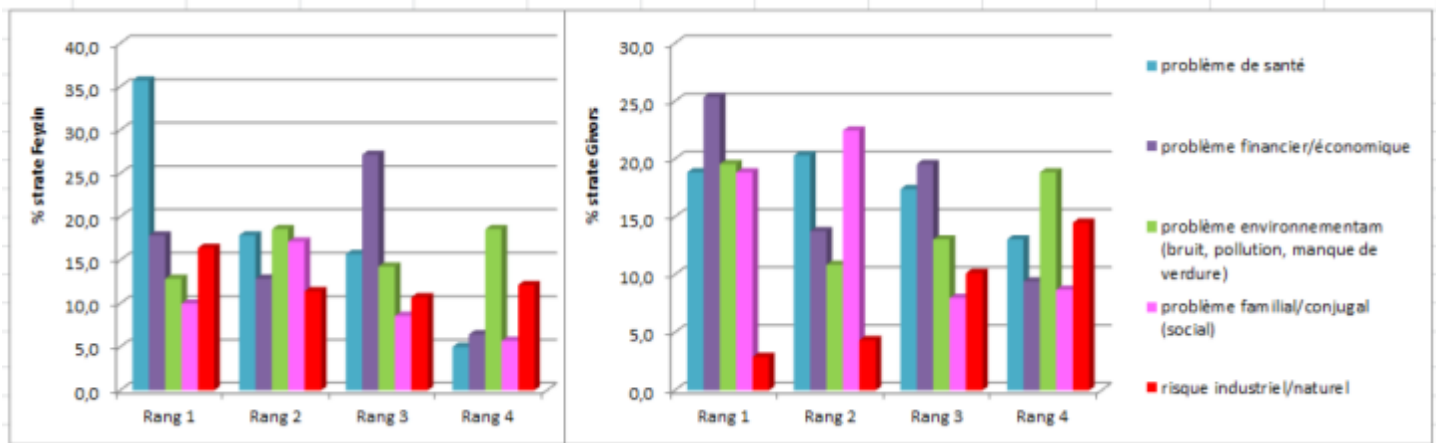


Figure 45: Comparaison de la hiérarchisation des problèmes entre Feyzin (à gauche) et Givors (à droite) (question posée : *Quels sont les inconvénients/problèmes/difficultés d'habiter ici ?*).

L'exposition aux menaces et la perception d'être exposé influencent-elles cette hiérarchisation ?

Le même calcul sur la strate des répondants dont l'habitat est exposé aux risques ne montre pas de différence. En revanche, il est intéressant de voir que sur les 13 répondants exposés qui perçoivent bien les risques et connaissent les consignes de sécurité, les risques arrivent au deuxième rang des citations cumulées même s'ils ne sont cités majoritairement qu'au 4^{ème} rang des problèmes. Sur la strate des 49 répondants exposés qui se perçoivent comme exposés, les risques arrivent au 3^{ème} rang des citations cumulées et au 4^{ème} rang des problèmes. A l'opposé, sur la strate des 93 répondants exposés qui ne se perçoivent pas comme exposés, les risques sont les problèmes les moins cités en fréquence cumulée.

EN BREF...

Ainsi, La question de la hiérarchisation des problèmes par les sondés révèle que **les risques majeurs sont loin des préoccupations premières des gens**. Quels que soient les moyens mis en œuvre dans les communes pour informer sur les risques, il semblerait qu'ils se doivent de prendre en compte le faible intérêt que portent les populations aux risques majeurs, qui sont de fait mis en balance avec d'autres problèmes ou menaces ancrés dans le quotidiens (**difficultés économiques, problèmes familiaux, soucis de santé principalement**). Ces facteurs sous-jacents expliquent aussi leur installation dans les zones à risques.

Cependant, si les préoccupations socio-économiques du quotidien arrivent toujours en première position quelle que soit la strate étudiée, on peut conclure que les personnes qui perçoivent bien les menaces auxquelles elles sont exposées, considèrent davantage les risques comme un problème important, pouvant mener à une implication plus grande pour connaître les moyens de protection. **L'enjeu de l'amélioration de la perception des risques est clair**, et plaide pour se pencher sur les facteurs liés à la communication sur les risques.

3.2.3 Les facteurs explicatifs liés à un défaut de communication sur les risques (B3)

Il s'agit dans cette dernière sous-partie explicative, de se pencher sur la dernière hypothèse : le manque d'efficacité ou l'absence des mesures institutionnelles d'information sur les risques majeurs peut expliquer le défaut de perception ces risques.

3.2.3.1 Connaissance des supports d'information existants et ressentis (H7)

→ Sentiment d'être bien informé ? (H7a)

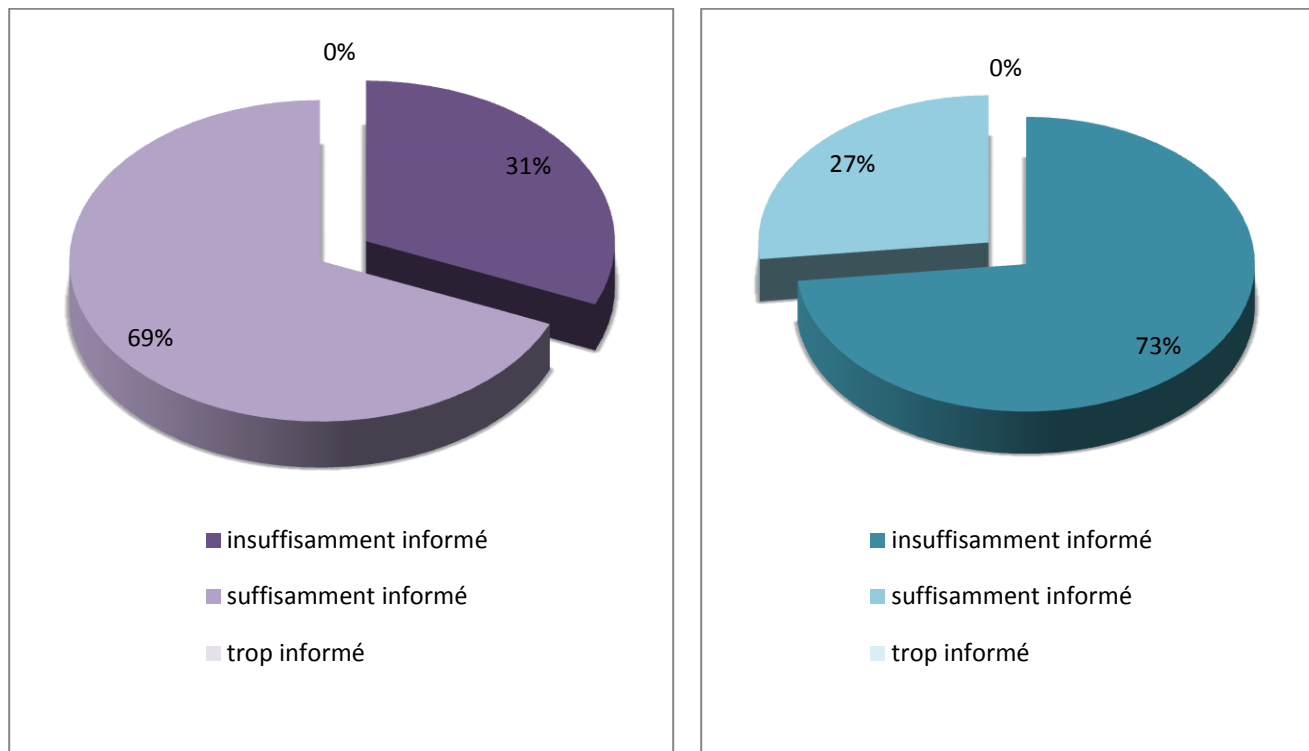


Figure 46: Sentiment d'être bien informé sur les risques majeurs à Feyzin (à gauche) et Givors (à droite) (question posée : Pensez-vous être suffisamment informé sur les risques ?).

Les résultats sont sans appel : la population sondée de Feyzin se considère bien mieux informée que celle de Givors (69% contre seulement 27% à Givors). Les efforts fournis par la municipalité de Feyzin sont donc reconnus indirectement par ses citoyens. Etant donné la meilleure perception générale des répondants de Feyzin par rapport à ceux de Givors, on peut dire que la bonne information est un facteur explicatif important de cette perception des risques.

➔ Connaissance des moyens d'information existants (H7b)

L'analyse des moyens de communication utilisés habituellement pour s'informer sur les risques majeurs par les répondants des deux communes confirment cette tendance.

	lieu d'habitation	Feyzin	Givors	TOTAL
moyens information total				
médias télévisés		26,4% (37)	54,3% (75)	40,3% (112)
journaux papier		26,4% (37)	22,5% (31)	24,5% (68)
radio		20,7% (29)	22,5% (31)	21,6% (60)
bouche à oreille		14,3% (20)	14,5% (20)	14,4% (40)
distribution brochure/tract		24,3% (34)	2,9% (4)	13,7% (38)
bulletin municipal		20,7% (29)	4,3% (6)	12,6% (35)
internet		8,6% (12)	13,8% (19)	11,2% (31)
aucun/jamais		2,9% (4)	13,0% (18)	7,9% (22)
au travail		10,0% (14)	2,2% (3)	6,1% (17)
par l'école		5,0% (7)	2,9% (4)	4,0% (11)
le DICRIM de la commune		5,0% (7)	0,0% (0)	2,5% (7)
le site internet de ma commune		4,3% (6)	0,0% (0)	2,2% (6)
affichage public		3,6% (5)	0,0% (0)	1,8% (5)
réunions publiques		2,9% (4)	0,0% (0)	1,4% (4)
Non réponse		0,7% (1)	0,7% (1)	0,7% (2)
Entraînement (spécifique aux employés communaux)		1,4% (2)	0,0% (0)	0,7% (2)
Formation pour les agents de la ville, Conférence riveraine, réunion tristrielle, ANA Risque		0,7% (1)	0,0% (0)	0,4% (1)
PPRT		0,7% (1)	0,0% (0)	0,4% (1)
expérience du lieu de vie		0,7% (1)	0,0% (0)	0,4% (1)
VISITE DE LA RAFFINERIE (NOUVEAUX ARRIVANTS)		0,7% (1)	0,0% (0)	0,4% (1)
autocollant avec pictogrammes		0,7% (1)	0,0% (0)	0,4% (1)
PANNEAUX LUMINEUX		0,0% (0)	0,7% (1)	0,4% (1)
mairie, le conseil général du Rhône		0,0% (0)	0,7% (1)	0,4% (1)
pas ce réponse		0,0% (0)	0,7% (1)	0,4% (1)
livres		0,0% (0)	0,7% (1)	0,4% (1)
alerte par téléphone		0,0% (0)	0,7% (1)	0,4% (1)
TOTAL		100% (253)	100% (217)	100% (470)

Figure 47: Moyens d'information utilisés pour s'informer sur les risques majeurs à Feyzin (à gauche) et Givors (à droite) (question posée : Par quels moyens entendez-vous parler des risques ?).

Ainsi, les moyens sont très variés, mais les répondants citent prioritairement les médias télévisés, les journaux . Notons qu'à Feyzin, 24,3% des répondants citent la distribution de tracts (s'agit-il du DICRIM ?), 5% seulement citent le DICRIM de manière explicite et spontanée, ils citent pour 21% aussi le bulletin municipal contre 4,3% seulement à Givors. Les moyens municipaux de Feyzin sont donc relativement bien reconnus. La radio et internet semblent également des sources d'information privilégiées. 13% des répondants de Givors disent ne jamais recevoir d'information sur les risques, mais aucun à Feyzin.

Cependant, globalement, on peut noter que spontanément, les répondants de Feyzin, qui bénéficient normalement d'une information abondante sur les risques, citent difficilement les moyens d'information existants (DICRIM, bulletin, site internet notamment).

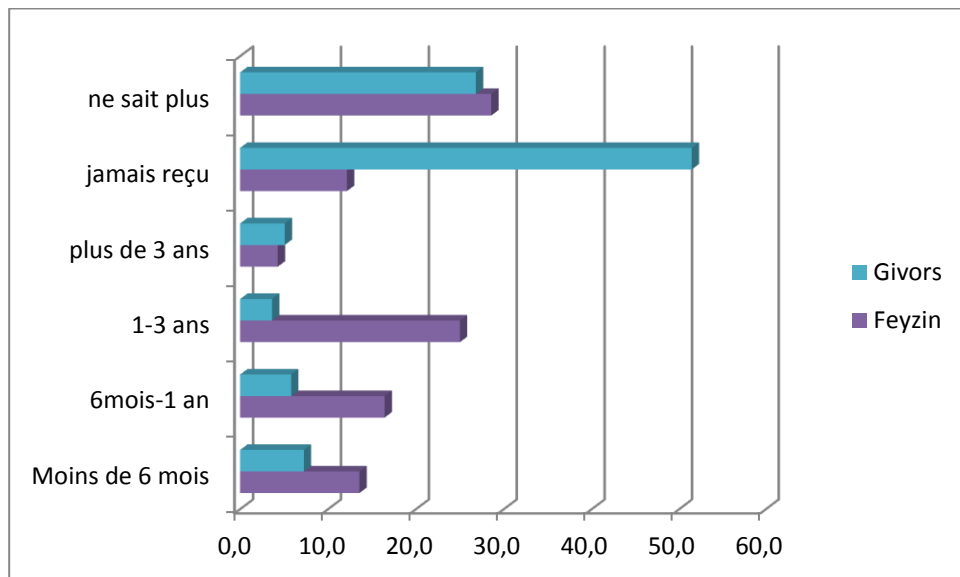


Figure 48: Dernière information sur les risques reçue à Feyzin (à gauche) et Givors (à droite).

La figure 48 confirme cette tendance : 51,6% des givordins disent ne jamais avoir reçu d'information sur les risques, contre seulement 12,1% à Feyzin. Les témoignages de durée sont variés, mais il faut noter le taux important de répondants qui ne se souviennent plus quand ils ont reçu une information pour la dernière fois, ce qui témoigne certainement d'un temps trop long. A Feyzin, il s'agissait pour 39,3% d'un courrier reçu par la poste (le DICRIM ?) et pour 20,7% du bulletin municipal (les autres citent divers moyens tels que les médias, les enfants via l'école, un exercice de simulation, internet, une réunion publique, des affiches). A Givors, au-delà des 38% jamais informés et des 22,5% ne sachant plus, ils évoquent de manière anecdotique le courrier, le bulletin les médias.

Ainsi, Les givordins se considèrent majoritairement mal informés, tandis que ceux de Feyzin se considèrent plutôt bien informés, même si le souvenir des moyens d'information reste vague, témoin d'une inefficacité relative des moyens d'informations pourtant importants sur la commune. Pourtant, 80% des répondants, que ce soit à Feyzin ou à Givors, pensent que c'est le maire qui devrait informer la population des risques (15% citent aussi les services de secours et les médias locaux). Et c'est la loi. Via le DICRIM.

Alors si spontanément les répondants ne pensent pas à citer le DICRIM, que pensent les répondants de ce document (si on leur pose la question directement), qui a été distribué en masse dans les 2 communes (information sûre pour Feyzin, mais moins sûre pour Givors) ?

3.2.3.2 Efficacité du DICRIM : connaissance, réception, mémorisation par les habitants de Feyzin

→ Connaissance du DICRIM (H8) et opinion sur le DICRIM (H9)

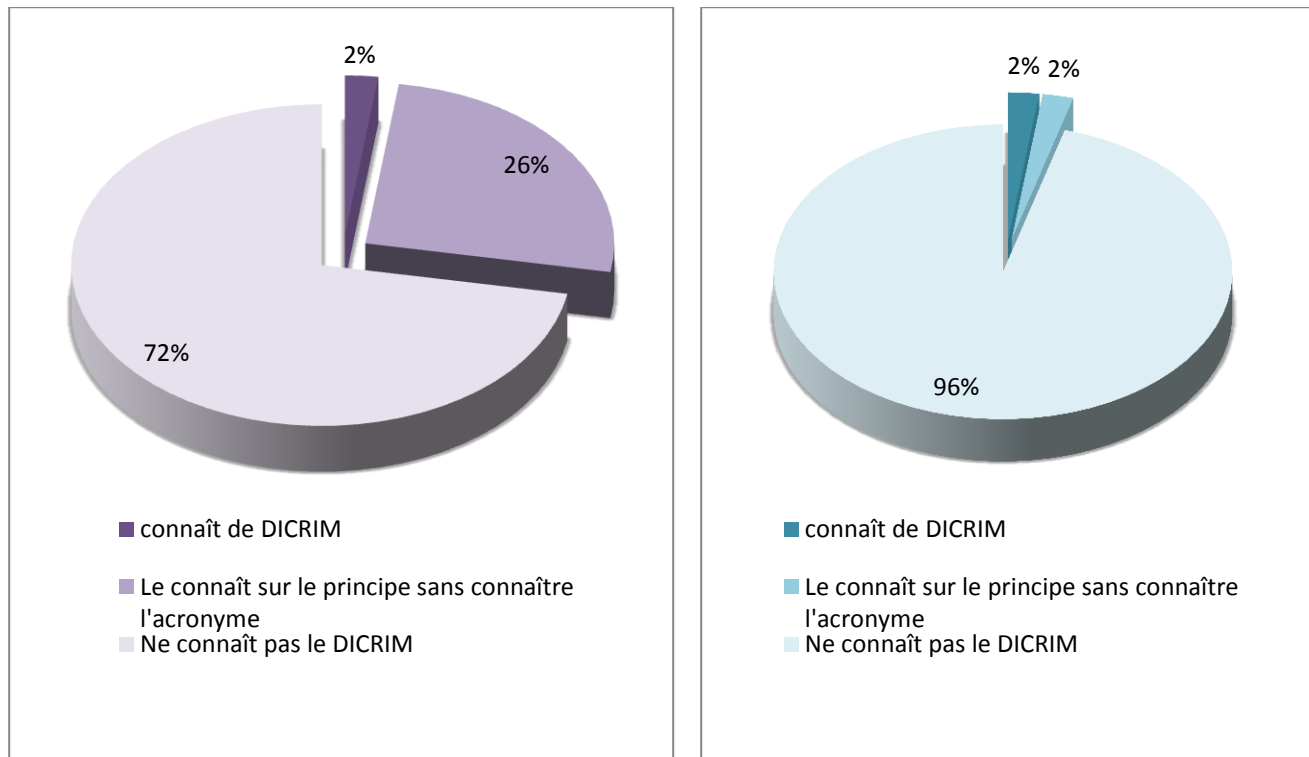


Figure 49: Connaissance du DICRIM à Feyzin (à gauche) et Givors (à droite) (question posée : savez-vous ce qu'est le DICRIM ?).

Les répondants de Feyzin connaissent mieux ce qu'est le DICRIM que ceux de Givors (28% contre 4,4%), mais le taux est très faible au regard des efforts fournis pour le distribuer.

Quel est l'impact du DICRIM sur la perception ? Etudions les résultats pour les personnes qui ont une bonne perception des risques (sur les critères commune perçue comme exposée aux risques naturels et industriels, connaissance d'au moins une consigne de sécurité en cas d'inondation ou d'accident industriel) : 41% savent ce qu'est le DICRIM, contre 27,8% pour l'échantillon total, ce qui signifie que la connaissance de ce qu'est le DICRIM a un impact sur la perception des risques, même s'il est peu significatif. Ce pourcentage est de 38% pour les gens exposés ayant conscience de l'être.

A ce moment de l'enquête, les enquêteurs présentent ce qu'est le DICRIM en montrant un extrait de celui de FEYZIN et de Saint Fons. Et ensuite vient la question : « Avez-vous déjà reçu le DICRIM ? lu ? conservé le DICRIM chez vous ? ».

Les réponses et pourcentage de connaissance et de réception du DICRIM plus élevés que précédemment (43,6% des répondants de Feyzin disent avoir déjà lu le DICRIM, alors que seulement 28% avaient dit le connaître) montrent qu'à Feyzin les gens ont oublié ce qu'est le DICRIM depuis sa réception, preuve que des piques de rappel fréquentes, tous les ans, seraient nécessaires, ou bien que le format papier envoyé n'est pas approprié.

32% ont reçu le DICRIM chez eux à Feyzin (17% de ceux qui l'ont reçu ne l'ont pas lu, et seulement 43% de ceux qui l'ont reçu l'ont conservé chez eux après l'avoir lu), contre seulement 0,7% à Givors, où presque la totalité des répondants disent n'avoir jamais lu le DICRIM.

Il existe une relation entre la perception et la réception/lecture du DICRIM, puisque les répondants exposés qui perçoivent leur exposition et ceux qui ont une bonne perception des risques sur leur commune et une bonne connaissance des consignes à Feyzin ont déjà lu ou reçu le DICRIM à 60% et

53% respectivement, pourcentages plus élevés que pour l'échantillon total.

D'ailleurs, parmi les répondants qui ont reçu ou lu le DICRIM, 90,5% des répondants estiment qu'il s'agit d'un bon moyen d'information sur les risques. Très peu de répondants pensent qu'il ne s'agit pas d'un bon moyen d'information. Pourtant, de nombreux répondants l'ont reçu et n'y ont pas prêté attention.

→ Mémoire des éléments du DICRIM (H10)

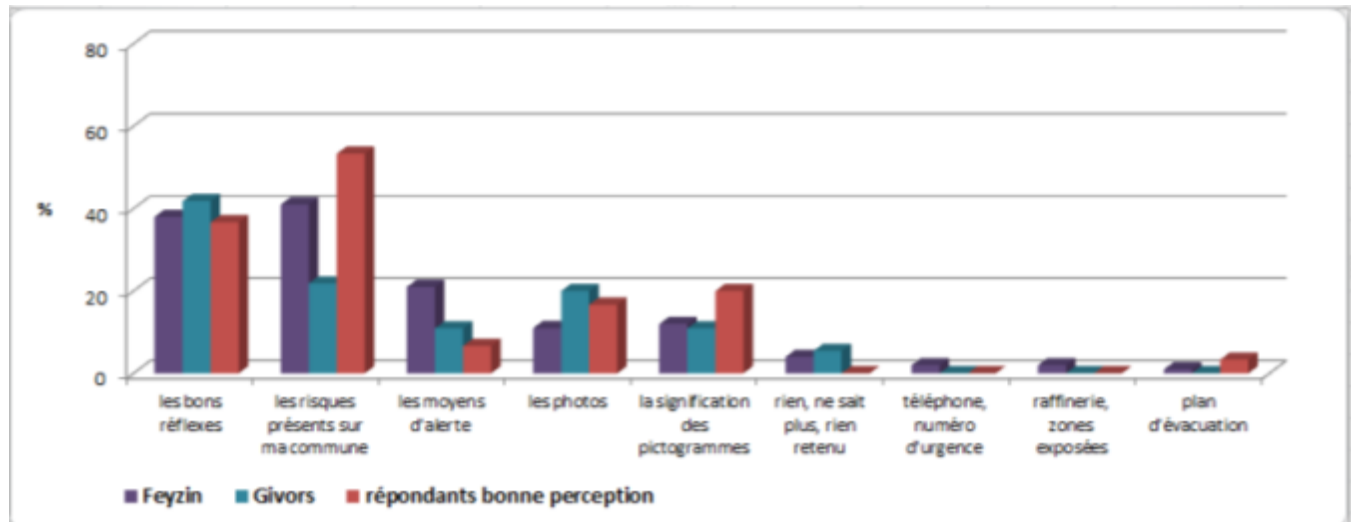


Figure 50: *Mémorisation par les répondants qui ont lu le DICRIM, des éléments du DICRIM à Feyzin (100 répondants) et Givors (55 répondants) (qu'avez-vous retenu de la lecture du DICRIM ?).*

Globalement, on remarque que ceux qui ont lu le DICRIM n'ont pas bien retenu quels éléments y figurent (figure 50). Seulement 40% à peine citent les bons réflexes et les risques présents sur la commune à Feyzin, chiffre qui tombe à 20% à Givors. Moins de 20% ont retenu le reste des éléments. La forme du DICRIM ne semble donc pas adaptée à une bonne mémorisation des éléments importants. Le DICRIM n'est donc qu'un moyen limité pour contribuer à informer sur les risques. D'ailleurs, si on applique la même analyse aux répondants qui ont globalement une bonne perception des risques et une bonne connaissance des consignes de sécurité (histogrammes orange), les résultats ne sont pas meilleurs, mis à part pour la mémorisation des risques présents sur la commune (53% au lieu de 41 et 22%). Au final, le DICRIM a certainement participé à construire leur connaissance sur les risques, mais ils ne retiennent pour autant pas ce qui était dans le DICRIM.

3.2.3.3 Connaissance et implication dans les structures de démocratie participative existantes pour la prévention des risques à Feyzin (H11)

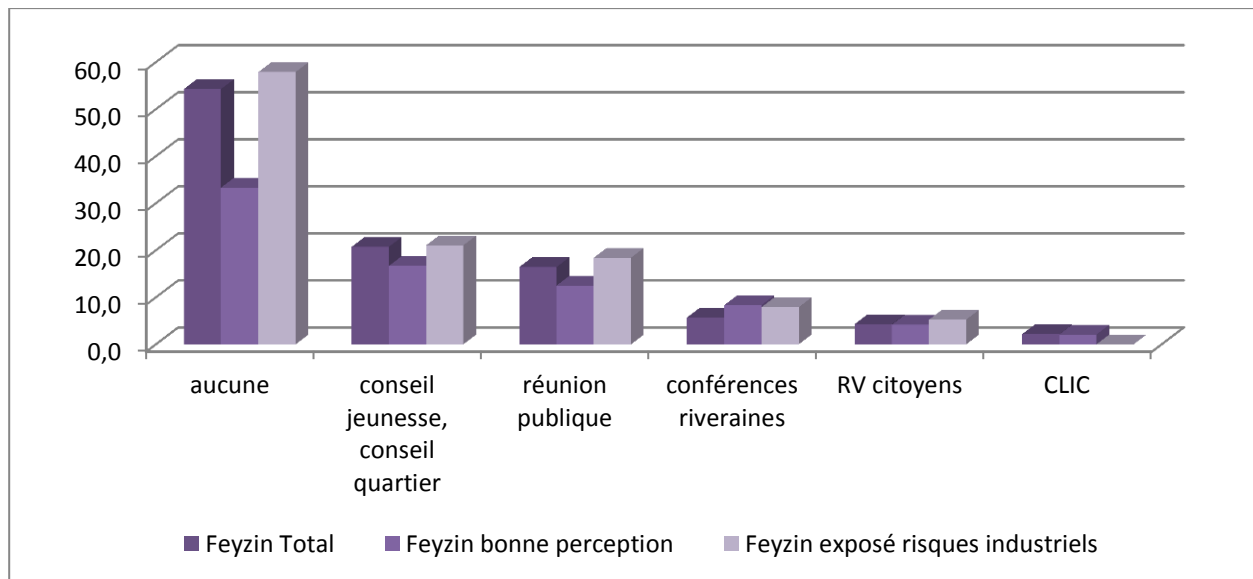


Figure 51: Connaissance des structures de démocratie participative existantes pour la prévention des risques à Feyzin.

Globalement les structures de démocratie participative existantes à Feyzin sont peu connues des répondants : 54,3% n'en connaît aucune. Les répondants exposés aux menaces industrielles sont encore moins connaisseurs (57,9%). En revanche il y a un lien entre la bonne perception des risques, et la connaissance des structures de participation sur la commune en lien avec les risques, puisque seulement 33% de cette catégorie de répondants n'en connaît aucune. Mais elles sont globalement peu connues, bien qu'à Feyzin la municipalité soit active en la matière. 20% environ citent le conseil Jeunesse, les réunions publiques sont citées autour de 15%. Les conférences riveraines, Rendez-vous citoyens et CLIC restent peu citées. A Givors, ces structures restent marginales, puisque 79% des répondants ne les connaissent pas.

Ces résultats ne sont pas encourageant pour poursuivre dans cette voie, cependant il s'agit de structures très ciblées et micro-locales, et il est possible que les personnes sélectionnées au hasard pour l'enquête ne soient pas parmi celles qui y participent.

EN BREF...

Facteurs aléa-centrés (B1) :

H4a : les gens exposés sur leur lieu d'habitation perçoivent mieux les risques que les autres (lien entre proximité source de danger et perception des menaces), surtout pour la menace industrielle

H4b ; les événements du passés (expérience vécue) est un facteur d'augmentation de la perception des risques industriels à Feyzin (conscience d'être exposé, préoccupation par les risques). Le temps de résidence peut jouer aussi. Les personnes les moins conscientes des risques sont celles habitant la commune depuis 10 à 20 ans. Les nouveaux arrivants et les anciens connaissent mieux les risques.

Facteurs socio-économiques (B2) :

H5 : le **niveau social** influence la perception des risques : si les CSP n'est pas un facteur décisif, le **niveau d'étude et la maîtrise de la langue française** sont déterminant, il faudra donc porter une attention particulière à adapter la communication par rapport à ce facteur. **L'accès à la propriété** est également important et améliore la perception de l'exposition de l'habitat, tandis que les familles avec enfants perçoivent également légèrement mieux les risques que les autres.

H6 : les **risques majeurs sont loin des préoccupations premières des gens, qui considèrent la santé et les difficultés économiques du quotidien comme prioritaires**. Les moteurs qui ont présidé à leur installation dans la commune exposée aux risques sont d'ailleurs d'ordre social et économique. Cela explique leur désintérêt et non préoccupation pour les risques majeurs, mis en balance avec d'autres préoccupation et contraintes quotidiennes. Cet élément apparaît comme essentiel dans la réflexion sur les vecteurs de communication sur les risques majeurs.

Facteurs liés à un défaut de communication sur les risques (B3):

H7a : les gens de Feyzin se considèrent beaucoup mieux informés que ceux de Givors, montrant une relative efficacité de la campagne de prévention opérée par la municipalité de Feyzin.

H7b : cependant, malgré une multitude des moyens d'information connus, le **DICRIM n'est que peu connu** et la majorité des répondants ont oublié à quand remonte la dernière information. La plupart des givordins disent ne jamais en avoir reçu.

H8 : 28% des gens de Feyzin contre 4,4% des givordins connaissent le DICRIM. Pourtant, 43,6% de ceux de Feyzin l'ont lu. Il y a un **lien entre DICRIM et perception des risques** (60% de ceux qui ont une bonne perception ont lu le DICRIM).

H9 et H10 : Si les gens estiment majoritairement qu'il s'agit d'un bon moyen d'information, les résultats montrent que les **éléments du DICRIM sont peu mémorisés**, même si ce document a participé à construire leur connaissance des risques.

H11 : la **moitié seulement des répondants de Feyzin connaissent au moins une structure de démocratie participative sur les risques**, même si ce moyens de communication proactive apparaît comme un vecteur à privilégier au regard des 70% de connaisseurs parmi ceux qui ont une bonne perception des risques.

→ **Des efforts de communication sur les risques doivent être faits dans les deux communes et tous ces éléments explicatifs doivent être pris en compte pour mieux adapter la stratégie aux territoires humains**

3.3 OBJECTIF C : Perspectives et recommandations de communication sur les risques majeurs

Dans cette dernière partie, trois pistes seront privilégiées dans une perspective de recommandations sur la communication au-delà des outils règlementaires, qui tiennent compte des résultats des 2 premières parties :

- Améliorer le DICRIM
- Diversifier les moyens d'information pour une meilleure adaptation aux parties prenantes du territoire
- Réfléchir à la prévention pro-active (participative)

Questionnement	Hypothèses
12. Quelle est leur opinion sur la forme idéale du DICRIM ?	H12a - Le DICRIM idéal doit être assez court, lisible, code couleur logique, avec des cartes plus lisibles H12b - Le support doit être mixte pour s'adapter à tous
13. Quels sont les moyens d'informations potentiels qui leur paraissent adaptés ?	H13a – Les moyens potentiels souhaités sont variés et nécessitent une stratégie adaptée (croiser sources) H13b – Les nouvelles technologies (réseaux sociaux, internet) sont plébiscitées par les jeunes
14. De quelle façon s'impliquent-ils dans la prévention des risques ? Seraient-ils prêts à s'impliquer davantage via les structures de démocratie participative ou RCSC ?	H14a - Ils ne sont pas forcément prêts à s'impliquer davantage dans les structures spécifiques « risques » (RCSC) H14b – D'autres structures locales peuvent être considérées comme de bons vecteurs de participation à la gestion des risques

3.3.1 Améliorer le DICRIM sur le fond et la forme (H12)

➔ L'adapter davantage au territoire communal sur le fond

Lors des enquêtes, de nombreux répondants ont souligné l'importance que ce document soit le plus adapté possible à la commune, dans l'objectif que les citoyens se retrouvent dans le document et se l'approprient. Ils doivent reconnaître leur territoire de vie en le lisant.

Quels sont les différents éléments importants pour faciliter cette identification sur le fond ?

- Parler des événements du passé pour chaque type de menace (nous avons vu qu'il s'agissait d'un facteur déterminant dans la perception des risques) et y mettre si possible des photographies anciennes ou des témoignages d'anciens de la commune. La possibilité de faire un parallélisme photographique « avant/après » est une possibilité intéressante qui faciliterait la reconnaissance des lieux exposés par les lecteurs.

Valoriser l'expérience du passé

A Névache (semaine participative, mai 2011), le PGB avait prévu une exposition photos et film sur les événements du passé. Ces supports de réflexion avaient été très bien perçus par les participants qui ont réagi sur leur connaissance et leurs souvenirs. De même à Bourg Saint-Maurice (autre maquette réalisée en 2010), un groupe de discussion avait été organisé avec les retraités d'une maison de repos, à partir de photographies anciennes. Cela avait permis de récolter des informations très intéressantes sur les événements du passé.

- Multiplier les points de repère : y mettre des photographie de la commune, mais aussi des cartes de localisation des zones menacées, des plans d'évacuation. La forme des cartes est un point sensible que nous aborderons dans la partie suivante.
- Personnaliser le document : y mettre des photos et citations de personnes travaillant en mairie ou dans les services de secours.
- Le territoire est diversifié au niveau des types de menaces et tous les quartiers ne sont pas concernés par tous les risques. Serait-il possible d'imaginer un DICRIM interactif adapté aux différentes situations ? Faire un DICRIM par quartier qui soit totalement adapté aux besoins des populations concernées, apparaît comme une possibilité.

INTEGRER EXTRAIT DICRIM POUR MONTRER

→ Une forme irréprochable : les incontournables

Le questionnaire a permis de sonder l'opinion des répondants de Feyzin et Givors sur la forme idéale du DICRIM, à partir des extraits des DICRIM de Feyzin et Saint Fons.

Globalement, les répondants estiment à 62% que ces DICRIM sont pratiques sur la forme (livret manipulables). 71,4% des répondants de Feyzin sont satisfaits de leur DICRIM. Quelques points de forme ont cependant été soulevés :

Au niveau de la **longueur du DICRIM**, la majorité des gens interrogés préféreraient avoir un DICRIM plutôt court et synthétique qu'un document détaillé trop long.

Concernant le DICRIM de Feyzin, 30% le considèrent comme trop long, 41,4% le considèrent suffisamment long, ce qui confirme cette tendance.

A Givors, les répondants ont réagi sur les extraits des DICRIM de Saint-Fons et Feyzin : ils plébiscitent également un DICRIM assez court, 18,1% estiment que les extraits des DCRIM présentés sont trop longs, 14,1% suffisamment long.

La couleur : elle apparaît importante, mais il faut qu'il n'y en ait pas trop et qu'elle soit bien adaptée avec un code couleur « fil directeur » au long du DICRIM. Attention, le rouge est à prohiber selon Christelle Champion, couleur de la catastrophe : elle peut effrayer inconsciemment les lecteurs. N'oublions pas qu'ils peuvent mettre en place des stratégie d'autodéfense en se persuadant que leur habitat est un lieu sécurisé. Il faut privilégier les couleurs du dynamisme connotées « action et protection » (bleu, vert, violet), plutôt que les couleurs de la peur et du drame (rouge, noir).

Les schémas doivent être privilégiés par rapport au texte, et cela va dans le sens d'une adaptation aux spécificités humaines. Nous avons vu qu'une proportion d'étrangers parlant mal français était à considérer. Pour eux, il faut privilégier les schémas, les dessins explicitent, les pictogrammes plus que le texte.

La taille des caractères : attention, les textes doivent être lisibles pour les personnes qui ont des difficultés à voir.

Les cartes : 53,6% des répondants de Feyzin et 42,8% de ceux de Givors les jugent utiles à la compréhension du document. Ces avis mitigés sont liés à la qualité des cartes présentées. En effet, les cartes doivent être assez grosses. L'âge est un facteur important (figure 52). Par exemple, globalement, la carte d'inondations de Feyzin (figure 53) a été jugée majoritairement trop petite, mal expliquée et sans point de repère (éléments connus du territoire pour aider les gens à se repérer) par certains répondants. Les plus de 60 ans la considère trop petite pour 35% d'entre eux.

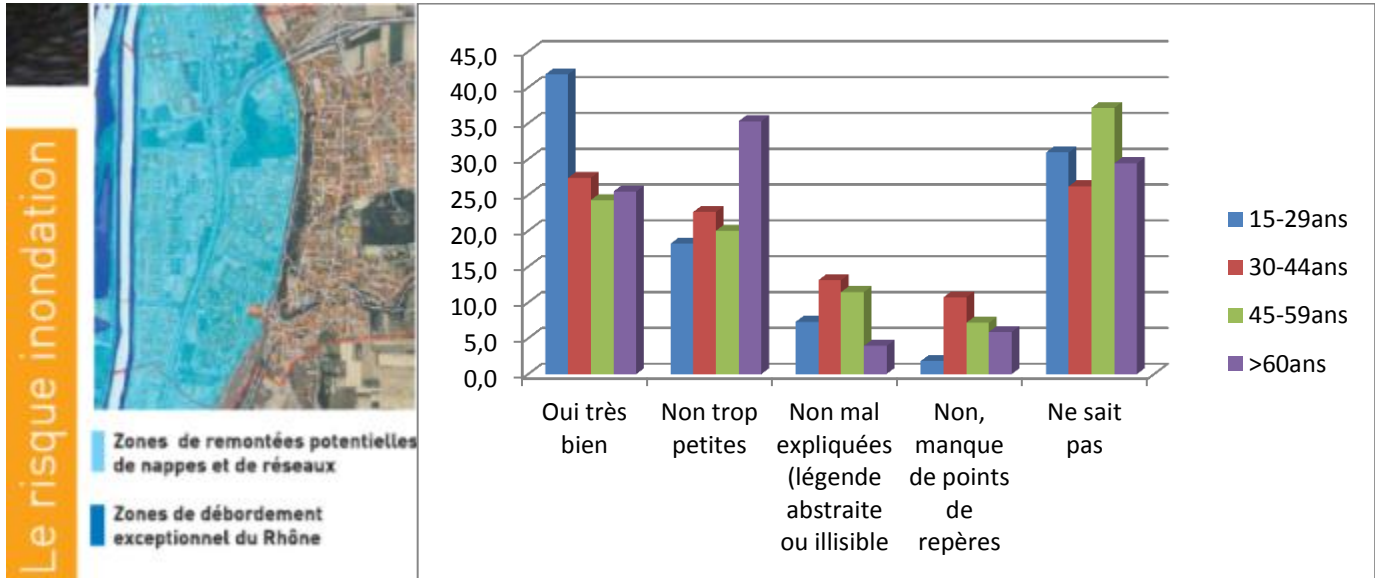


Figure 52: extrait du DICRIM de Feyzin (carte inondation) et lisibilité des cartes des DICRIM présentés aux sondés en fonction des classes d'âge (question posée : les cartes du DICRIM vous paraissent-elles lisibles ?)

→ Comment diffuser efficacement le DICRIM selon les répondants ?

Globalement, les répondants préfèrent une diffusion d'un DICRIM papier plus qu'internet, même si 40% de ceux de Feyzin et 20% de ceux de Givors souhaiteraient une diffusion double par brochure et par internet. Le support numérique est préféré par les plus jeunes. Cependant, on voit que la distribution de brochure par courrier n'a pas été efficace au vu des résultats de la connaissance du DICRIM et de la réception : 59% à Feyzin et 99% à Givors disent ne pas l'avoir reçu.

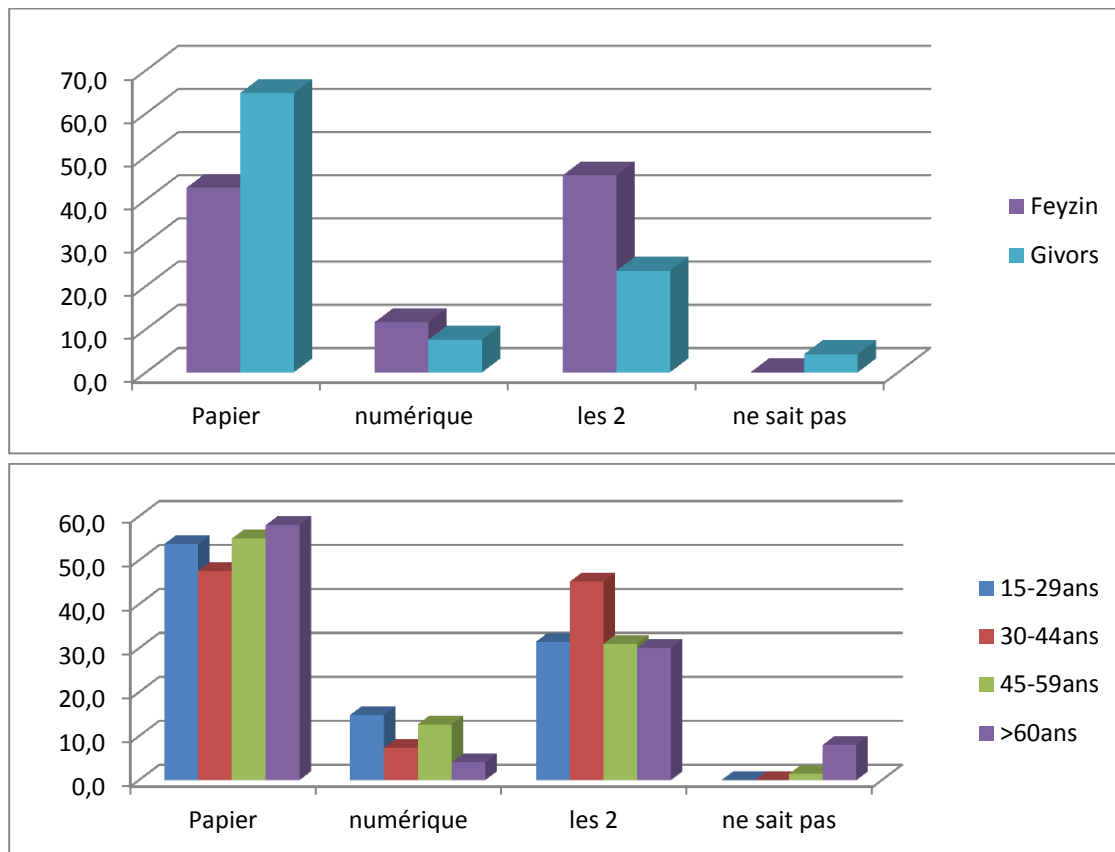


Figure 53: Support de diffusion du DICRIM voulu, selon les répondants de Feyzin et Givors, puis selon l'âge

Ces résultats plaident donc pour une diffusion sur supports multiples...

3.3.2 Multiplier les supports de communication pour s'adapter à tous les profils des parties prenantes sur le territoire (H13)

➔ les moyens d'information plébiscités par les répondants

Les résultats montrent que les moyens d'information souhaités sont multiples. Globalement à Feyzin comme à Givors, la réception de documentation par affiche et plaquette (courrier) est le moyen d'information le plus plébiscité par les répondants (45% et 52,9% des répondants le citent).

Le 2^{ème} moyen le plus cité est celui des médias et d'internet (22,1% à Feyzin et 26,1% à Givors), vient ensuite les réunions publiques (9,3% et 10,1%).

D'autres idées ont été émises, comme participer à des exercices de simulation, visiter des sites à risque, suivre des formations spécifiques, recevoir des SMS. L'école semble être un vecteur intéressant, ainsi que l'utilisation des journaux et bulletins locaux.

lieu d'habitation	Feyzin	Givors	TOTAL
moyens autres total			
Non réponse	1,4% (2)	0,0% (0)	0,7% (2)
recevoir documentation (affiche, plaquette)	45,0% (63)	52,9% (73)	48,9% (136)
médias, documentation, internet	15,0% (21)	20,3% (28)	17,6% (49)
assister réunion publiques	9,3% (13)	10,1% (14)	9,7% (27)
ne sait pas	10,0% (14)	5,8% (8)	7,9% (22)
réseaux sociaux	5,7% (8)	8,0% (11)	6,8% (19)
consulter internet	7,1% (10)	5,8% (8)	6,5% (18)
participer exercices simulation	3,6% (5)	8,0% (11)	5,8% (16)
visiter sites à risque	2,1% (3)	5,1% (7)	3,6% (10)
suivre formations spécifiques	0,7% (1)	5,8% (8)	3,2% (9)
pas de moyens autres que ceux existant déjà	0,7% (1)	0,0% (0)	0,4% (1)
porte à porte de la part des élus locaux	0,7% (1)	0,7% (1)	0,7% (2)
journal local/ECHO DE FEYZIN	0,7% (1)	1,4% (2)	1,1% (3)
SMS	1,4% (2)	0,0% (0)	0,7% (2)
formation personnel recevant enfants	0,7% (1)	0,7% (1)	0,7% (2)
DVD	0,7% (1)	0,0% (0)	0,4% (1)
a l'école	0,7% (1)	0,0% (0)	0,4% (1)
SUR LES ECRANS DE LA MAIRIE	0,0% (0)	0,7% (1)	0,4% (1)
N'A PAS ENVIE D'EN RECEVOIR	0,0% (0)	0,7% (1)	0,4% (1)
téléphone	0,0% (0)	0,7% (1)	0,4% (1)
TOTAL	100% (148)	100% (175)	100% (323)

Figure 54: Support de diffusion du DICRIM voulu, selon les répondants de Feyzin et Givors, puis selon l'âge

Si l'on se base sur les résultats de Feyzin, on pourrait conclure que la clé pour obtenir un plus grand sentiment d'information sur les risques majeurs reposerait sur une multiplicité des moyens d'information ; la méfiance des habitants de Névache vis-à-vis de tout ce qui provient de l'administration publique soulevée par la précédente enquête de terrain vient corroborer cette hypothèse.

Les différentes catégories de sondés analysés dans cet état des lieux révèlent encore quelques profils différenciés sur les moyens d'information.

Si l'on se penche sur le genre, la tendance demeure la même Givors tandis qu'à Feyzin ce sont les hommes qui sont majoritairement informés (31%) par les médias télévisés tandis que les femmes le sont principalement par les journaux papier (34%).

L'analyse en fonction des CSP permet de mettre en évidence que dans les trois catégories les plus sondées à Givors, si les sans activité et employés sont majoritairement informés par les médias télévisés (respectivement 54% et 63%), les retraités le sont majoritairement par les journaux papiers (52%) mais on note qu'ils évoquent en deuxième moyen d'information les médias télévisés (43%).

Ceci permet de démontrer, si cela avait encore besoin de l'être, qu'une information basée uniquement sur les médias télévisés ne permet pas une information suffisante sur les risques majeurs.

→ les nouvelles technologies (internet, réseaux sociaux)

La population interrogée pense à 58,1% qu'Internet et les réseaux sociaux faciliteraient l'accès à l'information. 35,4% pensent qu'il ne serait pas judicieux d'utiliser ces moyens. Cette dernière catégorie de la population a en effet suggéré que tout le monde ne dispose pas d'ordinateur chez soi, notamment les personnes âgées. Mais surtout ces habitants ont émis le fait qu'en cas d'incident majeur, ils n'auront pas le temps de regarder sur Internet ou sur les réseaux les informations sur les risques, ou encore, ils n'auront pas la possibilité d'allumer un ordinateur en cas de coupure d'électricité par exemple.

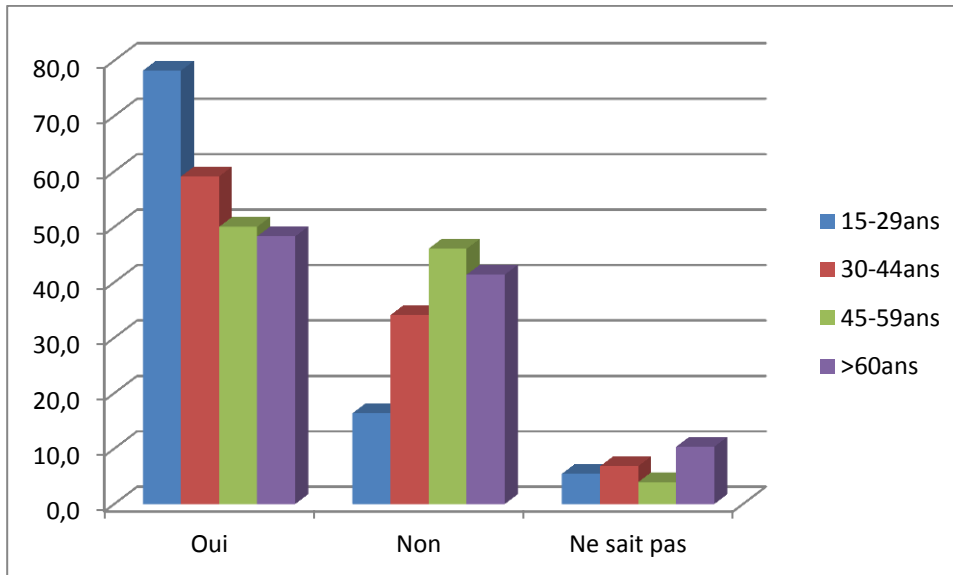


Figure 55: Support de diffusion du DICRIM voulu, selon les répondants de Feyzin et Givors, puis selon l'âge

Lorsque l'on regarde de plus près l'âge des habitants interrogés (Figure 55) on constate que les 15-29 ans sont très favorables à l'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux pour s'informer (78,2% de oui). De même avec les 30-44 ans, avec 59,1% des personnes interrogées favorables contre 34,1% de non. Pour les catégories des 45-59 ans et des plus de 60ans, l'écart entre le oui et le non à l'utilisation d'Internet se réduit considérablement. A peine 50% des personnes interrogées pense Internet utile à la prévention des risques. Chez les plus de 60 ans 10,7% ont répondu ne pas savoir.

→ remise en question de la communication de masse et démarche de marketing territorial par cible

Les différentes études menées jusqu'à présent ont démontré que la méthode de la communication de masse ne fonctionne plus.

Givors et Feyzin ont fait partie des communes concernées par la campagne d'information sur les risques industriels majeurs lancée par la DRIRE (Direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement) en 2008, basée sur une communication de masse. Plus de 700 000 brochures ont été distribuées auprès des 1,2 millions d'habitants de 186 communes du Rhône Alpes. Près de 50 000 affichettes ont été envoyées aux entreprises de plus de 50 salariés, aux mairies et aux immeubles de plus de 15 logements¹².

¹² Bilan de la campagne d'information de 2008, <http://www.lesbonsreflexes.com/actualites/article/75/Bilan-de-la-cMPagne-2008.html>

Or, à la question « Quand avez-vous reçu une information sur le risque pour la dernière fois ? » (cf. *partie précédente*), 29% des personnes interrogées répondent ne pas savoir et 31% disent n'avoir jamais reçu d'information sur les risques. DE même pour le DICRIM, nous avons vu que sa distribution n'avait que très modestement porté quelques fruits (conséquences sur la perception, réception), et beaucoup de personnes cibles n'ont pas été touchées par cet envoi, ou alors l'ont été et ont oublié rapidement les informations.

Aux vues de ces résultats, la communication de masse apparaît comme une perte de temps et d'argent. Cependant, paradoxalement, à la question « Par quels moyens aimeriez-vous être informé sur les risques ? », la population interrogée opte massivement pour de l'envoi de documentation...

Tout cela plaide encore pour une multiplication des moyens de communication, et pour une adaptation de ces moyens par cible, en fonction des critères pertinents, l'âge apparaissant comme prioritaire. Il s'agirait ainsi d'une **démarche de marketing territorial par cible** :

- Médias télévisés et oraux pour cibler les étrangers
- Documentation écrite (avec attention particulière portée sur la lisibilité des documents) et utilisation des médias locaux pour cibler les personnes plus âgées
- Internet et réseaux sociaux (facebook, Twitter) pour les plus jeunes.

La catégorie des jeunes (en études primaires et secondaires) est particulièrement intéressantes dans une telle démarche de communication adaptée, le jeune public étant considérée comme les citoyens de demain, et aussi un vecteur pour toucher les parents. De fait, les jeunes sont souvent la cible d'opération de sensibilisation via les écoles et les établissements secondaires.

Nous avons pu constater lors des enquêtes, que certaines jeunes personnes encore scolarisées interrogées sur la commune de Feyzin nous ont parfois raconté que les risques industriels étaient traités en cours, notamment sous forme d'exposés.

Récemment, l'IFFORME a lancé à Lyon une campagne de sensibilisation du très jeune publique dans les écoles maternelles et primaires, par le théâtre.

A Névache également, l'opération de gestion intégrée des risques s'est intéressée au vecteur scolaire pour mettre en place des activités autour des risques et une réflexion sur les programmes est en cours.

Lors de la campagne d'information de 2008, l'action Reflex'Junior a été menée auprès des 24 établissements scolaires (collèges et lycées). Le bilan de l'action a démontré que plus de 30% des élèves interrogés ont retenu l'ensemble des consignes de sécurité, ce qui pour une première campagne à échelle régionale, s'avère être un bon résultat¹³. Ainsi les conférences-débats apparaissent un bon moyen d'informer les jeunes. L'intervention de professionnels, qu'ils fassent partie du secteur privé ou public semble retenir l'attention des jeunes et les intéresser.

Aujourd'hui, des formations sont dispensées aux élèves de classe de 5^{ème} dans le cadre de l'attestation scolaire de sécurité scolaire (ASSR). Pour eux, c'est une première sensibilisation au code de la route. Dans le cadre d'une campagne d'information et de prévention des risques, il pourrait être intéressant d'organiser ce type de formation sur, par exemple, les consignes de sécurité à respecter en cas de phénomène naturel ou industriel et dont les élèves garderont un souvenir. Imprégnés de ce souvenir les adolescents seront en mesure de transmettre une mémoire du risque.

Les sorties sur le terrain avec explications des différents phénomènes sont également un bon moyen pour sensibiliser les jeunes à leur environnement et aux risques qui les entourent.

¹³ Bilan de la campagne d'information de 2008, <http://www.lesbonsreflexes.com/actualites/article/75/Bilan-de-la-caMPagne-2008.html>

Nous avons vu également que l'expérience passée était un facteur important favorisant la perception des risques. Une approche intergénérationnelle pourrait améliorer nettement la transmission de ce savoir par l'expérience.

A Névache, les anciens sont venus témoigner leurs expériences des avalanches et des crues auprès des élèves de l'école primaire, transmettant ainsi leurs connaissances et leurs expériences aux plus jeunes. Toujours dans le cadre d'une approche intergénérationnelle, les élèves de l'école primaire de Névache ont confectionné une maquette de leur territoire. Une fois leur travail achevé, leurs parents sont venus découvrir la maquette. Par la suite, les adultes ont été amenés à travailler sur la maquette réalisée par leurs enfants afin de la compléter. Cette collaboration enfants/parents aura été fructueuse. La réalisation de la maquette et les informations retenues lors des témoignages des anciens a montré qu'une génération peut entraîner dans sa lancée une autre génération. Une approche intergénérationnelle permettrait ainsi de dynamiser une cible comprenant différentes générations.

Les personnes âgées apparaissent ainsi comme des personnes ressources en matière de communication sur les événements passés. Il serait judicieux de les impliquer davantage dans une démarche préventive qui impliquerait davantage la population, proactive, participative, ou « bottom-up »...

3.3.3 Quid d'une prévention proactive (vers une gestion des risques participative) (H14) ?

Dans de nombreux pays tels que le Brésil ou l'Indonésie, l'approche *bottom-up* fait déjà ses preuves¹⁴. Elle est défendue par les grandes instances internationales (Hyogo) dont les directives restent cependant théoriques et peu appliquées. Ce type de gestion se doit d'être complètement adapté au territoire, et de fait il apparaît impossible de produire des guides pratiques généraux pour l'appliquer (même si différents essais de *guidelines* ont déjà été publiés pour aider les gouvernements locaux à le mettre en place, cf. Kaffle & Murshed, 2006, Benson & Twigg, 2001 par exemple).

En France, la législation en matière de risques a évolué avec la loi de modernisation de la Sécurité Civile et l'instauration des Réserves Communales de Sécurité Civile, non obligatoires, mais visant une plus grande participation de volontaires issus de la population civile. Il en existe déjà bon nombre, mais il apparaît difficile de la mettre en place et de la faire fonctionner.

→ La perspective d'une RCSC ?

La RCSC peut apparaître comme une solution pour Feyzin (peut-être encore trop tôt pour Givors).

La RCSC peut être un groupe de personnes ressources en cas de crise, mais aussi en matière de prévention, ses membres pouvant être des personnes relai dans l'information aux populations.

Le questionnaire a permis de sonder la population de Givors et de Feyzin sur sa réceptivité à faire partie d'une RCSC dans le cas où la municipalité des deux communes souhaiterait en créer une.

¹⁴ P. Texier, *Thèse sur la vulnérabilité et réduction des risques liés à l'eau dans les quartiers informels de Jakarta*, novembre 2009, page 272.

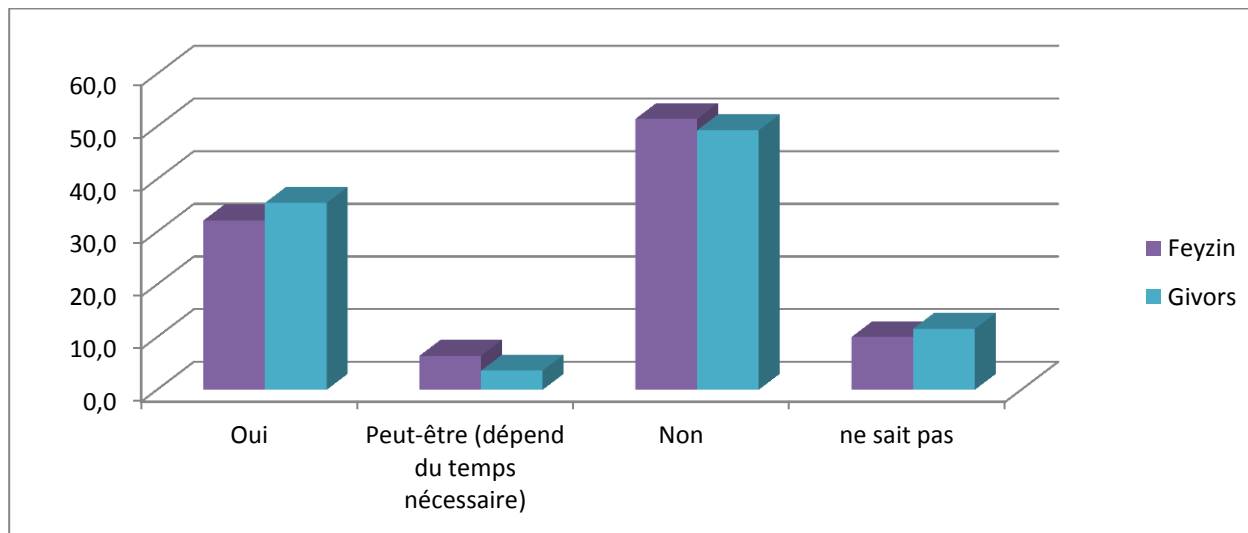


Figure 56: Intention de faire partie d'une RCSC si l'occasion se présentait à Feyzin et Givors (question posée : Si les autorités locales lançaient un appel à candidature pour créer une réserve communale de sécurité civile, seriez-vous prêt à vous porter candidat ?)

En effet, à la question « souhaiteriez-vous participer à une réserve communale de sécurité civile (RCSC) si la municipalité vous le proposait ? », 32,1% et 35,5% des personnes interrogées à Feyzin et Givors répondent positivement. Autour de 5% se déclarent éventuellement prêt en fonction du temps que cela prendrait et 10% ne savent pas. La moitié déclare ne pas souhaiter en faire partie.

Pourquoi la population ne souhaite-t-elle pas se mobiliser ? La difficulté à mobiliser une population peut s'expliquer par un manque de confiance envers le système participatif ou envers le système institutionnel. D'une part, les citoyens estiment n'avoir qu'une faible capacité d'influence sur les autorités, d'autre part, ils considèrent que leurs avis ne sont pas écoutés. Ils ne souhaitent donc pas se mobiliser. Beaucoup ne connaissent pas les structures de participation existantes (76% à Givors, 50% à Feyzin).

Sur la moitié de répondants défavorables à se mobiliser au sein d'une RCSC, 23,6% invoquent comme raison le manque de temps disponible et 14% leur âge trop avancé.

L'âge serait-il un frein à en faire partie ? Dans la mission de prévention, nous avons vu que les personnes âgées ayant l'expérience des événements passés pourraient être personnes ressources. A l'opposé les jeunes et leur dynamisme peuvent être des moteurs dans l'organisation en cas d'événement.

Comment ces classes d'âge réagissent-elles par rapport à la perspective de faire partie d'une RCSC ?

Les résultats (figure 57), montrent que les plus âgés sont les moins enclins à en faire partie, suivis des plus jeunes, invoquant respectivement leur âge ou leur manque de disponibilité. Les 30-59 ans étant la tranche d'âge la plus motivée, avec 42% d'intention positive pour les 45-59 ans.

Ce sont les cadres et professions intellectuelles supérieures (42,3% oui et 11,5% peut-être) suivis des professions libérales (39,1% oui) malgré leur manque de disponibilité, qui sont les catégories socio-professionnelles les plus motivées, les chômeurs étant les moins motivés, ce qui peut s'expliquer par des préoccupations économiques majeures qui les détournent des risques. Les retraités également, peut-être davantage préoccupés par leur santé comme démontré en 2^{ème} partie.

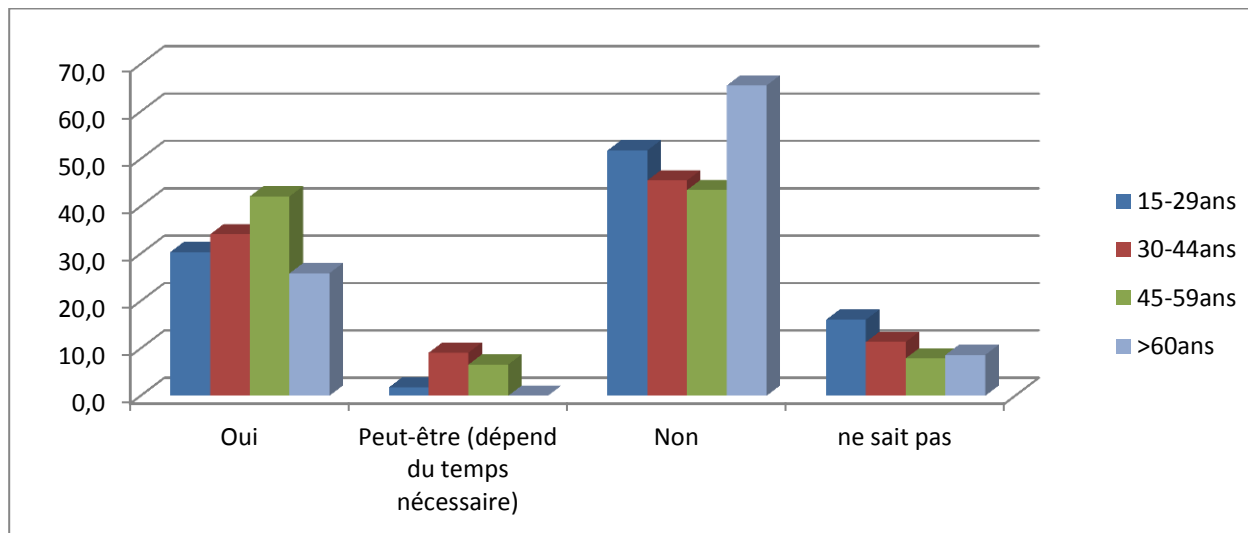


Figure 57: Intention de faire partie d'une RCSC si l'occasion se présentait à Feyzin et Givors en fonction des classes d'âge (question posée : Si les autorités locales lançaient un appel à candidature pour créer une réserve communale de sécurité civile, seriez-vous prêt à vous porter candidat ?)

Encore une fois, les résultats montrent que les préoccupations majeures des citoyens, ancrées dans leur quotidien et leurs difficultés socio-économiques. Il apparaît ainsi essentiel de recentrer l'entrée de la sensibilisation et de l'implication de la population dans la gestion des risques majeurs, sur leurs problèmes quotidiens et non sur l'extrême et le rare...

➔ **Recentrer l'entrée de communication sur le développement territorial au quotidien, plus proche des préoccupations prioritaires des habitants que les risques majeurs**

En France, il reste encore difficile de mobiliser la population exposée aux risques majeurs pour qu'elle participe à la prévention et éventuellement à la gestion de crise, comme le montre l'expérience de Névache, où pourtant les grands moyens avaient été déployés.

Névache est un exemple d'échec du système de concertation territoriale. D'une part, après plus d'un an de travail auprès des habitants et des acteurs institutionnels et malgré l'amorce d'un dialogue indirect pendant la semaine participative en mai 2011, aucun dialogue direct n'a pu être mis en place entre les deux parties. D'autre part, après plusieurs tentatives pour mobiliser les habitants qui en avaient formulé le souhait, pour former un Comité citoyen (type de RCSC informelle), personne ne s'est présenté aux réunions d'information.

Comment intéresser alors la population aux risques qui les entourent et les inciter à s'impliquer davantage dans une prévention proactive des risques ?

1. Recentrer le message de prévention des risques majeurs sur les préoccupations principales des gens

La prise en compte du fait que pour les populations, les risques majeurs sont secondaires est essentielle pour travailler sur la prévention. En effet, ignorer ce fait et se focaliser sur les risques majeurs comme entrée sera un frein tant à la réalisation concertée de documents règlementaires qu'à la mise en place de structure de participation telles que la RCSC. Ces dernières ne sauraient a priori être efficaces, susciter la motivation des citoyens et concerner le plus grand nombre, sans proposer une prise en compte de leurs problèmes quotidiens et des besoins qu'ils revendiquent. En témoigne la faible

connaissance des sondés de Givors et Feyzin des structures de participation citoyenne focalisées sur les risques majeurs (respectivement 79% et 54% n'en connaissent aucune).

Présenter une réunion de concertation sur le PPR comme une opération de contrôle de l'aménagement du territoire ou d'un quartier, au lieu de la présenter comme une réunion de réflexion sur les risques, sera plus vendeur, car plus proche des préoccupations quotidiennes des gens.

Présenter une RCSC comme un comité citoyen pour une action de développement concerté sur la ville (en lui donnant aussi la mission d'aide à la prévention) pourrait motiver davantage de personnes.

L'important, c'est l'entrée, le motif de départ qui doit être proche des préoccupations des gens. Ensuite seulement viendra la thématique des risques, une fois le groupe soudé au quotidien autour d'autres thématiques permanentes. Si la structure a pour objectif principal le développement territorial, et la prise en compte des difficultés majeures des habitants, tenant compte des spécificités micro-locales des territoires, il y a fort à parier que davantage de personnes se mobiliseront pour y participer.

2. Adapter la gestion des risques aux spécificités micro-locales des territoires

S'adapter à ces spécificités micro-locales, c'est avant tout connaître précisément les territoires, en termes de forces et de faiblesses. Les enquêtes de terrain ont fait ressortir des caractéristiques spécifiques pour chaque territoire et population. Les matrices SWOT (*Strength, Weaknesses, Opportunities, Threat*, ou forces, faiblesses, opportunités, menaces) permettent de dresser un profil précis des localités, et d'identifier les points importants sur lesquels baser une gestion des risques plus en adéquation avec le terrain. Par « Force », il faut comprendre les atouts internes des habitants et du territoire (éléments sur lesquels ils ont un pouvoir d'action), tandis que les « faiblesses » sont les difficultés/points faibles venant des habitants. Au-delà de cette sphère interne, des éléments du milieu extérieur au sens large agissent sur les territoires : les « opportunités » peuvent être des structures mises en place par les acteurs institutionnels externes, ou des opportunités de développement privées. A l'inverse, les contraintes sont les éléments extérieurs qui sont susceptibles de freiner ou restreindre les possibilités d'une bonne gestion des risques par les institutionnels. Des hypothèses de solutions découlent logiquement de cette analyse (figure 58).

	FORCES	FAIBLESSES	HYPOTHESES DE SOLUTION
GIVORS	<ul style="list-style-type: none"> - Une identité givordine forte qui soude les habitants sur le territoire - Le « Vivre à Givors », bulletin municipal est généralement lu (bon vecteur de communication) 	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de conscience des risques - Une partie de la population ne lit pas ou parle trop peu le français - Peu d'habitants sont présents pour les conseils de quartier - les préoccupations de la population sont d'ordres économiques, familiales et de santé, qui représentent un risque quotidien et visible contrairement aux risques naturels et industriels. 	<ul style="list-style-type: none"> _la sensibilisation doit être beaucoup plus axée sur Givors même, et les sites encore actifs. _DSVA peut être une porte d'entrée pour la formation des localschampions. _les assureurs et les agences immobilières doivent présenter de manière plus claires les risques industriels et naturels.
FEYZIN	<ul style="list-style-type: none"> -Population jeune et très réceptive aux informations sur les risques Milieu scolaire actif -Lecture du Bulletin Municipal par les habitants -Plan d'évacuation, itinéraires présents dans la ville -Conférence riveraine 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible accessibilité aux transports en communs - Manque d'équipements 	<ul style="list-style-type: none"> _Le centre ressource : toutes les associations de Feyzin y sont listées (26 sportives, 19 culturelles...)
NEVACHE	<ul style="list-style-type: none"> _Culture du risque bien ancrée 	<ul style="list-style-type: none"> _Difficultés de dialogue entre habitants et institutionnels 	<ul style="list-style-type: none"> _renforcer le contact avec les parents d'élèves par l'école _mieux valoriser l'inter-saison pour sensibiliser

	OPPORTUNITES	CONTRAINTES	HYPOTHESES DE SOLUTION
GIVORS	<ul style="list-style-type: none"> _Stabilité politique : Mr PASSI est maire depuis 1993, a ainsi gagné la confiance des habitants _ La démocratie participative 	<ul style="list-style-type: none"> _Les fermetures d'usine et leurs conséquences économiques, visuelles, culturelles : les usines représentent pour eux le travail, et puisqu'elles sont fermées elles ne peuvent pas représenter de danger. Le port pétrolier est méconnu, et peu visible finalement. Pour les habitants, le couloir de la chimie c'est Feyzin, pas Givors. 	<ul style="list-style-type: none"> _un onglet « risque » sur le site internet de la mairie _schémas dans le DICRIM à l'intention des personnes ne lisant pas le français notamment _Visite des sites à risque : permet un tableau concret notamment pour le port pétrolier qui n'est pas perçu comme une menace. _attente d'informations de la part de la mairie, des pompiers voir même de la police _une réunion publique peut être un moyen mais les habitants sont déjà peu présents aux réunions de quartier. _RCSC : les questionnaires révèlent une volonté en théorie, mais peu probable que l'engagement convienne dans les faits
FEYZIN	<ul style="list-style-type: none"> _Stabilité politique : Mr BLEIN est maire depuis 2001 _la démocratie participative 	<ul style="list-style-type: none"> _Polycentrisme de la ville. _Beaucoup d'habitants travaillent à l'extérieur de la ville donc ils sont moins sensibles à certains risques 	<ul style="list-style-type: none"> _schémas dans le DICRIM pour faire des rappels sans saturer d'information le lecteur. _Visite des sites permet de faire une présentation plus interactive, sollicitant une mémoire différente. _la mairie reste un informateur privilégié de confiance. _selon la réussite de la démocratie participative, une réunion publique peut être envisagée. _RCSC : une partie des habitants est volontaire même remarque que pour Givors.
NEVACHE	<ul style="list-style-type: none"> _La possible création d'un comité ICE : Initiative Citoyenne Environnement 	<ul style="list-style-type: none"> _Voie d'accès rapidement coupée _Coupure d'électricité _Une population saisonnière 	

Figure 58: Matrice SWOT pour les 3 communes.

3. Utiliser des vecteurs de communication « neutres » par rapport aux risques : associations, centres sociaux de quartier, qui sont déjà dans les habitudes des gens : trouver des local champions du quotidien

Une autre piste est celle d'utiliser les structures qui fonctionnent déjà bien sur les territoires, pour la gestion des risques. Les personnes âgées sont peut-être déjà impliquées dans des clubs associatifs, et il serait possible de leur proposer des missions adaptées à leurs savoir-faires, capacités, vvolontés.

Les « local champions » sont des personnes clef d'un territoire qui peuvent être identifiées comme des ressources. En effet, ces personnes peuvent avoir de l'influence sur leur entourage, leur voisinage ou encore une certaine catégorie de population. Ces individus peuvent-être des personnes âgées engagées, des personnes lambda motivées, des responsables d'association locale ou encore des sportifs locaux. Leur influence sur le territoire et la population locale pourrait être utilisée pour promouvoir une campagne de prévention des risques localisée autour d'un quartier, ou autour d'une catégorie de population.

4. Lorsqu'un blocage de communication survient : Névache, le défi

Cette commune de montagne est un cas conflictuel de gestion des risques. Les tensions au sein de la commune sont si fortes qu'elles sont un obstacle au débat. Suite aux différentes initiatives menées par le Pays Grand Briançonnais, au sein du programme de gestion intégrée des risques du PARN, de nombreuses difficultés se sont révélées pour établir une mobilisation constructive et durable en ce domaine de la part de la population. Le principal problème est la coupure préventive de la route pour

permettre un PIDA par exemple. Elle est mal acceptée par la population puisqu'elle empêche la circulation pour aller au travail, à l'école, étant la seule voie d'accès vers l'extérieur. Les habitants ont une forte culture du risque et ils refusent d'avoir confiance en les méthodes d'institutionnels. Les habitants s'organisent de manière informelle comme par exemple entre parents d'élève en cas de division des familles lors de la fermeture de la route. Face à l'impossibilité de mener une gestion intégrée sur ce site, des mesures doivent tout de même être prise.

Mme Christelle Champion, du Bureau d'étude COHESENS (cf annexe n°1), spécialisé sur la communication des risques a apporté son avis sur ce cas particulier. Elle prône tout d'abord d'utiliser le quotidien comme entrée pour la communication des risques. En effet, les risques majeurs sont rares, et il faut penser aux dysfonctionnements du quotidien pour faire de la prévention. De plus, elle estime qu'il est important que les institutionnels fassent preuve de transparence dans leur démarche autour du risque pour installer une confiance. Dans des cas aussi conflictuels que Névache, il faut tenter de trouver un médiateur neutre parmi les habitants afin de rétablir le dialogue. Il ne faut pas penser que les médias sont les premiers interlocuteurs : ce sont bel et bien les habitants eux-mêmes. Ils sont un relais d'opinion et de respect.

Mme Christelle Champion prône le *community management* : il faut avoir des ambassadeurs influents. Il y en a deux catégories : les online (réunion publique, intervenants) et les offline (des personnes qui ont assisté à la réunion publique qui vont transmettre). La communication autour du risque doit se projeter de manière concentrique c'est-à-dire des plus près en termes de proximité et d'enjeux vers les moins concernés. Il est aussi essentiel d'après elle, de faire une cartographie d'opinion, c'est-à-dire d'identifier l'ensemble des parties prenantes d'un territoire (population, médias, tissus socio-économique, élus, service de secours et sécurité...). Les institutionnels peuvent aussi céder à une demande de la population pour permettre « une bouffée d'oxygène ». Il n'est pas rare que la gestion des risques passe aussi par de l'hostilité.

Pour essayer de gérer ce type de situation, il faut :

- Détecter pourquoi les changements liés à la gestion des risques sont si difficiles à accepter. Chaque terrain a alors ses réponses spécifiques.

- Rendre concret ces changements en comparant à d'autres sites, des personnes extérieures peuvent venir témoigner. Ceci peut palier à la voix des élus.

Le diagnostic d'un territoire passe aussi par comprendre les demandes spécifiques des habitants c'est-à-dire selon ce qu'ils sont prêts à entendre, quelle communication est alors la mieux adaptée ?

Dans des cas aussi conflictuels Christelle Champion recommande d'utiliser la Communication Non Violente de Marshall Rosenberg. Il faut d'abord passer par l'observation des faits : il faut lister les actions déjà effectuées. Puis il faut exprimer son ressenti : « en dépit des efforts fournis, je suis inquiet de voir que nous ne parvenons pas à un accord, je suis déçu, préoccupé (l'utilisation du « je » permet d'éviter d'accuser). Ensuite, il faut expliquer quel est le but du communiqué du jour : « c'est la raison pour laquelle je vous informe mettre en place telle ou telle décision, et je souhaiterais de votre part » (ne pas fermer la porte). S'en suit alors un constat « en raison des faits annoncés, je le regrette, mais en tant que... ma responsabilité est de ... ». Des suites d'une telle communication (discours, courrier...), soit cela crée un cordon sanitaire puisqu'un acte est posé noir sur blanc, soit cela crée des réactions de contestation : c'est le courage managérial.

Cependant ce type de communication ne peut être efficace si le collectif managérial n'est pas soudé. Il faut comprendre les discordances plus anciennes, qui n'ont pas de rapports avec la gestion des risques mais qui empêche d'être tous soudés. De plus, la communication autour de la gestion des risques transmet également des valeurs, du respect puisqu'elle présente ce qui doit être protégé en priorité.

EN BREF...

H12a : Il faut davantage **adapter le DICRIM à la commune**, voire à la variabilité des quartiers de la commune, par rapport aux différentes menaces, pour créer des points de repères plus forts favorisant l'**appropriation du document** par les populations cibles. Le DICRIM doit être assez court, lisible, adopter un code couleur logique, proposer des cartes plus lisibles.

H12b : **Les supports de diffusion doivent être mixtes** (papier et internet) pour s'adapter aux différentes attentes

H13 : Au-delà du DICRIM, **les vecteurs de diffusion d'information doivent être multiples pour s'adapter aux différentes catégories de population** (médias, internet, réunion). Les nouvelles technologies telles que les réseaux sociaux apparaissent plébiscitées par les jeunes. La communication de masse est remise en question, au profit d'une **démarche de marketing territorial par cible**, qui peut privilégier une approche intergénérationnelle favorisant le retour sur expérience, et portant une attention particulière au jeune public (vecteur école et vecteur culturel)

H14 : L'**approche bottom-up** qui favorise l'implication des populations locales apparaît essentielle, mais difficile à mettre en place sans revoir la manière de l'aborder dans la gestion des risques. Si la RCSC (la classe active de 45-59 ans semble la plus réceptive à cette idée à Feyzin et Givors) est une mesure institutionnelle envisageable, elle devra pour fonctionner prendre en compte que les préoccupations premières des gens ne sont pas centrées sur les risques majeurs, et du coup **recentrer son approche sur les problèmes et difficultés du quotidien**, en d'autres termes, avoir une entrée de communication sur le **développement territorial** au quotidien, s'adapter aux **spécificités micro-locales des territoires** et utiliser de préférence des **structures locales civiles existantes** type associatif pour trouver les local champions déjà investis et de confiance sur la commune.

Conclusion

Grâce à l'analyse des documents existant en matière de communication autour des risques, aux enquêtes effectuées auprès des habitants de Feyzin et Givors et grâce au traitement des résultats de celles-ci, un certain nombre de pistes ont pu être dégagées. En effet, le travail mené a permis de mettre en exergue les besoins et les intérêts multiples des populations en matière d'information/communication sur les risques majeurs, dans des petites communes de périphérie d'agglomération et de les comparer aux besoins de petites communes de montagne. L'état des lieux de la connaissance des risques par les populations présenté dans ce texte permet d'entreprendre une démarche d'action, en faveur du développement et de l'entretien d'une véritable culture du risque. Les différentes hypothèses de solutions proposées dans cette note technique sont autant de moyens pour parvenir à l'émergence et à la subsistance d'une culture du risque dans une commune.

Table des Figures :

Figure 1 : <i>Tableau des aléas auxquels sont soumises les trois communes expérimentales (Sources : DICRIM de Feyzin, Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, Prim.net, l'IRMA, arrêtés préfectoraux des communes de Feyzin et Givors, PPRN de Névache.)</i>	8
Figure 2 : <i>carte des risques industriels et naturels dans la commune de Feyzin en 2013</i>	9
Figure 3 : <i>carte des risques naturels et technologiques à Givors en 2013 (légende page suivante)</i>	10
Figure 4 : <i>Carte des risques à Névache Ville-Haute</i>	12
Figure 5 : <i>Carte des risques à Nébache Roubion Salle</i>	12
Figure 6 : <i>Carte des risques à Névache-Plampinet et légende générale des 4 cartographies</i>	13
Figure 7 : <i>Tableau des enjeux et vulnérabilités des communes expérimentales</i>	15
Figure 8 : <i>Tableau de l'état de la gestion des risques dans les communes expérimentales</i>	16
Figure 9: <i>Tableau des spécificités humaines des territoires expérimentaux</i>	19
Figure 10: <i>Organigramme méthodologique</i>	23
Figure 11: <i>Les critères d'évaluation des DICRIM étudiés</i>	25
Figure 12: <i>Tableau d'évaluation des DICIM étudiés</i>	26
Figure 13: <i>Tableau de réflexion sur l'élaboration du questionnaire, des objectifs aux questions à poser</i>	29
Figure 14: <i>Structure INSEE de la population mère</i>	32
Figure 15: <i>Structure de l'échantillon théorique</i>	32
Figure 16: <i>Structure de l'échantillon réel. NB : deux questionnaires ont été perdus sur le terrain, ce qui donne un total de 278 questionnaires au lieu de 280</i>	33
Figure 17: <i>Structure de l'échantillon réel. NB : deux questionnaires ont été perdus sur le terrain, ce qui donne un total de 278 questionnaires au lieu de 280</i>	33
Figure 18: <i>Carte des lieux d'enquête à Givors</i>	36
Figure 19: <i>Carte des lieux d'enquête à Feyzin</i>	36
Figure 20: <i>Conscience par les répondants de Feyzin (à gauche) et Givors (à droite) de l'exposition de leur commune à des menaces naturelles majeures (Question posée : « Selon vous, la commune est-elle soumise à des risques liés à des phénomènes naturels ?)</i>	39
Figure 21: <i>Perception de l'intensité des risques naturels sur les 2 communes, par les répondants qui les estiment exposées</i>	39
Figure 22 : <i>Conscience par les répondants de Feyzin (à gauche) et Givors (à droite) de l'exposition de leur commune à des menaces technologiques majeures (Question posée : « Selon vous, la commune est-elle soumise à des risques liés à des phénomènes technologiques ?)</i>	40
Figure 23 : <i>Perception de l'intensité des risques technologiques sur les 2 communes, par les répondants qui les estiment exposées</i>	40
Figure 24: <i>Exposition à une au deux menaces à Feyzin (à gauche) et à Givors (à droite)</i>	41
Figure 25: <i>Les menaces auxquelles les habitations des répondants de Feyzin et Givors sont exposées</i>	41
Figure 26: <i>Conscience d'exposition des habitations des répondants de Feyzin (à gauche) et Givors (à droite), pour les strates « répondants dont l'habitation est exposée à au moins une menace » (en haut) et « répondants dont l'habitation n'est pas exposée » (question posée : « Pensez-vous habiter dans une zone à risque ? »)</i>	43

Figure 27: Conscience d'exposition des habitations des répondants de Feyzin (en haut) et Givors (en bas), aux différents types de menaces avérées (question posée : Si réponse positive à la question « Pensez-vous habiter dans une zone à risque ? , précisez lesquels).....	44
Figure 28: Préoccupation vis-à-vis des risques naturels (en haut) et technologiques (en bas), des répondants de Feyzin (à gauche) et Givors (à droite), (question posée : « Les risques naturels/technologiques vous préoccupent-ils ? »).....	45
Figure 29: Les consignes de sécurité en cas d'inondations (extrait DICRIM Saint-Fons).	46
Figure 30: Les consignes de sécurité en cas d'accident industriel (extrait DICRIM Saint-Fons).	47
Figure 31: Citation des consignes de sécurité en cas d'accident industriel par les répondants de Feyzin et Givors (total et exposés au risque industriel sur le lieu d'habitat) (réponse à la question : « Selon vous quelles sont les consignes de sécurité en cas d'accident industriel ? »).....	47
Figure 32: Citation des moyens d'alerte par les répondants de Feyzin et Givors (total et exposés aux risques sur le lieu d'habitat) (réponse à la question : « Selon vous existe-t-il des systèmes d'alerte dans votre commune ? »).....	48
Figure 33: Préoccupation des répondants de Feyzin et Givors, par rapport aux risques naturels et technologiques, en fonction de l'expérience d'événements passés.	52
Figure 34: influence du temps de résidence sur la perception des risques des répondants de Feyzin et Givors (critères : perception de l'exposition de la commune aux RN et RT, habitat avéré exposé perçu comme tel, préoccupation des RN et RT).....	52
Figure 35: influence des CSP sur la perception des risques des répondants de Feyzin et Givors (critères : perception de l'exposition de la commune aux RN et RT, habitat avéré exposé perçu comme tel, préoccupation des RN et RT).	53
Figure 36: influence du niveau d'étude sur la perception des risques des répondants de Feyzin et Givors (critères : perception de l'exposition de la commune aux RN et RT, habitat avéré exposé perçu comme tel, préoccupation des RN et RT).....	54
Figure 37: influence du niveau d'étude sur la connaissance des consignes de sécurité (risques inondations et industriel) par les répondants de Feyzin et Givors.	54
Figure 38: influence du type de logement sur la perception des risques des répondants de Feyzin et Givors (critères : perception de l'exposition de la commune aux RN et RT, habitat avéré exposé perçu comme tel, préoccupation des RN et RT).....	55
Figure 39: influence de la situation familiale sur la perception des risques des répondants de Feyzin et Givors (critères : perception de l'exposition de la commune aux RN et RT, habitat avéré exposé perçu comme tel, préoccupation des RN et RT).....	56
Figure 40: Les raisons de leur installation dans la commune, citées par les répondants de Givors et Feyzin (question posée : Qu'est-ce qui vous a amené à habiter ici ?).....	57
Figure 41: Les avantages d'habiter dans la commune, cités par les répondants de Givors et Feyzin (question posée : Quels sont les avantages d'habiter ici ?).....	57
Figure 42: Les inconvénients d'habiter dans la commune, cités par les répondants de Givors et Feyzin (question posée : Quels sont les inconvénients/problèmes/difficultés d'habiter ici ?).....	58
Figure 43: Comparaison de la hiérarchisation des problèmes par les répondants des différentes strates (question posée : Quels sont les inconvénients/problèmes/difficultés d'habiter ici ?).....	59
Figure 44: Hiérarchisation des problèmes par l'échantillon total (question posée : Quels sont les inconvénients/problèmes/difficultés d'habiter ici ?).....	59
Figure 45: Comparaison de la hiérarchisation des problèmes entre Feyzin (à gauche) et Givors (à droite) (question posée : Quels sont les inconvénients/problèmes/difficultés d'habiter ici ?).....	60

Figure 46: <i>Sentiment d'être bien informé sur les risques majeurs à Feyzin (à gauche) et Givors (à droite) (question posée : Pensez-vous être suffisamment informé sur les risques ?).</i>	61
Figure 47: <i>Moyens d'information utilisés pour s'informer sur les risques majeurs à Feyzin (à gauche) et Givors (à droite) (question posée : Par quels moyens entendez-vous parler des risques ?).</i>	62
Figure 48: <i>Dernière information sur les risques reçue à Feyzin (à gauche) et Givors (à droite).</i>	63
Figure 49: <i>Connaissance du DICRIM à Feyzin (à gauche) et Givors (à droite) (question posée : savez-vous ce qu'est le DICRIM ?).</i>	64
Figure 50: <i>Mémorisation par les répondants qui ont lu le DICRIM, des éléments du DICRIM à Feyzin (100 répondants) et Givors (55 répondants) (qu'avez-vous retenu de la lecture du DICRIM ?).</i>	65
Figure 51: <i>Connaissance des structures de démocratie participative existantes pour la prévention des risques à Feyzin.</i>	66
Figure 52: <i>extrait du DICRIM de Feyzin (carte inondation) et lisibilité des cartes des DICRIM présentés aux sondés en fonction des classes d'âge (question posée : les cartes du DICRIM vous paraissent-elles lisibles ?).</i>	70
Figure 53: <i>Support de diffusion du DICRIM voulu, selon les répondants de Feyzin et Givors, puis selon l'âge</i>	71
Figure 53: <i>Support de diffusion du DICRIM voulu, selon les répondants de Feyzin et Givors, puis selon l'âge</i>	72
Figure 55: <i>Support de diffusion du DICRIM voulu, selon les répondants de Feyzin et Givors, puis selon l'âge</i>	73
Figure 56: <i>Intention de faire partie d'une RCSC si l'occasion se présentait à Feyzin et Givors (question posée : Si les autorités locales lançaient un appel à candidature pour créer une réserve communale de sécurité civile, seriez-vous prêt à vous porter candidat ?)</i>	76
Figure 57: <i>Intention de faire partie d'une RCSC si l'occasion se présentait à Feyzin et Givors en fonction des classes d'âge (question posée : Si les autorités locales lançaient un appel à candidature pour créer une réserve communale de sécurité civile, seriez-vous prêt à vous porter candidat ?)</i>	77
Figure 58: <i>Matrice SWOT pour les 3 communes.</i>	79
Figure 59: <i>Cartographie d'opinion</i>	87

Annexes

Annexe 1 : Lettres de commande

A intégrer

Annexe 2 : Compte rendu de l'intervention de Christelle Champion, du jeudi 7 février

Christelle Champion a travaillé durant 4 ans, de 2001 à 2005, comme chef du service communication et membre de l'équipe de Direction de la Centrale Nucléaire du Blayais (33). Elle conseillait les directeurs et était le porte-parole médiatique de la centrale en temps de crise ou non. Elle a participé à l'organisation des PUI ET PPI de la Préfecture.

En 2008, elle a fondé son propre cabinet de consultant COHESSENCE sur la gestion de crise et l'accompagnement humain. Les mots clés de son activité se rapportent aux parties prenantes, à la rédaction et aux éléments du langage. Elle conseille dans les risques industriels et d'avalanche et dans les organismes publics.

La tempête de 1999 a causé une inondation dans la centrale nucléaire de Bordeaux ce qui a entraîné un impact sur l'image du territoire. Le risque d'opinion est inhérent aux autres risques, comme la montré cet événement, le risque d'altérer l'image en fait parti.

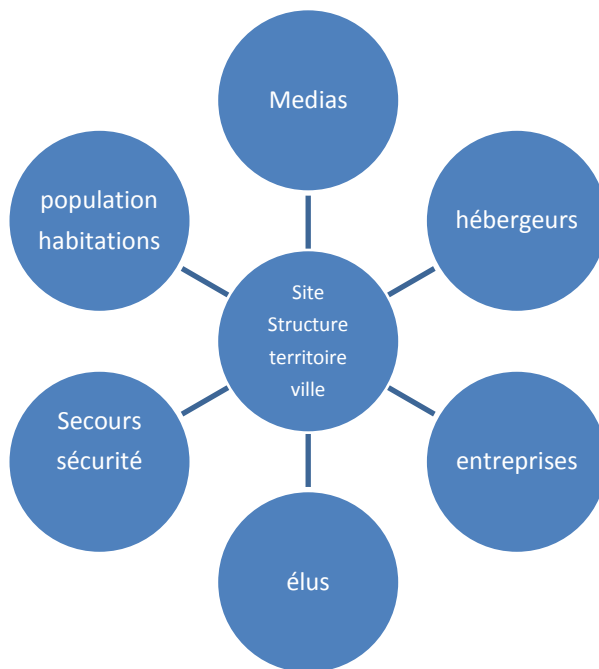


Figure 59: Cartographie d'opinion

Cette cartographie représente les principales catégories d'opinion, en lien aux risques, qui structurent un territoire : les médias, la population, les hébergeurs, les entreprises, les élus et les secours.

Chacune des parties prenantes entretient un rapport différent avec les autres parties prenantes. Certaines sont alliées, d'autres s'opposent, exemple : élus/population sont alliés et entreprises/population ou médias/élus sont opposants.

Le problème est le déni de la part des élus principalement, puis des entreprises et des populations face aux risques. Il y a peu de prise en considération des risques majeurs présents jusqu'à ce qu'il y ait une crise avérée.

D'après elle, la mise en place des outils de prévention, sensibilisation et action n'est totalement efficace pour la sécurité des territoires.

Pour apprendre les bases de la communication de gestion de crise il faut se poser les questions suivantes :

- Qui sont les interlocuteurs ?
- Qui informer ?
- Quel sera le message ?
- Comment va-t-on communiquer avec eux ? Quels sont les vecteurs ou les supports de communication ?
- Quels moyens ? Il faut réfléchir aux moyens adéquats selon la physionomie du territoire.

Les étapes à respecter pour une bonne communication :

1. Réaliser une cartographie d'opinion, c'est-à-dire, identifier les cibles de l'information.
2. Le message de communication doit être à la fois stéréotypé et adapté. Elle nous précise que le contenu compte pour 7% dans un oral sauf si on est dans l'action.
3. Que diriez-vous ? Quelle attitude à adopter ?

Il est important de donner le message en premier aux interlocuteurs locaux. Les locaux sont les premières cibles car ils sont aux premières loges. On commence par les plus proches, ce sont les plus inquiets dans une crise.

Quand les parties prenantes sont dans le déni, il faut s'interroger sur le pourquoi. Pourquoi le sont-ils ? On doit se demander comment elles perçoivent le monde autour d'eux et le niveau de risque de leur territoire.

Dans cette situation-là on fait appel à un benchmark. Le but est de faire intervenir quelqu'un qui vient d'un territoire similaire, qui a été face au même problème et qui a trouvé une solution. Une personne qui restera humble et ne sera pas donneur de leçons. Cet intervenant vient sur le territoire où l'on veut travailler pour faire prendre conscience de la situation et des intérêts généraux aux parties prenantes.

Il est d'importance de délivrer le même message partout.

Pour s'assurer du bon déroulement, il est nécessaire de définir les modalités mises en place lors de la crise et des contacts avec les cibles de la communication. Il est important de prendre position, d'afficher ce que l'on est en train de faire et d'orienter les comportements et rassurer les opinions.

Il n'est pas facile d'attirer l'attention par le simple contenu de l'information à diffuser. Comment intéresser les gens ? Aujourd'hui on constate une saturation de l'information par les médias. En quoi cette info va être importante ? La réflexion est de mettre en place son propre système de communication et d'impliquer tout le monde. Il y a souvent une cible qui véhicule efficacement les informations. Il faut observer, comprendre et trouver cette cible centrale et restreinte qui permettra de diffuser l'information.

En fonction de la cible, les porte-paroles doivent utiliser un discours spécifique et mettre en place une communication fonction de la réglementation.

Il est parfois plus pertinent de rentrer par la porte du dysfonctionnement face à des entreprises ou à des élus. Ces cibles-là veulent connaître le véritable problème.

Pour une meilleure gestion de crise la concertation entre les différentes parties prenantes du territoire apparaît comme conseillée, est particulièrement favorable.

Par rapport aux médias et face à la quantité d'informations échangées, il est indispensable dans un souci de confiance, de fiabiliser l'information apportée.

L'évaluation de la situation consiste à connaître les opinions de la population et des autres parties prenantes sur leur perception de leur territoire. C'est le contenu directeur de ce que nous aurons à produire dans la note technique.

La mobilisation des parties prenantes en tête à tête est considérablement nécessaire pour éclaircir les points de vue et les intérêts de tous. Il faut que le dialogue soit clair pour tous.

Le problème de Névache repose sur des relations extrêmement tendues entre la population et le maire. La population est répressive à toutes initiatives provenant de l'Etat, représentée selon eux par le maire. Après plusieurs tentatives d'échange et de concertation, les issues sont restées inchangées.

Voici les quelques points de communication non-violente (CNV), que nous a évoqué Christelle Champion :

- * Constatation des faits, Actions observables,

- * Expression du ressenti,

- * Proposer et informer ce qu'on met en place en temps réel telle ou telle solution,

- * Dire qu'on est ouvert à toute proposition,

- * Expliquer le contrat. En tant que ... ma responsabilité est de Il faut poser un acte conséquent : mise en place d'un cordon sanitaire. Cela permet de se prémunir en cas de catastrophe.

Annexe 3 : La réglementation pour les communes en matière d'information au public *(source : travail Equipe-projet « Ville de Lyon », M2pro GRCT, 2012-2013 – Pezon, Roumieu, Gesbert, Leroi)*

Depuis le début des années 1990, le législateur s'est attaché à développer la réglementation visant à améliorer la prévention des catastrophes, qu'elles soient d'origine dite « naturelle » ou technologique. Avec le volet prévention de ce que l'on nomme les risques majeurs, vient également le travail sur la prise de conscience des vulnérabilités et la compréhension des aléas par le citoyen, au sens large du terme.

Ainsi, le décret 90-918 du 11 octobre 1990 proposait déjà l'établissement du Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs. L'idée était de favoriser une connaissance des risques auxquels sont exposés au quotidien des citoyens d'une commune précise. Ce décret introduit la notion de mitigation, c'est-à-dire la mise œuvre de moyens visant à réduire la vulnérabilité des biens et des personnes.

Par la suite, la loi dite de modernisation de la sécurité civile n°2004-811 (du 13 août 2004) instaure le Plan Communal de Sauvegarde (ou PCS) et l'article 3 du décret n°2005-1156 du 13 septembre 2005, relatif au PCS, indique que ce dernier comprend également le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (ou DICRIM). Il précise que le DICRIM est un document visant à établir un diagnostic des risques majeurs existants à l'échelle d'une commune (ou d'une intercommunalité si les communes membres ont délégué cette prérogative à l'EPCI) et à l'expliquer à tous ses citoyens. Ils doivent être informés des risques auxquels ils sont soumis et des mesures prises par les autorités locales pour réduire les vulnérabilités et gérer les crises potentielles.

Aujourd'hui, la réalisation et la diffusion du PCS et donc du DICRIM sont obligatoires pour toutes les communes couvertes par un Plan de Prévention des Risques (naturels ou technologiques, PPRN ou PPRt) et/ou un Plan Particulier d'Intervention (PPI) approuvés.

Il est intéressant de rappeler qu'en tant que premier citoyen de sa commune, le Maire a des obligations importantes en matière de risques majeurs.

En premier lieu, il a un devoir d'information sur les risques auxquels sont exposés tous les citoyens résidant et travaillant sur sa commune, d'après la loi n°87-565 du 22 juillet 1987.

De plus, cette même loi lui impose d'endosser le rôle du Directeur des Opérations de Secours (ou DOS) en cas de crise ou d'événement majeur se déroulant sur sa commune ; et ce jusqu'à ce que le préfet prenne le relais.

Réglementation en vigueur

- Article L2212-2, Art. L125-2, Art. R125-11, Art. L563-3 du Code de l'Environnement
- Loi du 13 août 2004 dite de modernisation de la sécurité civile

Les outils

• DDRM

- ✓ Regroupe les principales informations sur les risques naturels et technologiques du département
- ✓ Fixe les priorités pour chaque commune en matière de gestion des risques

• DICRIM

- ✓ Se présente sous la forme d'une plaquette récapitulative distribuée aux populations afin d'être conservée ; et d'un dossier plus complet consultable en mairie
- ✓ Contient la description des risques concernant la commune ; les mesures de prévention, de protection, de sauvegarde ; ainsi que les bons réflexes individuels à mettre en œuvre en cas de réalisation du risque

• Information des acquéreurs locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

- ✓ Information sur les risques technologiques ou naturels affectant le bien immobilier dans les communes situées dans le périmètre d'un plan de prévention des risques
- ✓ Information sur les sinistres résultant de catastrophes technologiques ou naturelles reconnues, ayant affecté en tout ou partie l'immeuble concerné.

• Les rendez-vous citoyens

- ✓ Une fois par trimestre, la ville pourrait recevoir des professionnels, en public, pour parler d'un grand thème de société rattaché à un dossier concernant une problématique de la ville. C'est l'occasion d'un échange entre professionnel et le citoyen.

• Les conseils de quartiers

- ✓ Instance consultative qui a pour but d'améliorer le service public et la vie des habitants
- ✓ Il peut être associé la création de projet.

Annexe 4 : entretiens téléphoniques avec les acteurs

A compléter (pour chaque acteur préciser, Nom, fonction, coordonnées).

Annexe 5 : Etat des lieux des DICRIM existants dans quelques commune de la périphérie de Lyon

	Pierre Bénite	Feyzin	Saint Fons	Oullins	Salaise sur Sanne
Le contenu					
Les consignes de sécurité	Elles séparées des informations sur les risques.	Elles sont dans un encart « bons réflexes » et accompagnent la description de chaque risque.	Idem. Distinction entre « avant, pendant et après » la crise.	Idem. Distinction entre « avant, pendant et après » la crise.	Elles sont dans un encart « bons réflexes » et accompagnent la description de chaque risque.
Cartes précises et compréhensibles	Oui Deux cartes (risque industriel et inondations).	Non Quatre cartes présentées sans légende et incompréhensible.	Oui et Non Cinq cartes, effort de légende mais besoin d'améliorer la lisibilité.	Non Cinq cartes trop schématiques et manque de repères.	Oui Deux cartes mais manque de repère pour localisation de sa maison.
Rappel des événements passés (mémoire du risque)	Oui Rappel général puis détaillé pour chaque risque.	Oui Mémo pour chaque risque mis en évidence dans des encarts rouges.	Oui « C'est arrivé près de chez vous ». Les encarts sont très petits.	Oui « On s'en souvient »	Non Pour le risque inondation, juste rappel des crues.
Accessibilité du contenu et vulgarisation	Oui Vocabulaire simple et efficace	Oui Vocabulaire simple et efficace	Oui Vocabulaire simple et efficace	Non Donne définitions officielles et elles sont complexes	Non Donne définitions officielles et elles sont complexes
Utilisation de pictogrammes	Non Pas de pictogrammes pour les risques	Oui	Oui	Non Pas de pictogrammes pour les consignes de sécurité	Oui
Adaptation de l'information au territoire	Oui	Oui et Non Les risques industriels et de	Oui	Oui	Non Description des risques en général, peu de données locales.

		mouvements de terrain ne sont pas bien localisés.			
Informations utiles à la gestion personnelle de la crise (kit de survie, fréquences des radios).	Oui Kit de survie, numéros utiles, fréquences radios, sources pour information supplémentaire	Oui Idem + consignes pour se préparer à évacuer ou à se confiner.	Oui Numéros utiles, fréquences radios, sources pour information supplémentaire + coupons pour mémo consignes.	Oui Numéros utiles et sources d'information supplémentaire	Non Seulement des indications sur les sources d'information supplémentaire.
L'explication du système d'alerte (page consacrée à cette information).	Oui	Oui	Non Seulement un tout petit encart.	Non Toute petite partie, peu claire.	Oui
Taille ou longueur du contenu	20 pages	20 pages	8 pages	16 pages	15 pages
Utilisation de schémas, croquis ou dessins	Non Un seul pour la procédure d'alerte (petit)	Non Un seul pour la procédure d'alerte (petit)	Oui Schéma sur définition & gestion du risque	Non Un seul pour la procédure d'alerte (petit)	Oui Alerte, définition risque et organigramme du PCS
Enchaînement logique des informations données	Non Risque nucléaire placé au milieu des risques d'origine « naturelle », les bons réflexes sont déconnectés des risques auxquels ils font référence.	Oui	Oui	Non Mélange complet entre les risques technologiques et les risques d'origine « naturelle ».	Oui
La forme					
Diversité visuelle cohérente (respect d'une charte graphique, alternance texte/images)	Oui Alternance entre le texte et les images, respect charte graphique	Oui Alternance entre le texte et les images, respect charte graphique	Oui Alternance entre le texte et les images, respect charte graphique	Non Bonne alternance mais code graphique flou (notamment au niveau des couleurs)	Oui Alternance entre le texte et les images, respect charte graphique
Qualité esthétique	Oui	Oui	Non	Oui	Non

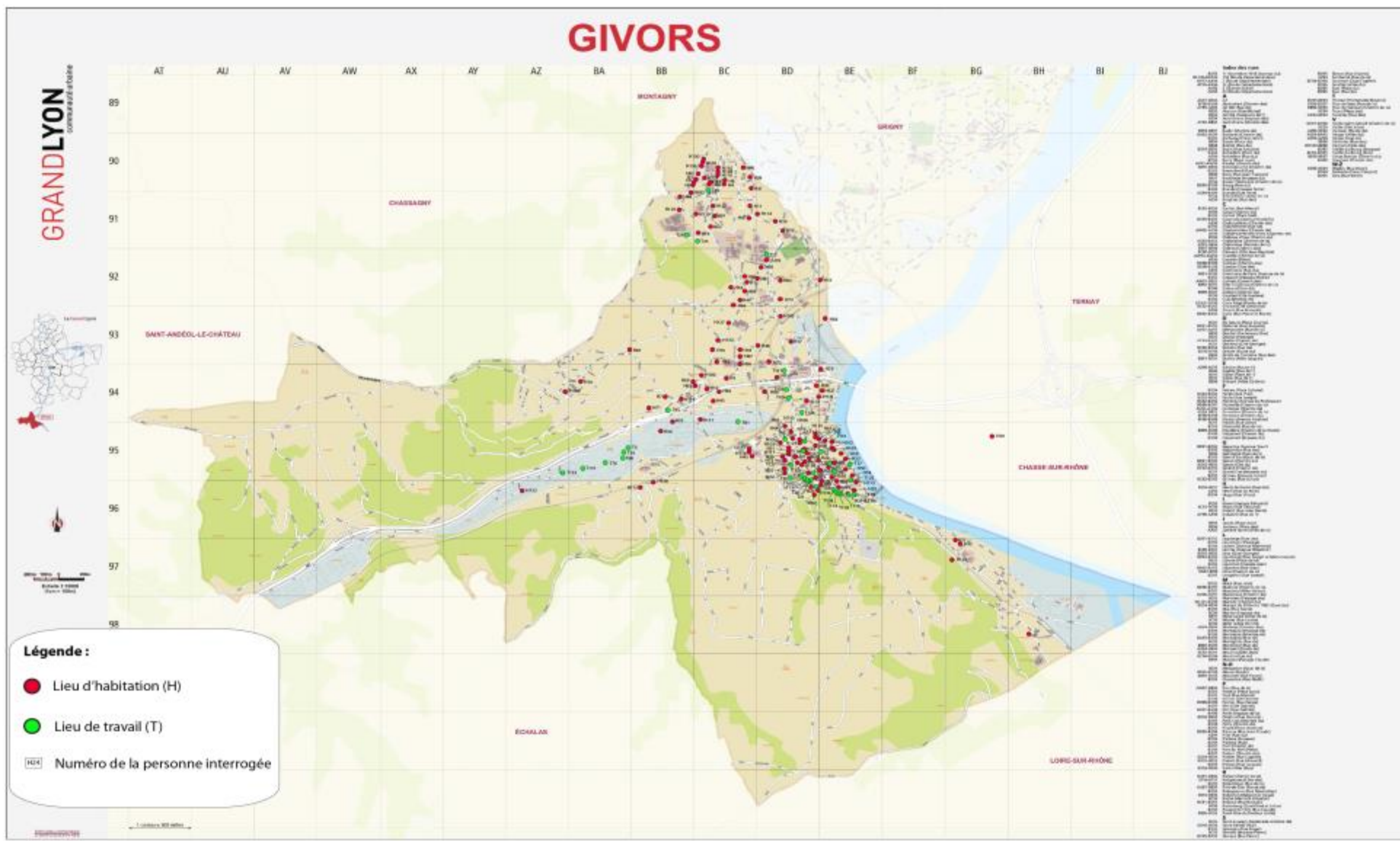
et attractivité du document			Information trop condensée		Information trop condensée
Première page (doit permettre d'entrée en matière)	Non Page presque vide, pas de photos de la commune ni de picto risques	Non Page presque vide, pas de photos de la commune ni de pictogrammes risques	Oui Bémol : présence d'une partie texte importante	Oui	Oui Absence de pictogrammes risques
Fonctionnalité et utilité du sommaire	Oui	Non Absence de sommaire	Non Absence de sommaire	Oui	Non Pas de cohérence et confus
Cohérence des couleurs	Non Une seule couleur uniforme pour la mise en page	Non Une seule couleur uniforme pour la mise en page	Non Une seule couleur uniforme pour la mise en page	Oui Une couleur correspond à un risque	Non Une seule couleur uniforme pour la mise en page
Mise en valeur des pictogrammes	Oui Mais seulement pour les consignes de sécurité	Oui Rouge pour les choses à ne pas faire, vert pour les choses à ne pas faire	Oui Rouge pour les choses à ne pas faire, vert pour les choses à ne pas faire	Oui & Non Seulement pour les risques	Oui Rouge pour les choses à ne pas faire, vert pour les choses à ne pas faire
Utilisation pertinente des photographies	Oui	Non Photographies inadaptées et étrangères au territoire	Non Photographies inadaptées et étrangères au territoire	Non Photographies inadaptées et étrangères au territoire	Oui

Annexe 6 : Questionnaire et supports visuels

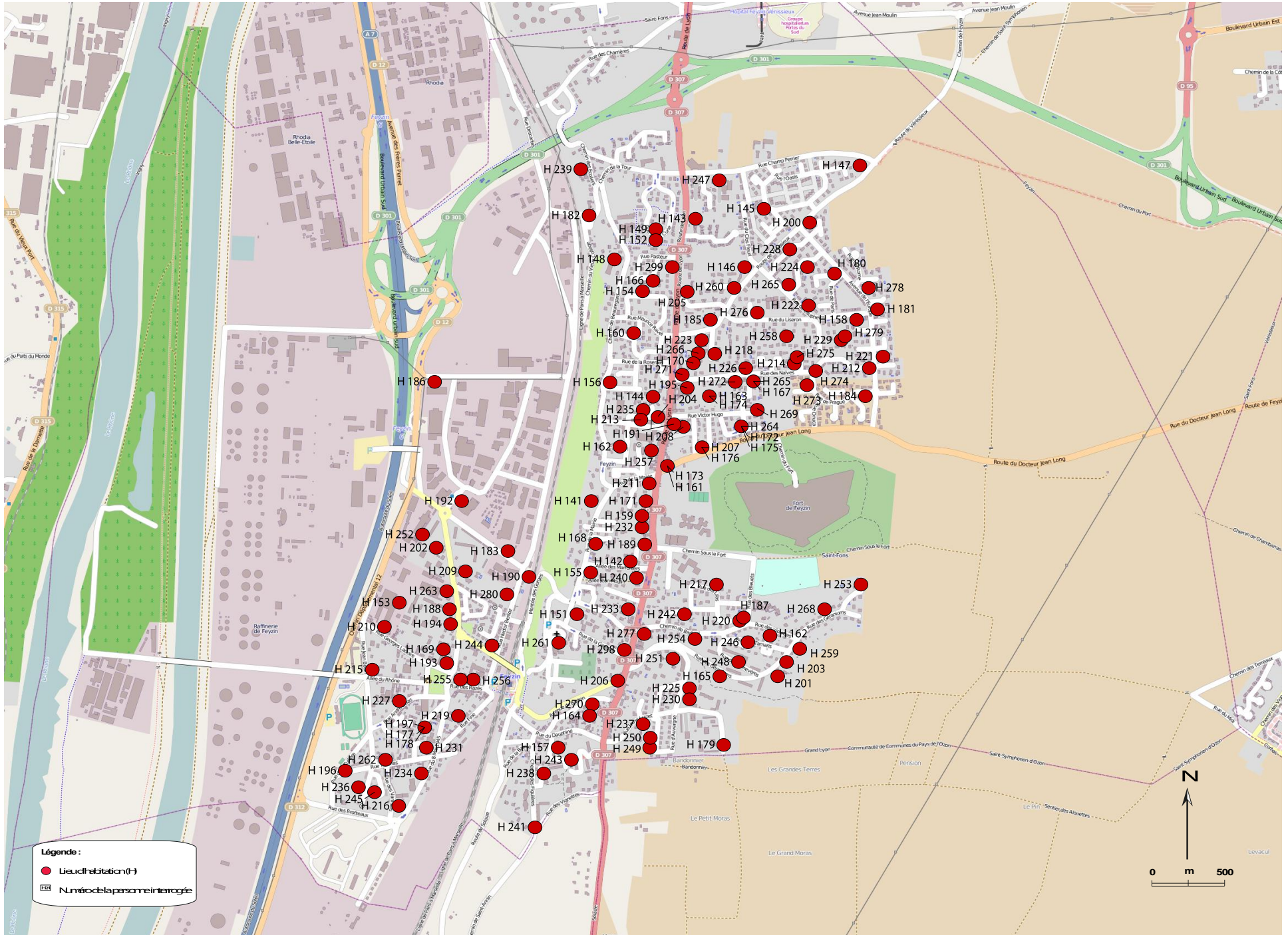
Annexe 7 : Feuilles de quotas pour Givors et Feyzin remplies.

Annexe 8 : Cartographie de la répartition (habitat et lieu de travail) spatiale des personnes interrogées

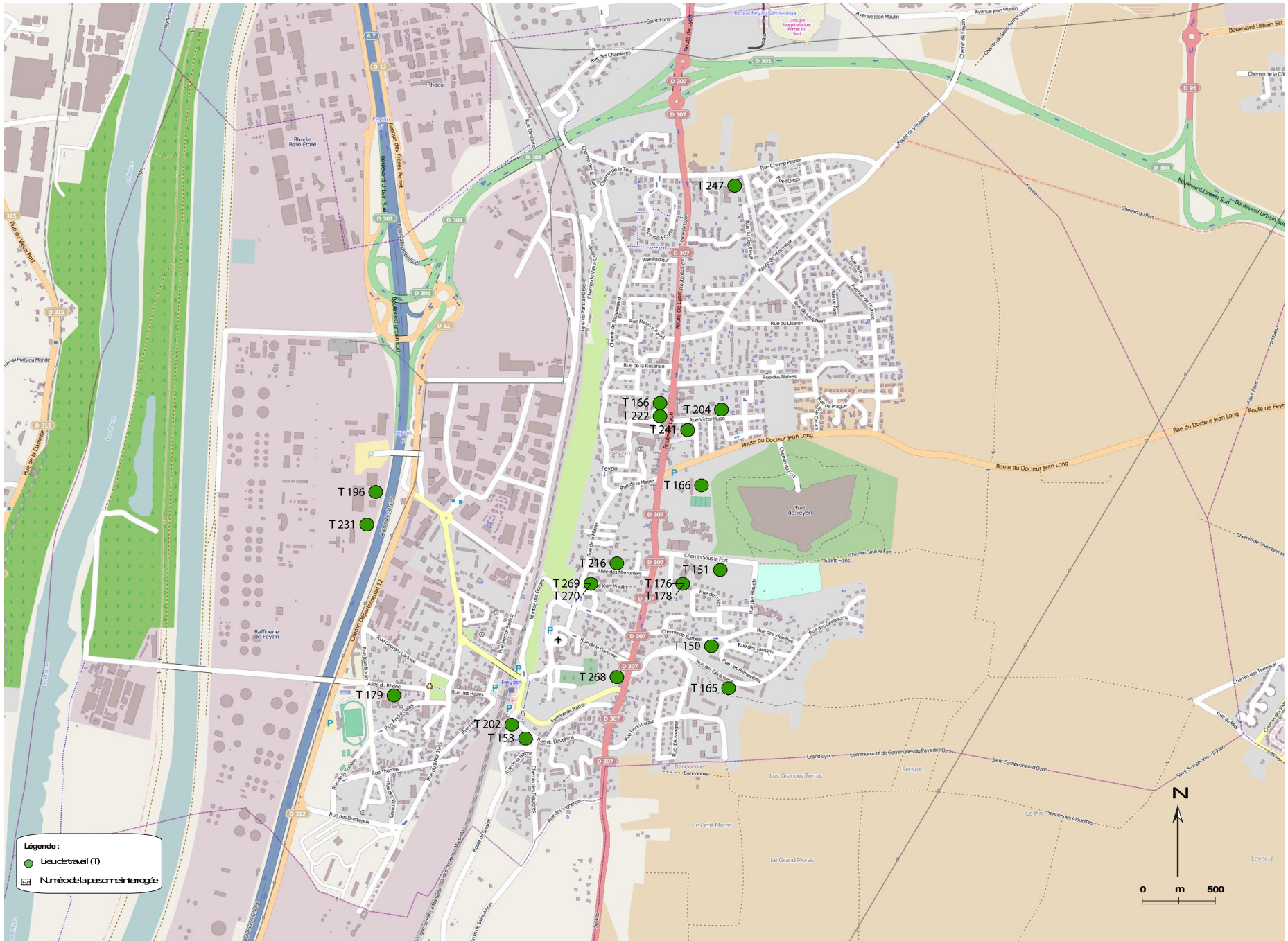
Répartition spatiale des personnes interrogées dans la commune de Givors (2013)



Répartition spatiale de l'habitat des personnes interrogées dans la commune de Feyzin (2013)







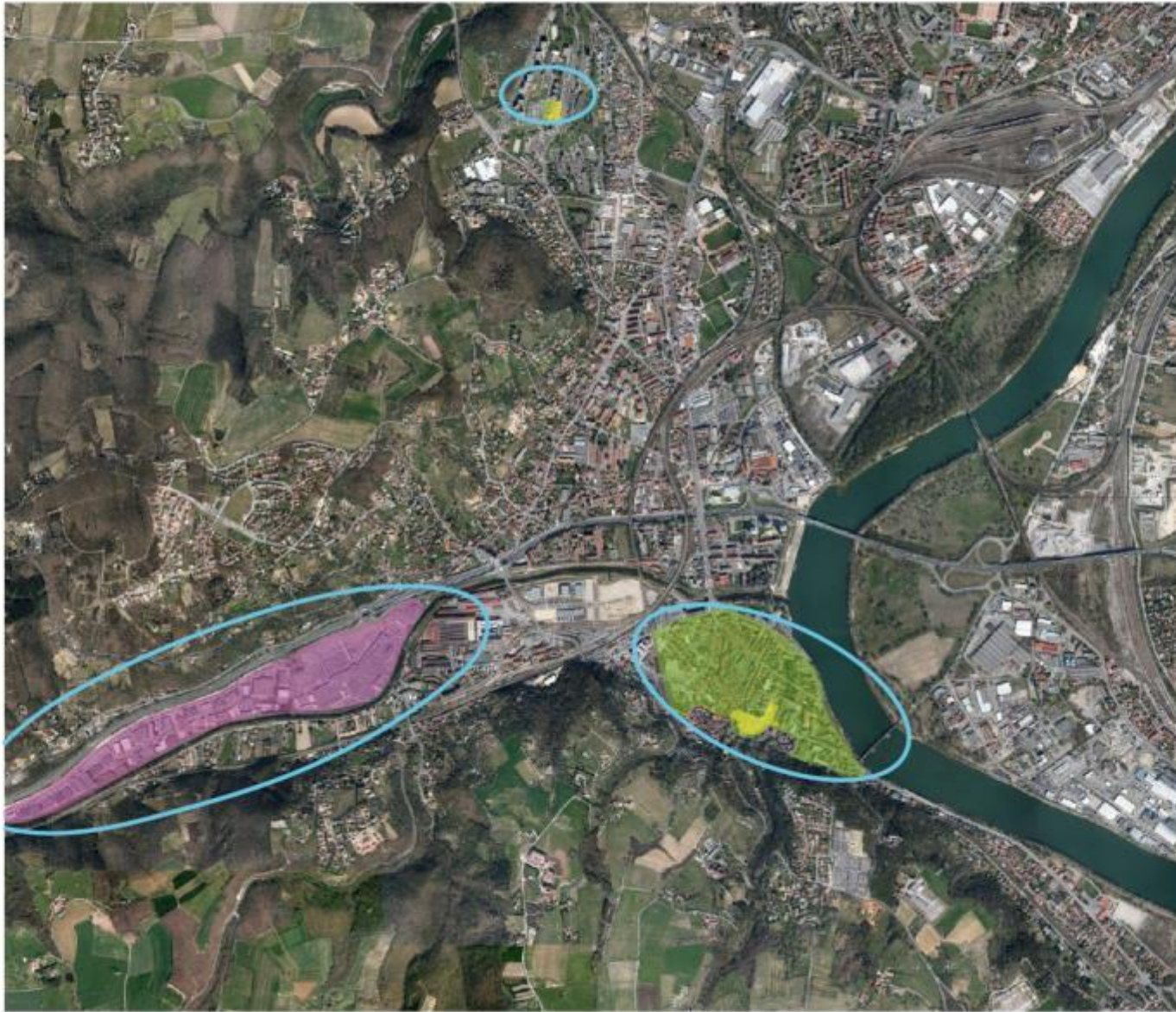
Répartition spatiale des personnes interrogées travaillant dans la commune de Feyzin (2013)



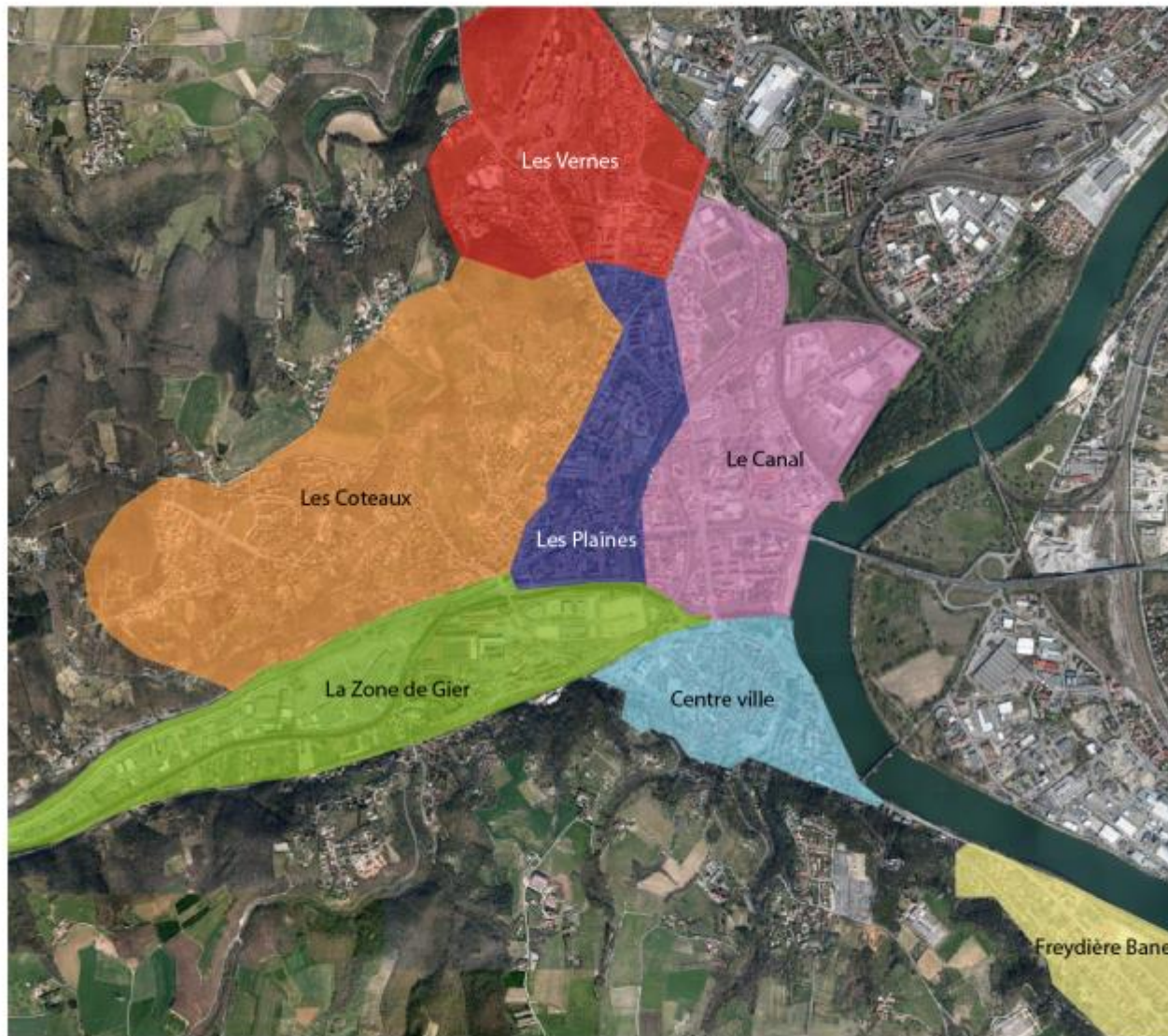
Répartition spatiale et caractéristiques des lieux d'enquêtes sur la commune de Givors

Légende

-  Marchés
-  Commerces de proximité
-  Grandes surfaces
-  Zones d'enquête



Représentation spatiale des quartiers de Givors



Sources: PLU de Givors
Logiciel utilisé: Adobe Illustrator

Annexe 11 : Tris à plat des données (SPHINX) issues des questionnaires de Feyzin et Givors (échantillon total).